



**PREFECTURE
REGION ILE DE
FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°IDF-019-2023-03

PUBLIÉ LE 6 MARS 2023

Sommaire

Direction interrégionale des douanes d'Ile-de-France /

IDF-2023-03-06-00007 - DÉCISION DU DIRECTEUR INTERRÉGIONAL DES DOUANES D'ILE-DE-FRANCE PORTANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE - DRP N° 2023-01 (186 pages)

Page 3

Rectorat de l'académie de Créteil / Affaires juridiques

IDF-2023-03-06-00001 - Arrêté du 6 mars 2023 portant délégation de signature à madame Céline HEYRIES, secrétaire générale adjointe, directrice en charge de la modernisation, de l'informatique et de l'immobilier, madame Corinne SCHITTENHELM, secrétaire générale adjointe, directrice en charge du pilotage budgétaire et des affaires juridiques, madame Francette DALLE MESE, secrétaire générale adjointe, directrice de l'organisation scolaire, de la performance et des politiques éducatives et monsieur David BERAHA, secrétaire général adjoint, directeur des relations et des ressources humaines (3 pages)

Page 190

IDF-2023-03-06-00005 - Arrêté du 6 mars 2023 portant délégation de signature à monsieur Mehdi CHERFI, secrétaire général de l'académie de Créteil pour les opérations du programme d'investissements d'avenir - action : « internats d'excellence et égalité des chances » (3 pages)

Page 194

IDF-2023-03-06-00006 - Arrêté du 6 mars 2023 portant délégation de signature à monsieur Pascal FOURESTIER, délégué académique à la formation professionnelle initiale et continue du rectorat de Créteil (2 pages)

Page 198

IDF-2023-03-06-00004 - Arrêté du 6 mars 2023 portant subdélégation de signature à monsieur Mehdi CHERFI, secrétaire général de l'académie de Créteil (2 pages)

Page 201

IDF-2023-03-06-00002 - Arrêté du 6 mars 2023 portant subdélégation de signature à monsieur Mehdi CHERFI, secrétaire général de l'académie de Créteil, en matière de contrôle de légalité des établissements publics locaux d'enseignement rattachés à la région d'Ile-de-France dans le ressort de l'académie de Créteil (3 pages)

Page 204

IDF-2023-03-06-00003 - Arrêté du 6 mars 2023 portant subdélégation de signature à monsieur Mehdi CHERFI, secrétaire général de l'académie de Créteil, en matière d'ordonnancement secondaire (4 pages)

Page 208

Direction interrégionale des douanes
d'Ile-de-France

IDF-2023-03-06-00007

DÉCISION DU DIRECTEUR INTERRÉGIONAL
DES DOUANES D'ILE-DE-FRANCE
PORTANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE -
DRP N° 2023-01

**DÉCISION DU DIRECTEUR INTERRÉGIONAL
DES DOUANES D'ÎLE-DE-FRANCE
PORTANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE**

DRP N° 2023-01

VU le code des douanes de l'Union européenne, le règlement délégué et le règlement d'exécution de la Commission européenne ;

VU le code des douanes ;

VU le code général des impôts, notamment ses annexes I, II, III et IV ;

VU le livre des procédures fiscales ;

VU le décret n° 97-1195 du 24 décembre 1997 modifié pris pour l'application du second alinéa de l'article 2 du décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles (ministres chargés des finances, de l'économie et de l'industrie), notamment son article 11 ;

VU le décret n° 2006-742 du 27 juin 2006 portant création d'une aide à la sécurité des débits de tabac et modifiant l'article 281 de l'annexe II au code général des impôts.

VU le décret n° 2007-1665 du 26 novembre 2007 modifié relatif à l'organisation des services déconcentrés de la direction générale des douanes et droits indirects ;

VU la décision de la directrice générale des douanes et droits indirects du 21 septembre 2022 ;

Article 1^{er} - Reçoivent délégation permanente à l'effet de signer en mon nom, et dans la limite de leurs attributions, les agents des services de direction de la direction régionale des douanes et droits indirects de PARIS dont les nom, prénom et grade sont repris en annexe I-B de la présente décision, pour les décisions administratives individuelles reprises dans cette annexe dans la ligne où les nom, prénom et grade de ces agents sont indiqués.

Article 2 – Reçoivent délégation permanente à l'effet de signer en mon nom, et dans la limite de leurs attributions, les agents des divisions de la direction régionale des douanes de PARIS dont les nom, prénom et grade sont repris en annexe I-C1 et I-C2 de la présente décision, pour les décisions administratives individuelles reprises dans ces annexes dans la ligne où les nom, prénom et grade de ces agents sont indiqués.

Article 3 – Reçoivent délégation permanente à l'effet de signer en mon nom, et dans la limite de leurs attributions, les agents des bureaux de douane de la direction régionale des douanes de PARIS dont les nom, prénom et grade sont repris en annexe I-D1, et I-D2 de la présente décision, pour les décisions administratives individuelles reprises dans ces annexes dans la ligne où les nom, prénom et grade de ces agents sont indiqués.

Article 4 – Reçoivent délégation permanente à l'effet de signer en mon nom, et dans la limite de leurs attributions, les agents des unités de surveillance de la direction régionale des douanes de PARIS dont les nom, prénom et grade sont repris en annexe I-E1 à I-E4 de la présente décision, pour les décisions administratives individuelles reprises dans ces annexes dans la ligne où les nom, prénom et grade de ces agents sont indiqués.

Article 5 – La présente décision est affichée et les annexes concernées seront publiées au RAA (Recueil des actes administratifs)..

Article 6 – La présente décision annule et remplace la précédente décision du 12 décembre 2022, référencée sous le numéro DRP 2022-04.

Fait à Paris, le 6 mars 2023

Réputée signée

L'administrateur général des douanes,
Directeur interrégional des douanes d'Ile-de-France

Gil LORENZO

ANNEXE I – B

Annexe I - B - Délégation des décisions administratives individuelles au niveau de la direction régionale des douanes et droits indirects de PARIS⁽²⁾⁽³⁾

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature du directeur interrégional des douanes et droits indirects d'Île-de-France

BUREAU RÉSEAU 2

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire
5-II-1° 1	Article 76-2 du code des douanes (CD)	Autorisation de circulation des marchandises sur les routes visées à l'article 76-1 du code des douanes, pendant leurs heures de fermeture	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1 , secrétaire général

BUREAU FIN 3

5-II-15° 2	Article 114 § 1 bis et article 120 § 3 du code des douanes.	Décisions relatives aux demandes de dispense de caution garantissant les droits et taxes encourus	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-II-19° 3	Article 390 <i>ter</i> du code des douanes.	Décision d'octroi des remises totales ou partielles des sommes dues au titre de l'intérêt de retard mentionné à l'article 440 <i>bis</i> du code des douanes ainsi que des majorations prévues par le code des douanes	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-111° 4	Articles 89 paragraphe 5, 95 paragraphes 2 et 3 du code des douanes de l'Union et article 84 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446	Autorisation de garantie globale, et le cas échéant, réduite en montant	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-113° 5	Article 89 paragraphe 3 du code des douanes de l'Union	Constitution de la garantie par un tiers	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-114° 6	Articles 90 et 91 du code des douanes de l'Union et 148, 149, 155 et 158 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Fixation du montant de la garantie	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-118° 10	Article 112 du code des douanes de l'Union	Octroi de facilités de paiement	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégué
5-I-119° 11	Articles 110 et 111 du code des douanes de l'Union	Report de paiement	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-120° 12	Article 114 du code des douanes de l'Union	Décision de non application de l'intérêt de retard ou remise de l'intérêt de retard précédemment appliqué	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
			Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1 , secrétaire général
13	Articles R*208-3 et L.208 du livre des procédures fiscales (LPF)	Décision de remboursement à un contribuable, en application de l'article L.208 du livre des procédures fiscales, des frais qu'il a exposés pour constituer les garanties	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
10-58° 14	Article 2 du décret n° 77-1017 du 1er septembre 1977 modifié	Décision d'admission en non-valeur	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
BUREAU JCF 1			
1-1° 15	Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée	Décisions relatives au droit d'accès direct à des informations nominatives contenues dans un fichier informatique et à l'exercice du droit de rectification de ces informations, lorsque le service désigné dans l'acte réglementaire créant ce fichier fait partie des services déconcentrés ou des services à compétence nationale	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
1-2° 16	Articles L300-2 et L311-1 du code des relations entre le public et l'administration	Décisions relatives à la communication de documents administratifs détenus par les services déconcentrés	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
6-5° 17	Article 1788 A du code général des impôts (CGI)	Décisions de sanctions en matière d'entrepôts fiscaux	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
10-3° 18	Article 40 de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004	Décisions de sanctions en matière de déclaration périodique (octroi de mer)	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégué
19	Article R* 247-5 C du LPF	Décision de remise, modération ou transaction en matière d'amendes prévues à l'article 1788 A du CGI	Jean-Marc BORTOLUSSI, directeur régional, Franck MARIE, DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX, IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
BUREAU JCF 2			
5-I-110° 20	Article 155 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446	Autorisation d'établir des certificats de pesage des bananes	Jean-Marc BORTOLUSSI, directeur régional, Franck MARIE, DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX, IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
BUREAU COMINT 1			
5-I-50° 21	Articles 166 paragraphe 2 du code des douanes de l'Union et 145 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446 ;	Décisions relatives à l'autorisation de déclaration simplifiée	Jean-Marc BORTOLUSSI, directeur régional, Franck MARIE, DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX, IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-51° 22	Article 182 paragraphe 1 du code des douanes de l'Union, de l'article 150 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446 et de l'article 234 paragraphe 2 du règlement d'exécution	Décisions relatives à l'autorisation d'inscription dans les écritures du déclarant sans dispense de présentation des marchandises	Jean-Marc BORTOLUSSI, directeur régional, Franck MARIE, DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX, IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-52° 23	Article 182 paragraphes 1 et 3 du code des douanes de l'Union, de l'article 150 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446 et des articles 231 paragraphe 3 et 234 paragraphe 2 du règlement d'exécution	Décisions relatives à l'autorisation d'inscription dans les écritures du déclarant, avec dispense de présentation des marchandises,	Jean-Marc BORTOLUSSI, directeur régional, Franck MARIE, DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX, IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-53° 24	Article 167 paragraphe 3 du code des douanes de l'Union	Décisions relatives à l'autorisation de dispense de dépôt d'une déclaration complémentaire	Jean-Marc BORTOLUSSI, directeur régional, Franck MARIE, DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX, IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-54° 25	Article 179 paragraphe 1, alinéa 2 du code des douanes de l'Union	Décisions relatives à l'agrément de dédouanement centralisé national (5)	Jean-Marc BORTOLUSSI, directeur régional, Franck MARIE, DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX, IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-55° 26	Article 179 paragraphe 1 du code des douanes de l'Union	Décisions relatives à l'autorisation de dédouanement centralisé communautaire	Jean-Marc BORTOLUSSI, directeur régional, Franck MARIE, DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX, IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-56° 27	Article 18 du code des douanes de l'Union et de l'arrêté du 13 avril 2016	Décisions relatives à l'enregistrement d'un représentant en douane	Jean-Marc BORTOLUSSI, directeur régional, Franck MARIE, DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX, IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégué
5-I-57° 28	Article 130 du code des douanes de l'Union	Autorisation de dépôt de la déclaration en douane ou d'une déclaration de dépôt temporaire valant déclaration sommaire d'entrée dans un bureau de douane d'importation différent du bureau de douane d'entrée,	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-58° 29	Article 173 du code des douanes de l'Union	Décision de rectification des énonciations de la déclaration en douane avant et après bon à enlever	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-59° 30	Articles 174, 175 et 198 paragraphe 2 du code des douanes de l'Union et de l'article 148 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446	Invalidation d'une déclaration en douane et autorisations liées à cette invalidation	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-61° 31	Article 332 paragraphes 3 et 4 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Opposition à la sortie des marchandises excédentaires de nature différente à celles déclarées sans dépôt d'une déclaration d'exportation ou de réexportation	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-61° bis 32	Article 332 paragraphe 4 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Opposition à la sortie des marchandises de nature différente de celles déclarées pour l'exportation	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-62° 33	Article 271 paragraphe 1 du code des douanes de l'Union	Autorisation de dépôt d'une déclaration sommaire de sortie dans un autre bureau que le bureau de sortie lorsque la voie électronique est utilisée	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-63° 34	Article 271 paragraphe 4 du code des douanes de l'Union	Autorisation de dépôt d'une notification de sortie en lieu et place de la déclaration sommaire de sortie	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-64° 35	Article 272 du code des douanes de l'Union	Autorisation de rectification ou d'invalidation de la déclaration sommaire de sortie	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-65° 36	Article 275 du code des douanes de l'Union	Autorisation de rectification ou d'invalidation de la notification de réexportation	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégué
5-I-66° 37	Article 139 paragraphe 7 du code des douanes de l'Union	Autorisation d'enlever des marchandises présentées en douane de l'endroit où elles étaient initialement placées	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-67° 38	Article 9 du code des douanes de l'Union et des articles 5 et 6 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446	Octroi du numéro d'enregistrement et d'identification des opérateurs économiques, par la voie électronique ou par d'autres moyens	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-67° bis 39	Article 9 du code des douanes de l'Union et article 7 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446	Invalidation du numéro d'enregistrement et d'identification des opérateurs économiques, par la voie électronique ou par d'autres moyens	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-68° 40	Article 147 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446 ;	Allongement du délai de dépôt des pièces justificatives dans le cas de déclarations complémentaires	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-69° 41	Article 170 du code des douanes de l'Union ;	Autorisation de déposer occasionnellement une déclaration en douane lorsque l'opérateur n'est pas établi sur le territoire douanier de l'Union	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-70° 42	Article 115 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446 ;	Agrément des locaux pour les opérations avant le dédouanement et pour les opérations de dédouanement	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-72° 43	Article 129 du code des douanes de l'Union et 188 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Autorisation de rectification ou d'invalidation de la déclaration sommaire d'entrée	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-73° 44	Article 140 du code des douanes de l'Union	Autorisation de déchargement ou de transbordement	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-74° 45	Article 146 du code des douanes de l'Union	Autorisation de rectification ou d'invalidation d'une déclaration de dépôt temporaire	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-75° 46	Article 134 paragraphe 2 du code des douanes de l'Union	Autorisation d'examen ou d'échantillonnage des marchandises faisant l'objet de surveillance douanière	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégué
5-I-76° 47	Article 148 du code des douanes de l'Union	Décisions relatives à une autorisation d'exploitation d'installation de stockage temporaire située sur le territoire français	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-77° 48	Article 148 paragraphe 5 du code des douanes de l'Union et de l'article 193 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Autorisation de transfert entre installations de stockage temporaire situées sur le territoire français	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-78° 49	Article 148 paragraphe 6 du code des douanes de l'Union	Autorisation d'entreposage des marchandises de l'Union dans une installation de stockage temporaire	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-79° 50	Article 244-1 du code des douanes de l'Union	Autorisation de construction d'immeubles en zone franche	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-80° 51	Article 244 paragraphe 2 du code des douanes de l'Union	Autorisation d'activités de nature industrielle, commerciale ou de prestations de services en zone franche	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-81° 52	Application de l'article 244 paragraphes 3 et 4 du code des douanes de l'Union	Décision portant interdictions ou restrictions d'activités en zone franche	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-82° 53	Articles 296 à 303 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Décisions relatives au traitement de la déclaration de transit au bureau de départ	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-83° 54	Article 305 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Décisions relatives à la poursuite de l'opération de transit en cas d'incident en cours de route	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-84° 55	Article 304 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Décisions relatives à l'inspection des marchandises au bureau de passage	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégué
5-I-85° 56	Articles 306 et 312 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Décisions relatives aux formalités accomplies à destination, à la possibilité d'autoriser la présentation des marchandises en dehors des heures d'ouverture officielles du bureau dans un autre lieu, à l'appréciation du retard non imputable au titulaire du régime ou au transporteur et aux preuves alternatives	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-86° 57	Article 291 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Décisions relatives à l'application de la procédure de secours, à l'utilisation de listes de chargement spéciales, de scellés d'un modèle spécial, de dispense d'itinéraire contraignant, du statut expéditeur agréé, de dispense de signature des déclarations, du statut de destinataire agréé	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-87° 58	Articles 233 paragraphe 4 a) et b) du code des douanes de l'Union, 192, 193, 194 et 195 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446 et 15 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447 ;	Décisions relatives aux autorisations d'expéditeur agréé et de destinataire agréé en matière de transit de l'Union	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-88° 59	Articles 233 paragraphe 4 c) du code des douanes de l'Union et 197 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446	Décisions relatives à l'autorisation d'utilisation de scellés d'un modèle spécial	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-88° bis 60	Article 233 § 4 e) du code des douanes de l'Union et de l'article 200 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446	Autorisation d'utilisation d'un document électronique de transport en tant que déclaration en douane en vue du placement des marchandises sous le régime du transit de l'Union	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-89° 61	Articles 233 paragraphe 4 d) du code des douanes de l'Union européenne, 198 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446 et 15 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447 ;	Décisions relatives à l'autorisation d'utiliser une déclaration de transit assortie d'exigences réduites en matière de données lors du transport de marchandises par chemin de fer et transport de marchandises par voie aérienne et maritime lorsqu'un document de transport électronique n'est pas utilisé en tant que déclaration de transit	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-90° 62	Articles 186 et 187 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446 ;	Décisions relatives au statut de destinataire agréé dans le cadre du régime de transit « transport international routier »	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-91° 63	Article 275 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Décision tendant à imposer un itinéraire économiquement justifié aux marchandises placées sous le régime de transit « transport international routier »	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-92° 64	Articles 199 à 203 et 207 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Visa des documents utilisés aux fins de preuve du statut douanier de l'Union des marchandises, et authentification du sigle T2L/T2LF apposé sur les carnets TIR, les carnets ATA et les formulaires 302,	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégué
5-I-93° 65	Article 199 du règlement d'exécution UE) n° 2015/2447	Visa <i>a posteriori</i> des documents utilisés aux fins de preuve du statut de l'Union des marchandises	Jean-Marc BORTOLUSSI, directeur régional, Franck MARIE, DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX, IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-94° 66	Article 204 du règlement d'exécution UE) n° 2015/2447	Autorisation d'utiliser le manifeste visé à l'article 199 paragraphe 2 comme justificatif du statut douanier des marchandises	Jean-Marc BORTOLUSSI, directeur régional, Franck MARIE, DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX, IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-95° 67	Article 128 du, règlement délégué (UE) n° 2015/2446	Décisions relatives à l'autorisation d'émetteur agréé	Jean-Marc BORTOLUSSI, directeur régional, Franck MARIE, DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX, IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-96° 68	Article 123 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446	Allongement de la durée de validité d'un document T2L ou T2LF ou d'un manifeste douanier des marchandises	Jean-Marc BORTOLUSSI, directeur régional, Franck MARIE, DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX, IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-97° 69	Article 205 paragraphe 2 du règlement d'exécution UE) n° 2015/2447	Visa d'un document T2L ou T2LF pour les voyageurs	Jean-Marc BORTOLUSSI, directeur régional, Franck MARIE, DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX, IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-98° 70	Article 213 du règlement d'exécution UE) n° 2015/2447	Visa du journal de pêche valant preuve du statut douanier des marchandises de l'Union	Jean-Marc BORTOLUSSI, directeur régional, Franck MARIE, DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX, IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-99° 71	Articles 211, 214, 215 à 223 et 255 à 258 du code des douanes de l'Union, 161 à 164, 166 à 170, 171, 172 à 181,183, 240 et 241 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446 et 259 à 269, 271 du règlement d'exécution UE) n° 2015/2447	Décisions liées au régime du perfectionnement actif lorsque plusieurs États-membres de l'Union européenne sont concernés	Jean-Marc BORTOLUSSI, directeur régional, Franck MARIE, DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX, IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-100° 72	Articles 211, 214, 215, 218 à 223 et 255 à 258 du code des douanes de l'Union, 161 à 164, 166 à 181,183 et 240 à 241 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446 et 259 à 269, 271 du règlement d'exécution UE) n° 2015/2447	Décisions liées au régime du perfectionnement actif lorsque seule la France est concernée	Jean-Marc BORTOLUSSI, directeur régional, Franck MARIE, DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX, IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-101° 73	Articles 211, 214, 215, 218 à 223, 255, 259 à 262 du code des douanes, 75, 161 à 164, 166, 169, 171, 172 à 174, 176 à 181, 183, 240, 242 à 243, du règlement délégué (UE) n° 2015/2446 et 259 à 264, 266 à 269, 271 du règlement d'exécution UE) n° 2015/2447	Décisions liées au régime du perfectionnement passif lorsque plusieurs États-membres de l'Union européenne sont concernés	Jean-Marc BORTOLUSSI, directeur régional, Franck MARIE, DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX, IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégué
5-I-102° 74	Articles 211, 214, 215, 218, à 223, 255, 259 à 262 du code des douanes de l'Union, 75, 161 à 164, 166, 169, 171 à 174, 176 à 181, 183, 240, 242 à 243 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446 et 259 à 264, 266 à 269, 271 du règlement d'exécution UE) n° 2015/2447	Décisions liées au régime du perfectionnement passif lorsque seule la France est concernée	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-103° 75	Articles, 211, 214, 215, 218 à 223 et 254 du code des douanes de l'Union, des articles 161 à 164, 166, 169, 171, 172 à 175, 177 à 180, 183 et 239 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446 et 1, 2, 8 à 15, 259 à 269 du règlement d'exécution UE) n° 2015/2447	Décisions liées au régime de la destination particulière lorsque plusieurs États-membres de l'Union européenne sont concernés,	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-104° 76	Articles 211, 214, 215, 218 à 223 et 254 du code des douanes de l'Union, 161 à 164, 166, 169, 171 à 175, 177 à 180, 183 et 239 du règlement délégué UE) n° 2015/2446 et 259 à 269 du règlement d'exécution UE) n° 2015/2447	Décisions liées au régime de la destination particulière lorsque seule la France est concernée	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-105° 77	Articles 211, 214, 215, 218 à 223, 237 à 242 du code des douanes de l'Union, 161 à 164, 166, 169, 171, 172 à 174, 177 à 180, 183 et 201 à 203 du règlement délégué UE) n° 2015/2446 et 259 à 264, 266 à 269 du règlement d'exécution UE) n° 2015/2447	Décisions liées au régime de l'entrepôt douanier lorsque plusieurs États-membres de l'Union européenne sont concernés	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-106° 78	Articles 211, 214, 215, 218 à 223, 237 à 242 du code des douanes de l'Union, 161 à 164, 166, 169, 171 à 174, 177 à 180, 183 et 201 à 203 du règlement délégué UE) n° 2015/2446 et 1, 2, 8 à 15, 259 à 264, 266 à 269 du règlement d'exécution UE) n° 2015/2447	Décisions liées au régime de l'entrepôt douanier lorsque seule la France est concernée	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-107° 79	Articles 211, 214, 215, 218 à 223 et 250 à 252 du code des douanes de l'Union, 161 à 166, 169, 171, 172 à 174, 177 à 180, 183 et 204 à 238 du règlement délégué UE) n° 2015/2446 et 8 à 15, 258 à 264, 266 à 270, 322 à 323 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Décisions liées au régime de l'admission temporaire lorsque plusieurs États-membres de l'Union européenne sont concernés	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-108° 80	Articles 211, 214, 215, 218 à 223, 250 à 253 du code des douanes de l'Union, 161 à 166, 169, 171 à 174, 177 à 180, 183 et 204 à 238 du règlement délégué UE) n° 2015/2446 et 258 à 264, 266 à 270, 322 à 323 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Décisions liées au régime de l'admission temporaire lorsque seule la France est concernée,	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-109° 81	Articles 85 à 87, 203 à 205 du code des douanes de l'Union, des articles 158 à 160 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446 et des articles 253 à 256 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Autorisation de bénéficier d'une exonération de droits au titre des marchandises en retour,	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégué
10-1 bis 82	Articles 12 et 13 et annexes 3 et 7 de la convention relative au transport international de marchandises sous le couvert de carnets TIR du 14 novembre 1975	Agrément des véhicules routiers et des conteneurs pouvant être admis au transport international sous scellement douanier	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-121° 83	Article 199 du code des douanes de l'Union et de l'article 249 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Autorisation du titulaire du régime ou du détenteur d'abandonner à l'État des marchandises non Union ou sous destination particulière	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-122° 84	Articles 38 § 2 a et 39 du code des douanes de l'Union et des articles 26 à 29 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446	Décision liée au statut d'opérateur économique agréé pour les simplifications douanières	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-123° 85	Articles 38 § 2 b et 39 du code des douanes de l'Union et des articles 26 à 29 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446	Décision liée au statut d'opérateur économique agréé pour la sécurité et la sûreté	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-124° 86	Article 120 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446	Autorisation d'établissement d'une ligne maritime régulière	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-125° 87	Article 148 du code des douanes de l'Union et article 191 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Autorisation d'exploitation des installations de stockage temporaire	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-126° 88	4° de l'article 24 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446	Autorisation, pour un opérateur économique agréé de soumettre les marchandises au contrôle dans un lieu autre que celui où elles doivent être présentées en douane	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-127° 89	8° de l'article 127 du code des douanes de l'Union	Autorisation, en remplacement du dépôt d'une déclaration sommaire d'entrée, du dépôt d'une notification et de l'accès aux énonciations figurant dans la déclaration sommaire d'entrée se trouvant dans le système informatique de l'opérateur économique	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-128° 90	2° de l'article 192 du code des douanes de l'Union	Autorisation d'enlever ou détruire les moyens d'identification	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégué
5-I-129° 91	Article 147 du code des douanes de l'Union	Agrément de lieux aux fins du dépôt temporaire	Jean-Marc BORTOLUSSI, directeur régional, Franck MARIE, DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX, IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-130° 92	Article 7 bis du règlement délégué (UE) n° 2015/2446	Autorisation d'utilisation de moyens autres que des procédés informatiques de traitement des données aux fins des demandes et décisions pour lesquelles les exigences applicables en matière de données ne figurent pas à l'annexe A du règlement délégué (UE) n° 2015/2446, ainsi que pour toute demande et tout acte ultérieurs relatifs à la gestion de ces décisions	Jean-Marc BORTOLUSSI, directeur régional, Franck MARIE, DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX, IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-131° 93	Article 11 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446	Acceptation d'une demande de décision relative à l'application de la législation douanière	Jean-Marc BORTOLUSSI, directeur régional, Franck MARIE, DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX, IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
10 quater 1° 94	Article 6 de la convention relative à un régime de transit commun du 20 mai 1987.	Octroi, pour la partie française, de procédures simplifiées de transit par voie d'arrangements bilatéraux ou multilatéraux applicables à certains trafics ou entreprises déterminées, auprès de bureaux de douane situés dans le ressort d'une ou de plusieurs directions interrégionales des douanes et droits indirects. <i>(Lorsque la décision concerne plusieurs directions interrégionales, est compétent le directeur interrégional des douanes et droits indirects ou, en Guyane, en Guadeloupe, à La Réunion et à Mayotte, le directeur régional des douanes et droits indirects du lieu du domicile du demandeur ou du lieu où le demandeur a son siège)</i>	Jean-Marc BORTOLUSSI, directeur régional, Franck MARIE, DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX, IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
10 quater 2° 95	Article 6 § 1 de la Convention douanière de Genève relative au transport international de marchandises, sous le couvert de carnets TIR, du 14 novembre 1975	Habilitation des associations à délivrer des carnets TIR et à se porter caution	Jean-Marc BORTOLUSSI, directeur régional, Franck MARIE, DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX, IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
10 quater 3° 96	Convention douanière de Genève relative au transport international de marchandises, sous le couvert de carnets TIR, du 14 novembre 1975	Habilitation des personnes physiques et morales à utiliser des carnets TIR	Jean-Marc BORTOLUSSI, directeur régional, Franck MARIE, DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX, IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
BUREAU COMINT 3			
5-I-1° 97	Article 176 paragraphe 4 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Autorisation d'accomplir des formalités douanières auxquelles est subordonné le remboursement ou la remise de droits,	Jean-Marc BORTOLUSSI, directeur régional, Franck MARIE, DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX, IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-2° 98	Article 177 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Fixation d'un délai pour l'accomplissement des formalités auxquelles est subordonné le remboursement ou la remise des droits	Jean-Marc BORTOLUSSI, directeur régional, Franck MARIE, DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX, IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégué
5-I-3° 99	Article 116 du code des douanes de l'Union	Décisions liées au remboursement ou à la remise de droits autres que celles relevant de la compétence du ministre chargé de la douane	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-4° 100	Article 116 du code des douanes de l'Union européenne et des articles 13 et 97 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446	Prorogation du délai de prise de décision relative au remboursement ou à la remise des droits	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-5° 101	Article 64 paragraphes 2, 4 et 5 du code des douanes de l'Union européenne	Décisions prises en vertu des dispositions prévues dans les accords conclus, d'une part, par l'Union européenne avec certains pays ou territoires ou groupes de pays ou de territoires situés hors du territoire douanier de l'Union ou d'autre part, des dispositifs préférentiels mis en place en faveur des pays et territoires d'outre-mer associés à l'Union européenne, ainsi que Ceuta et Melilla	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-6° 102	Article 61 paragraphe 3 du code des douanes de l'Union	Délivrance, lorsque les échanges commerciaux l'exigent, d'un document prouvant l'origine non préférentielle en conformité avec les règles d'origine non préférentielle en vigueur dans le pays ou territoire de destination ou selon toute autre méthode permettant d'identifier le pays dans lequel les marchandises ont été entièrement obtenues ou ont subi une dernière transformation substantielle	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-7° 103	Article 58 paragraphe 2 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Décision de refus d'utiliser le régime particulier d'importation non préférentiel lorsqu'un pays tiers n'envoie pas à la Commission les informations visées au paragraphe 1 de l'article 58 du règlement d'exécution	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-8° 104	Article 59 paragraphe 3 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Décision de refus d'utiliser le régime particulier non préférentiel pour les produits visés par une demande de contrôle <i>a posteriori</i> restée sans réponse dans les six mois qui suivent son envoi	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-9° 105	Article 64 paragraphes 2 et 3 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Délivrance, à la demande du fournisseur, du certificat d'information INF 4 par les autorités douanières de l'Etat membre dans lequel la déclaration du fournisseur a été établie à l'aide du formulaire figurant à l'annexe 22-02, dans le respect des spécifications techniques qui y sont énoncées	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-10° 106	Article 66 paragraphe 5 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Invalidation de la preuve d'origine établie sur la base de la déclaration du fournisseur faute de réponse à l'expiration d'un délai de 150 jours à compter de la date de demande de vérification ou si la réponse ne contient pas de renseignements suffisants pour déterminer l'origine des produits concernés,	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-11° 107	Articles 67 et 120 paragraphe 2 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Décisions liées à l'autorisation d'exportateur agréé aux personnes qui remplissent les conditions fixées dans les dispositions concernant l'origine figurant soit dans des accords conclus par l'Union avec certains pays ou territoires situés hors du territoire douanier de l'Union, soit dans des mesures arrêtées unilatéralement par l'Union pour ces pays ou territoires	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégué
5-I-12° 108	Article 68 paragraphe 1 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Attribution du numéro d'exportateur enregistré lorsque l'Union a convenu d'un régime préférentiel avec un pays tiers qui prévoit qu'un document relatif à l'origine peut être rempli par un exportateur conformément à la législation pertinente de l'Union	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-16° 109	Article 69 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Délivrance d'une preuve de l'origine de remplacement sous la forme d'un certificat de circulation EUR.1 délivré par le bureau de douane sous le contrôle duquel les produits sont placés	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-17° 110	Articles 77 paragraphe 1 et 85 paragraphe 2 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Délivrance d'un certificat de circulation des marchandises EUR.1, au moyen du formulaire figurant à l'annexe 22-10 du règlement d'exécution comme preuve du caractère originaire de l'Union aux fins du cumul bilatéral dans le cadre du schéma des préférences généralisées	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-19° 111	Articles 80 paragraphe 2 et 86 paragraphe 4 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Attribution par les autorités douanières des États-membres du numéro d'exportateur enregistré à l'exportateur, en vue du cumul bilatéral, ou, le cas échéant, au ré-expéditeur des marchandises lorsqu'il a présenté une demande complète dans le cadre du schéma des préférences généralisées	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-20° 112	Articles 85 paragraphe 3 et 95 paragraphe 1 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Délivrance des certificats d'origine "formule A" de remplacement à la demande des exportateurs ou ré-expéditeurs de marchandises qui ne sont pas encore enregistrés pour l'envoi en Norvège ou en Suisse de l'ensemble ou d'une partie de produits originaires qui n'ont pas encore été mis en libre pratique et sont placés sous le contrôle du bureau de douane d'un Etat membre dans le cadre du schéma des préférences généralisées	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-21° 113	Article 89 paragraphes 3 et 4 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Révocation de l'enregistrement de l'exportateur enregistré	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-22° 114	Article 89 paragraphe 8 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Annulation de la révocation de l'enregistrement de l'exportateur enregistré dans le cadre du schéma des préférences généralisées	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-23° 115	Article 89 paragraphe 9 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Ré-enregistrement d'un exportateur dont l'enregistrement a été révoqué	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-24° 116	Article 94 paragraphe 2 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Acceptation des certificats d'origine "formule A" et des déclarations d'origine sur facture présentées tardivement dans le cadre du schéma des préférences généralisées	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégué
5-I-25° 117	Article 96 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Autorisation de présentation d'une seule preuve de l'origine en cas d'envois échelonnés dans le cadre du schéma des préférences généralisées ou réguliers	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-26° 118	Article 97 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Octroi du bénéfice du régime préférentiel sans certificat "formule A" pour les petits envois non commerciaux dans le cadre du schéma des préférences généralisées	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-27° 119	Article 103 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Octroi du régime préférentiel sans attestation d'origine pour les petits envois non commerciaux dans le cadre du schéma des préférences généralisées	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-28° 120	Article 104 paragraphe 4 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447 ;	Acceptation des attestations d'origine présentées tardivement dans le cadre du schéma des préférences généralisées	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-29° 121	Articles 99 paragraphe 3 et 105 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Autorisation d'envois échelonnés	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-30° 122	Article 106 du règlement d'exécution(UE) n° 2015/2447	Décision de suspension de la préférence tarifaire et mise en place d'une garantie dans le cadre du schéma des préférences généralisées	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-31° 123	Articles 107 et 109 du règlement d'exécution(UE) n° 2015/2447	Refus d'octroyer la préférence tarifaire dans le cadre du schéma des préférences généralisées	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-32° 124	Article 114 paragraphe 5 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Délivrance du certificat de circulation des marchandises EUR.1 dans le cadre des mesures tarifaires préférentielles arrêtées unilatéralement par l'Union pour certains pays ou territoires	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-33° 125	Article 116 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Demande de traduction ou de déclaration conjointe aux certificats d'origine dans le cadre des mesures tarifaires préférentielles arrêtées unilatéralement par l'Union pour certains pays ou territoires	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégué
5-I-34° 126	Article 117 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Délivrance du certificat de circulation des marchandises EUR.1 <i>a posteriori</i> dans le cadre des mesures tarifaires préférentielles arrêtées unilatéralement par l'Union pour certains pays ou territoires	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-35° 127	Article 118 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Délivrance d'un duplicata du certificat de circulation des marchandises EUR.1 dans le cadre des mesures tarifaires préférentielles arrêtées unilatéralement par l'Union pour certains pays ou territoires	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-36° 128	Article 120 paragraphe 5 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Révocation du statut d'exportateur agréé	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-37° 129	Article 121 paragraphes 2 et 3 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Acceptation de preuves de l'origine présentées tardivement dans le cadre des mesures tarifaires préférentielles arrêtées unilatéralement par l'Union pour certains pays ou territoires	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-38° 130	Articles 115 et 121 paragraphes 4 et 5 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Autorisation d'envois échelonnés ou d'envois réguliers dans le cadre des mesures tarifaires préférentielles arrêtées unilatéralement par l'Union pour certains pays ou territoires	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-39° 131	Article 122 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Bénéfice du régime préférentiel sans preuve de l'origine pour les échanges non commerciaux entre particuliers dans le cadre des mesures tarifaires préférentielles arrêtées unilatéralement par l'Union pour certains pays ou territoires	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-40° 132	Article 125 paragraphe 2 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Sursis à l'octroi de la préférence tarifaire et mise en place d'une garantie dans le cadre des mesures tarifaires préférentielles arrêtées unilatéralement par l'Union pour certains pays ou territoires	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-41° 133	Article 125 paragraphe 4 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447 ;	Refus du bénéfice de l'origine préférentielle dans le cadre des mesures tarifaires préférentielles arrêtées unilatéralement par l'Union pour certains pays ou territoires	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-42° 134	Article 58 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446	Autorisation de séparation comptable des stocks de matières dans le cadre du système des préférences généralisées	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégué
5-I-43° 135	Article 70 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446	Bénéfice du régime préférentiel pour les marchandises vendues après expositions, foires ou manifestations publiques analogues dans le cadre des mesures tarifaires préférentielles arrêtées unilatéralement par l'Union pour certains pays ou territoires	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-44° 136	Article 22 du code des douanes de l'Union	Décision en matière de valeur en douane,	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-45° 137	Article 132 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Modification après déclaration de la valeur en douane de marchandises défectueuses	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-46° 138	Articles 128 paragraphe 2 et 347 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Détermination de la valeur en douane à partir du prix d'une vente antérieure,	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-47° 139	Article 140 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Rejet de la valeur transactionnelle déclarée en cas de doutes fondés	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-48° 140	Article 6 du règlement délégué (UE) n° 2016/341 de la Commission du 17 décembre 2015 complétant le règlement (UE) n° 952/2013 du Parlement européen et du Conseil du 9 octobre 2013 établissant le code des douanes de l'Union en ce qui concerne les règles transitoires pour certaines dispositions du code des douanes de l'Union européenne lorsque les systèmes informatiques concernés ne sont pas encore opérationnels et modifiant le règlement délégué (UE) n° 2015/2446	Dispense de présentation du formulaire DV1	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-I-49° 141	Article 177 du code des douanes de l'Union européenne et des articles 222 et 228 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Autorisation de déclaration de marchandises contenues dans un même envoi et relevant de différentes sous-positions tarifaires dans une seule position,	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
10-2 ter 142	Articles 17 et 18 du règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 et au premier alinéa des articles L. 335-10, L. 335-11, L. 521-14, L. 521-15, L. 614-32, L. 614-33, L. 623-36, L. 623-37, L. 716-8, L. 716-8-1, L. 722-9 et L. 722-10 du code de la propriété intellectuelle	La retenue et la suspension de la mainlevée des marchandises présumées contrefaisantes	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégué
10-2 quater 143	Articles 17, 18, 23.1, 24 et 29 du règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013, quatrième alinéa des articles L. 335-10, L. 335-11, L. 521-14, L. 521-15, L. 614-32, L. 614-33, L. 623-36, L. 623-37, L. 716-8, L. 716-8-1, L. 722-9, L. 722-10, III des articles L. 335-14, L. 521-17-1, L. 614-36, L. 623-40, L. 716-8-4, L. 722-13 et IV des articles L. 335-15, L. 521-17-2, L. 614-37, L. 716-8-5 et L. 722-14 du CPI	La mainlevée des marchandises présumées contrefaisantes	Jean-Marc BORTOLUSSI, directeur régional, Franck MARIE, DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX, IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
10-2 quater-0 144	Article 25.2 du règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013	L'autorisation de circulation sous surveillance douanière des marchandises retenues destinées à être détruites	Jean-Marc BORTOLUSSI, directeur régional, Franck MARIE, DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX, IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
10-2 quater-1 145	Article 19 du règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 et articles L. 335-13, L. 521-17, L. 614-35, L. 623-39, L. 716-8-3 et L. 722-12 du CPI	La décision de prélèvement d'échantillons	Jean-Marc BORTOLUSSI, directeur régional, Franck MARIE, DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX, IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
10-2 quater-2 146	Articles 23.1, 26.3 et 26.8 du règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 et articles L. 335-14, L. 335-15, L. 521-17-1, L. 521-17-2, L. 614-36, L. 614-37, L. 623-40, L. 716-8-4, L. 716-8-5, L. 722-13 et L. 722-14 du CPI	La décision de destruction des marchandises soupçonnées de contrefaçon	Jean-Marc BORTOLUSSI, directeur régional, Franck MARIE, DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX, IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
10-2 quater-3 147	Article 23.4 du règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 et III des articles L. 335-14, L. 521-17-1, L. 614-36, L. 623-40, L. 716-8-4, L. 722-13 du CPI	La prorogation du délai de la retenue des marchandises présumées contrefaisantes	Jean-Marc BORTOLUSSI, directeur régional, Franck MARIE, DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX, IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
Bureau FID1			
5-II-2° 148	Articles L.311-9, L.311-10 et L.311-11 du code des impositions sur les biens et services	Décision d'exonération des droits d'accise des produits destinés à certaines utilisations particulières	Jean-Marc BORTOLUSSI, directeur régional, Franck MARIE, DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX, IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-II-4° 149	Article 158 B du CD	Autorisation de modification des capacités des entrepôts fiscaux de stockage d'huiles minérales	Jean-Marc BORTOLUSSI, directeur régional, Franck MARIE, DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX, IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-II-6° 150	Article 265 <i>sexies</i> du code des douanes et par l'article 1 ^{er} du décret n° 2014-1395 du 24 novembre 2014 relatif aux modalités de remboursement de certains droits et taxes perçus par l'administration des douanes	Remboursement de la taxe intérieure de consommation	Jean-Marc BORTOLUSSI, directeur régional, Franck MARIE, DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX, IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégué
5-II-7° 151	Article 266 <i>decies</i> alinéas 1 et 3 et article 1 ^{er} du décret n° 2014-1395 du 24 novembre 2014	Remboursement de la taxe générale sur les activités polluantes [La DGDDI demeure compétente pour les remboursements relatifs à la TGAP perçue jusqu'au 31 décembre 2019 dans les composantes émissions polluantes, lubrifiants, huiles et préparations lubrifiantes, lessives et préparations assimilées, et matériaux d'extraction. Concernant la TGAP composante déchets, la DGDDI demeure compétente pour les remboursements de la TGAP perçue jusqu'au 31 décembre 2020.]	Jean-Marc BORTOLUSSI, directeur régional, Franck MARIE, DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX, IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-II-8° 152 (9) [DAI déplacée ; elle figurait précédemment dans le tableau Fin3]	Articles 352 §1, 352 bis et 352 ter du CD et article 1 ^{er} du décret n° 2014-1395 du 24 novembre 2014	Décision de remboursement de droits et taxes perçus ou recouvrés comme en matière de douane	Jean-Marc BORTOLUSSI, directeur régional, Franck MARIE, DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX, IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-II-11° 153	Article 158 octies du code des douanes	Décision portant habilitation du statut d'entrepôt agréé dans le secteur des produits énergétiques	Jean-Marc BORTOLUSSI, directeur régional, Franck MARIE, DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX, IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-II-12° 154	Article 158 nonies du code des douanes	Décision portant habilitation du statut de destinataire enregistré dans le secteur des produits énergétiques	Jean-Marc BORTOLUSSI, directeur régional, Franck MARIE, DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX, IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-II-13° 155	Article 158 nonies du code des douanes	Décision portant habilitation du statut de destinataire enregistré à titre occasionnel dans le secteur des produits énergétiques	Jean-Marc BORTOLUSSI, directeur régional, Franck MARIE, DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX, IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-II-14° 156	Article 158 decies du code des douanes	Décision portant habilitation du statut d'expéditeur enregistré à titre occasionnel dans le secteur des produits énergétiques	Jean-Marc BORTOLUSSI, directeur régional, Franck MARIE, DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX, IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-II-16° 157	Article 265 bis du code des douanes ;	Agrément des systèmes de dénaturation automatique de gazole en gazole d'avitaillement ou d'essence en essence d'avitaillement	Jean-Marc BORTOLUSSI, directeur régional, Franck MARIE, DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX, IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégué
5-II-17° 158	Article 265 octies D et l'article 2 de l'arrêté du 10 novembre 2011 fixant pour le gazole, les gaz de pétrole liquéfiés et les émulsions d'eau dans du gazole des conditions d'emploi ouvrant droit à l'application du régime fiscal privilégié institué par l'article 265 du code des douanes en matière de taxe intérieure de consommation	Agrément des dispositifs permettant de comptabiliser la consommation annuelle de certains engins pour le remboursement annuel du différentiel de taxe intérieure de consommation entre le gazole identifié à l'indice 22 et le gazole identifié à l'indice 20, mentionnés au tableau B du 1 de l'article 265 du code des douanes	Jean-Marc BORTOLUSSI, directeur régional, Franck MARIE, DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX, IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
5-II-18° 159	Article 265 B du code des douanes.	Agrément des systèmes de dénaturation automatique de gazole en fioul domestique et en gazole non routier,	Jean-Marc BORTOLUSSI, directeur régional, Franck MARIE, DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX, IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
10-7 bis 160	Article 2 II e) de l'arrêté du 10 novembre 2011 modifié par l'arrêté du 3 juin 2015 fixant pour le gazole, les gaz de pétrole liquéfiés et les émulsions d'eau dans du gazole des conditions d'emploi ouvrant droit à l'application du régime fiscal privilégié institué par l'article 265 du code des douanes en matière de taxe intérieure	Autorisation d'utilisation de gazole non routier dans un moteur assurant alternativement la propulsion du véhicule et le fonctionnement d'appareils spéciaux	Jean-Marc BORTOLUSSI, directeur régional, Franck MARIE, DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX, IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
10-15° 161	Articles 1 ^{er} et 4 de l'arrêté du 19 janvier 2016 modifié fixant la liste des carburants autorisés au regard des dispositions de l'article 265 ter du code des douanes	Autorisations relatives aux installations de stockage du gaz de pétrole liquéfié,	Jean-Marc BORTOLUSSI, directeur régional, Franck MARIE, DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX, IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
10-15 ter 162	Article 163 du code des douanes et des articles 1 ^{er} et 6 de l'arrêté du 19 janvier 2016 modifié relatif à la liste des carburants autorisés au regard des dispositions de l'article 265 ter du code des douanes	Autorisation relative au placement sous le statut d'usine exercée des stations de compression et de livraison de gaz naturel et de biométhane	Jean-Marc BORTOLUSSI, directeur régional, Franck MARIE, DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX, IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
10-15 quater 163	Article 9 de l'arrêté du 19 janvier 2016 modifié relatif à la liste des carburants autorisés au regard des dispositions de l'article 265 ter du code des douanes ;	Autorisation de commercialisation et d'utilisation d'essence plombée pour des véhicules de collection, distribuée par des groupes d'intérêt commun	Jean-Marc BORTOLUSSI, directeur régional, Franck MARIE, DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX, IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
10-18° 164	Articles 1 et 6 de l'arrêté du 8 juin 1993 modifié pris pour l'application de l'exonération de la taxe intérieure de consommation en application du a du 1 de l'article 265 bis du code des douanes pour les produits pétroliers destinés à être utilisés autrement que comme carburant ou combustible et fixant les mesures auxquelles doivent se conformer, pour les besoins du contrôle fiscal, les fournisseurs, les distributeurs et utilisateurs de ces produits	Attestation d'identification de fournisseur pouvant mettre à la consommation ou verser sur le marché intérieur, en exonération de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques	Jean-Marc BORTOLUSSI, directeur régional, Franck MARIE, DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX, IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégué
10-19° 165	Articles 1 ^{er} et 7 de l'arrêté du 8 juin 1993 modifié pris pour l'application de l'exonération de la taxe intérieure de consommation en application du a du 1 de l'article 265 bis du code des douanes pour les produits pétroliers destinés à être utilisés autrement que comme carburant ou combustible et fixant les mesures auxquelles doivent se conformer, pour les besoins du contrôle fiscal, les fournisseurs, les distributeurs et utilisateurs de ces produits	Attestation d'identification de distributeur de permettant de recevoir, manipuler et stocker dans les établissements de l'opérateur, et à vendre, même sans stockage préalable, les produits pétroliers du tableau B de l'article 265-1 du code des douanes passibles de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) et destinés à être utilisés autrement que comme carburant ou combustible à d'autres distributeurs ou à des utilisateurs en exonération de TICPE	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
10-20° 166	Article 2 de l'arrêté du 17 décembre 2015 modifié fixant les modalités d'application de l'article 265 bis du code des douanes en matière d'exonération de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques utilisés comme carburant ou combustible à bord des aéronefs	Attestation d'identification aux fins d'approvisionnement en exonération de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
10-21° 167	Articles 2 et 7 de l'arrêté du 5 août 2008 relatif aux modalités de déclaration des installations de cogénération et d'octroi de l'exonération des taxes intérieures de consommation sur les huiles minérales et le gaz naturel	Octroi de l'exonération de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques et de la taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel sur les huiles minérales et le gaz naturel pour les sites d'implantation des installations de cogénération,	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
10-22° 168	Articles 352, 352 bis et 352 ter du code des douanes et de l'article 1 ^{er} du décret n° 2014-1395 du 24 novembre 2014 relatif aux modalités de remboursement de certains droits et taxes perçus par l'administration des douanes	Octroi d'un remboursement de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques sur les carburants d'aviation,	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
10-25° 169	Article 15 de la loi de finances pour 1995 n° 94-1162 et article 2 de l'arrêté du 25 juillet 1996	Octroi d'une réduction de la taxe intérieure de consommation sur le fioul lourd à haute teneur en soufre utilisé dans les installations de combustion dotées de dispositifs de désulfuration des rejets	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
10-27° 170	Article 17 du décret n° 96-1023 du 22 novembre 1996 modifié relatif au régime de l'usine exercée	Autorisation de réintégration de produits énergétiques sous le régime de l'usine exercée	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
10-28° 171	Article 2 de l'arrêté du 17 décembre 2015 modifié fixant les modalités d'application de l'article 265 bis du code des douanes en matière d'exonération de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques utilisés comme carburant ou combustible à bord des navires	Attestation d'identification d'utilisateur de carburant pour la navigation maritime autre que de plaisance privée,	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégué
10-29° 172	Article 6 de l'arrêté du 17 décembre 2015 modifié fixant les modalités d'application de l'article 265 bis du code des douanes en matière d'exonération de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques utilisés comme carburant ou combustible à bord des navires	Octroi, modification et renouvellement des autorisations de constitution de dépôts spéciaux de carburant maritime,	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
10-30° 173	Article 7 de l'arrêté du 17 décembre 2015 modifié fixant les modalités d'application de l'article 265 bis du code des douanes en matière d'exonération de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques utilisés comme carburant ou combustible à bord des navires	Octroi, modification, renouvellement des autorisations de constitution de stockages spéciaux de carburant maritime	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
10-37° 174	Titre IV du décret n° 2006-1574 du 11 décembre 2006	Habilitation des entrepositaires agréés titulaires d'un entrepôt fiscal de production d'huiles végétales pures, et délivrance d'autorisation constitutive entrepôt fiscal de production d'huiles végétales pures	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
10-38° 175	Article 3 du décret n° 2007-446 du 25 mars 2007 fixant les mesures auxquelles doivent se conformer les distributeurs et les utilisateurs d'huiles végétales pures en application de l'article 265 quater du code des douanes	Décision d'enregistrement des distributeurs d'huiles végétales pures, non titulaires d'entrepôt fiscal de production d'huiles végétales pures	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
10-40° 176	Articles 4 et 6 de l'arrêté du 25 juin 2008 pris pour l'application des dispositions du a du 3 de l'article 265 bis du code des douanes relatif aux produits énergétiques mentionnés à l'article 265 du même code, qui sont destinés à être utilisés pour la production d'électricité, et fixant les mesures auxquelles doivent se conformer pour les besoins du contrôle fiscal, les fournisseurs, les distributeurs et utilisateurs de ces produits	Attestation d'identification des distributeurs permettant de recevoir, stocker, manipuler et vendre à d'autres distributeurs ou utilisateurs finals, en exemption de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, des produits énergétiques mentionnés à l'article 265 du code des douanes destinés à la production d'électricité,	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
10-41° 177	Articles 4 et 8 de l'arrêté du 25 juin 2008 précité	Attestation d'identification des utilisateurs aux fins de recevoir des produits énergétiques mentionnés à l'article 265 du code des douanes, en vue de les utiliser pour la production d'électricité, en exemption de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégué
10-42° 178	Article 2 de l'arrêté du 13 octobre 2008 pris pour l'application des dispositions des 2° et 3° du I et du II de l'article 265 C du code des douanes relatif aux produits énergétiques, mentionnés à l'article 265 du même code, qui font l'objet d'un double usage ou qui sont destinés à être utilisés dans un procédé de fabrication de produits minéraux non métalliques, et fixant les mesures auxquelles doivent se conformer, pour les besoins du contrôle fiscal, les fournisseurs, les distributeurs et utilisateurs de ces produits	Attestation d'identification des distributeurs aux fins de recevoir, stocker, manipuler et vendre à d'autres distributeurs ou utilisateurs finals, en exemption de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, des produits énergétiques mentionnés à l'article 265 du code des douanes qui sont destinés à un double usage ou qui sont destinés à être utilisés dans un procédé de fabrication de produits minéraux non métalliques	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
10-43° 179	Article 4 de l'arrêté du 13 octobre 2008 précité (<i>voir rubrique précédente</i>)	Attestation d'identification des utilisateurs aux fins de recevoir des produits énergétiques mentionnés à l'article 265 du code des douanes, en vue de les utiliser en tant qu'objets d'un double usage ou dans un procédé de fabrication de produits minéraux non métalliques, en exonération de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
10-44° 180	Article 3 de l'arrêté du 17 décembre 2015 modifié fixant les modalités d'application de l'article 265 bis du code des douanes en matière d'exonération de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques utilisés comme carburant ou combustible à bord des aéronefs	Création, modification des entrepôts fiscaux de carburant d'aviation	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
10-45° 181	Article 4 de l'arrêté du 17 décembre 2015 modifié fixant les modalités d'application de l'article 265 bis du code des douanes en matière d'exonération de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques utilisés comme carburant ou combustible à bord des aéronefs	Création et modification des dépôts spéciaux de carburant d'aviation,	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
10-46° 182	Article 5 de l'arrêté du 17 décembre 2015 modifié précité	Création et modification des autorisations relatives à la constitution sous statut de stockage spécial de carburant d'aviation	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
10-47° 183	Article 7 de l'arrêté du 17 décembre 2015 modifié fixant les modalités d'application de l'article 265 bis du code des douanes en matière d'exonération de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques utilisés comme carburant ou combustible à bord des aéronefs	Décision de fermeture des entrepôts fiscaux de carburant d'aviation, dépôts spéciaux de carburant d'aviation et stockages spéciaux de carburant d'aviation	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégué
10-48° 184	Article 2 de l'arrêté du 14 mars 2012 fixant les modalités d'application du e) du 1 de l'article 265 bis du code des douanes relatif à l'exonération de la taxe intérieure de consommation pour les produits énergétiques utilisés comme carburant ou combustible pour le transport de marchandises sur les voies navigables intérieures	Attestation d'identification pour bénéficier du régime fiscal privilégié du carburant affecté au transport fluvial de marchandises	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
10-49° 185	Article 5 de l'arrêté du 14 mars 2012 précité	Décisions relatives aux autorisations de constitution de dépôts spéciaux de carburant fluvial	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
10-50° 186	Article 6 de l'arrêté du 14 mars 2012 précité	Fermeture des dépôts spéciaux de carburant fluvial	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
10-51° 187	Article 3 du décret n° 93-1094 du 13 septembre 1993	Autorisation d'ouverture d'un entrepôt fiscal de stockage d'huiles minérales,	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
10-52° 188	Article 4 du décret n° 93-1094 du 13 septembre 1993	Autorisation de tout changement entraînant une modification d'un élément constitutif d'entrepôt fiscal de stockage d'huiles minérales	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
10-53° 189	Article 5 du décret n° 93-1094 du 13 septembre 1993	Autorisation de fermeture d'un entrepôt fiscal de stockage d'huiles minérales,	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
10-54° 190	Articles 5, 20 et 21 du décret 96-1023 du 22 novembre 1996 modifié	Autorisations de constitution, de cessation ou de changement de titulaire, d'installations ou de conditions d'exploitation d'une usine exercée	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
10-55° 191	Article 158 D du code des douanes et des articles 2, 4, 6 et 7 du décret n° 2006-1574 du 11 décembre 2006 fixant les conditions d'application du III de l'article 158 D et du 2 de l'article 265 ter du code des douanes	Décisions relatives aux entrepositaires agréés et aux entrepôts fiscaux de produits énergétiques et entrepôts fiscaux de production ou de stockage d'huiles végétales pures	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégué
10-56° 192	Articles 1 et 9 de l'arrêté du 8 juin 1993 modifié pris pour l'application de l'exonération de la taxe intérieure de consommation prévue par l'article 265 bis 1 a du code des douanes pour les produits pétroliers destinés à être utilisés autrement que comme carburant ou combustible et fixant les mesures auxquelles doivent se conformer, pour les besoins du contrôle fiscal, les fournisseurs, les distributeurs et utilisateurs de ces produits	Attestation d'identification d'utilisateur aux fins de recevoir des fournisseurs et des distributeurs les produits du tableau B de l'article 265-1 du code des douanes passibles de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) et destinés à être utilisés autrement que comme carburant ou combustible en vue de les utiliser à des usages autres que carburant ou combustible pétroliers, en exemption - de TICPE,	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
10-57° 193	Article 4 du décret n° 2005-958 du 9 août 2005 relatif aux obligations pour la détermination de la fraction régionale de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques	Décision d'enregistrement d'un distributeur de carburants en acquitté avec ou sans installation de stockage..	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
Bureau FID 2			
6-1° 194	Article 262 du CGI	Visa et régularisation des bordereaux de vente à l'exportation	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
6-2° 195	Article 262-0 bis du CGI et articles 202 F à 202 G de l'annexe II au même code	Recevabilité des demandes d'agrément et délivrance de l'agrément des opérateurs de détaxe	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
6-3° 196	Article 262-0 bis du CGI et articles 202 M et 202 N de l'annexe II au même code	Décision de suspension et de retrait de l'agrément des opérateurs de détaxe	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
6-4° 197	Article 262-0 bis du CGI et article 202 I de l'annexe II au même code	Décision de renouvellement de l'agrément des opérateurs de détaxe	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
6-4° bis 198	Article 262-0 bis du CGI et article 202 L de l'annexe II au même code	Application de la sanction en cas de manquement aux obligations imposées aux opérateurs de détaxe	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
10-2 bis 199	Règlement (CE) n° 1186/2009 du Conseil du 16 novembre 2009	Autorisation d'importer des marchandises en franchise de droits de douane	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégué
10-4° 200	Article 24 du CD et 2 de l'article 1 de l'arrêté du 9 juin 1969	Décision de dérogation aux restrictions de tonnage concernant les navires transportant certaines marchandises sensibles	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
10-16° 201	Articles 50 septies à 50 decies de l'annexe IV au code général des impôts	Autorisation d'importer des marchandises en franchise de taxe sur la valeur ajoutée	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
10-26° 202	Article 5 de l'arrêté du 22 décembre 2011 fixant le tarif et les modalités d'application de la taxe sur les passagers maritimes embarqués à destination d'espaces naturels protégés prévue par l'article 285 quater du code des douanes ;	Autorisation pour les entreprises de transport maritime de souscrire une déclaration mensuelle lorsqu'elles assurent plusieurs traversées par mois calendaire	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
Bureau FID 3			
203	Article 319 CGI (1)	Décision portant ouverture d'un atelier public de distillation et fixant les conditions de son fonctionnement	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
204	Article 167 alinéas 3 et 4 annexe I CGI	Autorisation de communication autre que par la voie publique entre les locaux affectés à la dénaturation et au logement des alcools et des locaux où se trouvent des alcools non dénaturés à la vente	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
205	Article 186 de l'annexe I au CGI	Autorisation de dénaturer des alcools par procédé spécial	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
206	Article 188 annexe I CGI	Dérogation individuelle concernant l'emploi d'alcool dénaturé par procédé spécial ailleurs que sur les lieux de dénaturation	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
207	Article 190 annexe I CGI	Autorisation d'emploi d'alcool non dénaturé en franchise des droits pour les industries	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
208	Article 192 annexe I CGI	Choix du dénaturateur auquel doivent être rétrocédés les alcools industriels employés sous le régime des alcools dénaturés en cas de cessation d'industrie	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégué
209	Article L29 LPF CGI (1)	Dispense des visites de nuit pour certains détenteurs d'alambics	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
210	Article 286 K 4 ^{ème} alinéa Annexe II au CGI	Décision pour accorder la qualité d'entrepositaire agréé et agréer la comptabilité matières prévue par les articles 302 G du code général des impôts (6)	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
211	Article 302 H ter du CGI (1)	Décisions accordant la qualité de destinataire enregistré, visée à l'article 302 H ter du code général des impôts,	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
212	Article 302 H quater du CGI (1)	Décisions accordant la qualité d'expéditeur enregistré, visée à l'article 302 H quater du code général des impôts,	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
213	Article 180 annexe I du CGI	Décision listant les substances pouvant être additionnées aux alcools dénaturés par le procédé général	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
214	Article 289-1° annexe II du CGI	Fixation ou révision de taux annuels de déchets ou de pertes observés en cours de fabrication ou de transformation d'alcools et de boissons alcooliques accordés aux entrepositaires agréés par entrepôt suspensif de droits d'accises, en application de l'article 50-0 O de l'annexe IV au code général des impôts,	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
215	Article 289-4° annexe II du CGI	Dispense de cautionnement en matière de contributions indirectes prévue au 2 du III de l'article 302 D (6), au V de l'article 302 G (6), au deuxième alinéa de l'article 302 H (6), à l'article 302 J (6) du code général des impôts et aux articles 286 N de l'annexe II, 111-0 C et 111-0 D de l'annexe III au même code	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
216	Article 289-5° annexe II du CGI	Retrait de l'agrément accordé à l'entrepositaire agréé en cas de violation de ses obligations, de défaillance de la caution ou de dénonciation par cette caution de son engagement, prévu au V de l'article 302 G du code général des impôts (6), au IX de l'article 286 I et au XI de l'article 286 J de l'annexe II et aux articles 111-0 C et 111-0 D de l'annexe III au même code	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
217	Article 289-6° annexe II du CGI	Remboursement et compensation des droits d'accises, prévu au IV de l'article 302 G du code général des impôts (6) et à l'article 286 M de l'annexe II au même code	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégué
218	Article 289-8° annexe II du CGI	Autorisation préalable des personnes qui désirent importer, acquérir à titre gratuit ou onéreux, obtenir en location, faire réparer ou transformer un ou plusieurs appareils ou portions d'appareils propres à la distillation, à la fabrication ou au repassage d'eaux-de-vie ou d'esprits, prévue par l'article 306 du code général des impôts et l'article 50 C de l'annexe IV au même code	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
219	Article 289-9° annexe II du CGI	Dispense de la formalité de scellement, prévue par l'article 309 du code général des impôts	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
220	Article 289-10° annexe II du CGI	Délivrance de permis de circulation pour les alambics utilisés par les loueurs d'alambics, prévue par les articles 311 bis, 327 et 328 du code général des impôts	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
221	Article 289-13° annexe II du CGI	Admission en décharge des quantités d'alcool ou de boissons alcooliques en cas de pertes accidentelles, prévue au deuxième alinéa de l'article 50-0 J de l'annexe IV au code général des impôts	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
222	Article 289-15° annexe II du CGI	Attribution et retrait du numéro d'identification des intermédiaires et des utilisateurs d'alcools et de boissons alcooliques en exonération de droits d'accises, prévus respectivement au 2° du II de l'article 111-0 E et au 1° du I de l'article 111-0 F de l'annexe III au code général des impôts	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
223	Article 289-17° annexe II du CGI	Autorisation donnée aux entrepositaires agréés mentionnés à l'article 302 G du code général des impôts (6) et des débitants de boissons mentionnés à l'article 502 du même code, d'utiliser leurs factures ou tout autre document commercial, en lieu et place des documents d'accompagnement mentionnés à l'article 302 M du code précité (6), prévue par le II de l'article 111 H bis de l'annexe III au code général des impôts	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
224	Article 289-18° annexe II du CGI	Agrément des procédés de dénaturation des essences d'absinthe et produits assimilés, prévu par le premier alinéa de l'article 178 P de l'annexe III au code général des impôts	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
225	Article 289-19° annexe II du CGI	Dispense des formalités à la circulation, prévue par l'article 178 AA de l'annexe III au code général des impôts	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
226	Article 289-20° annexe II du CGI	Autorisation de procéder à la vérification de la légalité du titre d'un ouvrage en or, argent ou platine marqué d'un poinçon de garantie prévue par l'article 207 de l'annexe III au code général des impôts	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégué
227	Article 289-26° annexe II du CGI	Autorisation des entrepositaires agréés de rattacher un ou plusieurs chais ou locaux au site d'exploitation lorsqu'ils sont situés en dehors des limites fixées au I de l'article 50-00 B de l'annexe IV au code général des impôts, prévue par le III du même article	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
228	Article 289-27° annexe II du CGI	Délivrance du numéro d'agrément de la personne responsable de l'embouteillage du produit prévue au a. de l'article 54-0 C de l'annexe IV au code général des impôts	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
229	Article 289-28° annexe II du CGI	Autorisation donnée à un négociant d'embouteiller des boissons alcooliques pour le compte d'un ou de plusieurs autres entrepositaires agréés, prévue par le dernier alinéa de l'article 54-0 C de l'annexe IV au code général des impôts	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
230	Article 289-29° annexe II du CGI	Agrément d'un type de capsule représentative de droit, prévu par l'article 54-0 G de l'annexe IV au code général des impôts	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
231	Article 289-30° annexe II du CGI	Agrément de compteur équipant les machines à fabriquer les marques fiscales représentatives de droits, prévu par l'article 54-0 I de l'annexe IV au code général des impôts	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
232	Article 289-31° annexe II du CGI	Octroi des dérogations à l'emploi obligatoire des capsules fiscales pour le conditionnement des vins, prévu par le deuxième alinéa de l'article 54-0 U de l'annexe IV au code général des impôts	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
233	Article 289-32° annexe II du CGI	Autorisation donnée aux entrepositaires agréés d'apposer eux-mêmes, sur les capsules qu'ils utilisent, la marque fiscale et les autres mentions visées au 2° du II de l'article 164 AM de l'annexe IV au CGI, prévue par l'article 54-0 V de l'annexe IV au code général des impôts	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
234	Article 289-33° annexe II du CGI	Agrément des machines destinées à apposer la marque fiscale et les autres mentions visées au 2° du II de l'article 164 AM de l'annexe IV au CGI, prévu par le deuxième alinéa de l'article 54-0 V de l'annexe IV au code général des impôts	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
235	Article 289-34° annexe II du CGI	Autorisation de restitution ou de remise des droits et taxes afférents aux bouteilles ou récipients défectueux ou cassés, prévue par le deuxième alinéa de l'article 54-0 Z de l'annexe IV	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégué
236	Article 289-35° annexe II du CGI	Accord de restitution ou de remise des droits et taxes après constatation par le service des douanes et droits indirects de la preuve de la sortie du produit du territoire de l'Union européenne ou présentation d'un des documents mentionnés à l'article 302 M du code général des impôts (6) , prévu par le dernier alinéa de l'article 54-0 Z de l'annexe IV	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
237	Article 289-36° annexe II du CGI	Habilitation à répartir les capsules collectives représentatives des droits destinées aux récoltants, prévue par le premier alinéa de l'article 54-0 BW de l'annexe IV au code général des impôts	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
238	Article 289-37° annexe II du CGI	Autorisation de percevoir le droit de circulation par les personnes habilitées à répartir les capsules collectives représentatives des droits destinées aux récoltants, prévue par le troisième alinéa de l'article 54-0 BW de l'annexe IV au code général des impôts	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
239	Article 289-38° annexe II du CGI	Autorisation d'employer des empreintes fiscales en lieu et place de vignettes, prévue par le II de l'article 54 A de l'annexe IV au code général des impôts	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
240	Article 289-48° annexe II du CGI	Mise en demeure adressée au comité de direction d'un cercle de jeu de ne pas maintenir en fonction un préposé n'arrivant pas à assurer de manière satisfaisante la concordance entre les sommes trouvées dans la cagnotte et la valeur des tickets détachés, prévue par le deuxième alinéa de l'article 151 de l'annexe IV au code général des impôts	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
241	Article 289-49° annexe II du CGI	Autorisation d'utiliser des machines à timbrer, prévue au premier alinéa de l'article 164 AD bis au code général des impôts	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
242	Article 289-50° annexe II du CGI	Autorisation de déplacement de la machine à timbrer en dehors de l'établissement désigné comme lieu d'exploitation, prévue à la fin du deuxième alinéa de l'article 164 AD bis au code général des impôts	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
243	Article 289-51° annexe II du CGI	Autorisation de mise en place ou d'installation de matériels et logiciels mentionnée à l'article 164 AM de l'annexe IV au code général des impôts chez les utilisateurs, prévue au III de l'article 164 AP et au I de l'article 164 AU de la même annexe	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
244	Article 289-52° annexe II du CGI	Autorisation de déplacement des matériels ou logiciels mentionnés à l'article 164 AM de l'annexe IV au code général des impôts en dehors de l'établissement désigné comme le lieu d'exploitation, prévue au I de l'article 164 AU de la même annexe	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégué
245	Article 289-53° annexe II du CGI	Habilitation des usagers à apposer, à l'aide de leurs matériels ou logiciels, les marques fiscales sur des capsules dont ils font usage pour le compte de personnes pour lesquelles ils sont autorisés à embouteiller les vins, autres boissons fermentées, produits intermédiaires et alcools, prévue au VI de l'article 164 AU de l'annexe IV au code général des impôts	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
246	Article 289-54° annexe II du CGI	Révocation de l'autorisation donnée aux usagers de matériels ou de logiciels mentionnée au I de l'article 164 AU de l'annexe IV, prévue à l'article 164 AW de la même annexe	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
247	Article 289-56° annexe II du CGI	Délivrance et retrait de l'agrément d'acheteur-revendeur de tabacs manufacturés prévu à l'article 568 du CGI	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
248	Article 289-57° annexe II du CGI	Délivrance des certificats d'exportation préalable de rhums traditionnels des départements d'outre-mer, en application de l'article 144 bis de l'annexe III au code général des impôts et de l'article 52 quater de l'annexe IV au même code	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
249	Article 289-58° annexe II du CGI	Autorisation d'attester la garantie du titre par marquage au laser prévue par le b de l'article 523 du code général des impôts, les articles 275 bis C et 275 ter B de l'annexe II au même code et les articles 56 J duodecimes et 56 J terdecies de l'annexe IV au même code	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
250	Article 289-59° annexe II du CGI	Demande de procéder à un second essai en cas de contestation sur le titre, en application du premier alinéa de l'article 530 du code général des impôts et de l'article 203 de l'annexe III au même code ;	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
251	Article 289-60° annexe II du CGI	Conclusion des conventions habilitant les professionnels à attester eux-mêmes la garantie du titre, en application du I de l'article 535 du code général des impôts et de l'article 275 bis C de l'annexe II au même code	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
252	Article 289-61° annexe II du CGI	Autorisation de modifier les conditions auxquelles était subordonnée la conclusion de la convention des professionnels habilités à attester eux-mêmes la garantie du titre, en application du I de l'article 535 du code général des impôts et de l'article 275 bis D de l'annexe II au même code ;	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
253	Article 289-62° annexe II du CGI	Décision de résiliation des conventions habilitant les professionnels à attester eux-mêmes la garantie du titre, en application du deuxième alinéa du I de l'article 535 du code général des impôts et du deuxième alinéa de l'article 275 bis K de l'annexe II au même code	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégué
254	Article 289-63° annexe II du CGI	Autorisation de refonte d'ouvrages aux titres légaux destinés à une commercialisation en dehors du territoire français sans apposition des poinçons réglementaires, en application de l'article 543 du code général des impôts et de l'article 208 de l'annexe I au même code.	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
255	Article 289-64° annexe II du CGI	Agrément des commissionnaires en garantie prévu à l'article 535 du code général des impôts ainsi qu'au premier alinéa de l'article 56 J septies et aux premier et troisième alinéas de l'article 56 J octies de l'annexe IV à ce code	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
256	Article 289-65° annexe II du CGI	Délivrance, suspension et retrait de l'agrément des organismes chargés de l'élaboration, de la vente et du transfert des fichiers informatiques supportant la version dématérialisée des poinçons de garantie prévus aux articles 275 bis F et 275 ter G de l'annexe II au code général des impôts et aux articles 56 J terdecies A à 56 J terdecies E de l'annexe IV au code général des impôts	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
257	Article 289-66° annexe II du CGI	Délivrance, suspension et retrait de l'agrément des organismes de contrôle chargés d'attester la garantie du titre des ouvrages en métaux précieux prévus à l'article 535 II du code général des impôts et aux articles 275 ter à 275 ter P de l'annexe II à ce code	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
258	Article 289-67° annexe II du CGI	Délivrance du numéro d'agrément des personnes responsables de l'embouteillage du produit prévue à l'article 111 I de l'annexe III au code général des impôts et au a de l'article 50-0 C de l'annexe IV au code général des impôts	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
259	Article 289-68° annexe II du CGI	Délivrance de l'agrément de représentant fiscal, prévu à l'article 302 V bis du code général des impôts et à l'article 50-0 A bis de l'annexe IV au code général des impôts	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
260	Article 289-69° annexe II du CGI	Délivrance d'un certificat pour les petits producteurs indépendants, prévu aux articles L.313-22 et L.313-40 du code des impositions sur les biens et services	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
261	Article 111 H ter II annexe III du CGI	Attribution de documents prévalidés mentionnés à l'article 302 M du code général des impôts (6) à une personne (II de l'article 111 H ter),	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
262	Article 111 H ter II Annexe III du CGI	Autorisation donnée à une personne de valider les documents mentionnés à l'article 302 M du code général des impôts (6) au moyen d'un matériel ou logiciel de validation (II de l'article 111 H ter)	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégué
263	Article 111 H ter III Annexe III du CGI	Autorisation donnée à des groupements d'entrepôts agréés, des syndicats ou des organismes professionnels représentant des entrepôts agréés : 1°) à valider pour le compte des entrepôts agréés des documents d'accompagnement mentionnés à l'article 302 M du code général des impôts (6) au moyen des différents matériels de validation, pour les leur remettre, 2°) à délivrer des documents d'accompagnement prévalidés ou à les prévalider pour les remettre aux entrepôts agréés. (III de l'article 111 H ter)	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
264	Article 111 H ter IV Annexe III du CGI	Autorisation donnée à un entrepôt agréé, selon le cas, à faire valider les documents mentionnés à l'article 302 M du code général des impôts (6) ou à se faire remettre ces documents prévalidés par un groupement d'entrepôts agréés, un syndicat ou un organisme professionnel représentant les entrepôts agréés (IV de l'article 111 H ter)	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
265	Article 111 H ter VIII Annexe III du CGI	Suspension ou révocation des autorisations accordées en vertu des II, III et IV de l'article 111 H ter de l'annexe III au CGI	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
266	Article 1 ^{er} I du décret n° 2006-742 du 27 juin 2006 portant création d'une aide à la sécurité des débits de tabacs et modifiant l'article 281 Annexe II au CGI	Attribution de l'aide à la sécurité aux débiteurs de tabacs	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
267	Article 2 du décret n° 2010-720 du 28 juin 2010 relatif à l'exercice du monopole de la vente au détail des tabacs manufacturés	Signature, résiliation ou non-renouvellement du contrat de gérance qui lie les débiteurs de tabacs avec l'administration des douanes et droits indirects, prévus à l'article 2 du décret n° 2010-720 du 28 juin 2010	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
10-39° 268	Article 20 du décret n° 2010-720 du 28 juin 2010 relatif à l'exercice du monopole de la vente au détail des tabacs manufacturés	Autorisation de présenter un successeur	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
10-39° 269	Article 21 du décret n° 2010-720 du 28 juin 2010 relatif à l'exercice du monopole de la vente au détail des tabacs manufacturés	Autorisation de permutation d'un gérant de débit de tabac	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
10-39° 270	Articles 8, 10, 13, 14, 17, 18, 22, 31, 33, 34, 36, 37, 38, 39, 41, 42, 43 et 44 du décret n° 2010-720 du 28 juin 2010 relatif à l'exercice du monopole de la vente au détail des tabacs manufacturés	Décisions relatives à l'implantation, au transfert, à l'appel de candidatures, au fonctionnement et à la fermeture des débits de tabac ordinaires et spéciaux, à la discipline des débiteurs de tabac-prévues par le décret n° 2010-720 du 28 juin 2010 relatif à l'exercice du monopole de la vente au détail des tabacs manufacturés. et par les arrêtés du 8 juillet 2010, du 25 août 2010, du 9 décembre 2010, du 13 décembre 2011 et du 24 février 2012	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire
10-39° 271	Article 24 du décret n° 2010-720 du 28 juin 2010 relatif à l'exercice du monopole de la vente au détail des tabacs manufacturés	Acceptation ou refus du plan d'aménagement du débit de tabac	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
10-39° 272	Article 50 du décret n° 2010-720 du 28 juin 2010 relatif à l'exercice du monopole de la vente au détail des tabacs manufacturés	Interdiction de toute activité de revente pour une durée maximale de 3 ans en cas de manquements aux dispositions des articles 45 à 49 du décret n° 2010-720 du 28 juin (voir article 50 de ce décret)	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
10-39° 273	Article 5 de l'arrêté du 24 février 2012 relatif à la revente des tabacs manufacturés	Autorisation de dépassement du plafond mensuel d'approvisionnement en tabac	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
10-39° bis 274	Article 1 ^{er} du décret n° 2017-977 du 10 mai 2017 relatif aux indemnités de fin d'activité en faveur des débiteurs de tabac	Décisions relatives aux demandes d'indemnité de fin d'activité (classique ou rurale) des débiteurs de tabac	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
10 bis 275	Article 1 ^{er} du décret n° 2018-895 du 17 octobre 2018 portant création d'une aide à la transformation des débits de tabacs.	Décisions d'octroi d'une aide à la transformation à destination des débits de tabac ordinaires	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général
276	Article 1825 du code général des impôts et article 406 L de l'annexe III au CGI (7)	Proposition de fermeture d'établissement	Jean-Marc BORTOLUSSI , directeur régional, Franck MARIE , DSD1, chef du POC, Nicolas ROUX , IP2, chef du PAE, Patrice ANIBERT, IR1, secrétaire général

Revois du tableau

- (1) Chaque ligne doit être répétée autant qu'il y a d'agents délégataires.
- (2) L'acte portant délégation est publié dans tous les locaux dans lesquels un délégataire désigné exerce ses fonctions.
- (3) Il s'agit ici des agents affectés au siège de chaque direction régionale dans le ressort de la direction interrégionale (ex : directeurs régionaux, chefs de pôle, secrétaires généraux, ..) ou des agents d'un service rattaché à un chef de pôle (ex : chef d'un service régional d'enquête).

ANNEXE I – C1

ANNEXE I – C1 DÉLÉGATION DES DÉCISIONS ADMINISTRATIVES INDIVIDUELLES AU NIVEAU DE LA DIVISION DES DOUANES DE PARIS OPÉRATIONS COMMERCIALES ⁽²⁾, DIRECTION RÉGIONALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS DE PARIS

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature du directeur interrégional des douanes et droits et droits indirects d'Île-de-France

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de
5-II-1° 1	Article 76-2 du code des douanes (CD)	Autorisation de circulation des marchandises sur les routes visées à l'article 76-1 du code des douanes, pendant leurs heures de fermeture	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-57° 28	Article 130 du code des douanes de l'Union	Autorisation de dépôt de la déclaration en douane ou d'une déclaration de dépôt temporaire valant déclaration sommaire d'entrée dans un bureau de douane d'importation différent du bureau de douane d'entrée,	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-58° 29	Article 173 du code des douanes de l'Union	Décision de rectification des énonciations de la déclaration en douane avant et après bon à enlever	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-59° 30	Articles 174, 175 et 198 paragraphe 2 du code des douanes de l'Union et de l'article 148 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446	Invalidation d'une déclaration en douane et autorisations liées à cette invalidation	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-61° 31	Article 332 paragraphes 3 et 4 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Opposition à la sortie des marchandises excédentaires de nature différente à celles déclarées sans dépôt d'une déclaration d'exportation ou de réexportation	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-61° bis 32	Article 332 paragraphe 4 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Opposition à la sortie des marchandises de nature différente de celles déclarées pour l'exportation	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-62° 33	Article 271 paragraphe 1 du code des douanes de l'Union	Autorisation de dépôt d'une déclaration sommaire de sortie dans un autre bureau que le bureau de sortie lorsque la voie électronique est utilisée	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-63° 34	Article 271 paragraphe 4 du code des douanes de l'Union	Autorisation de dépôt d'une notification de sortie en lieu et place de la déclaration sommaire de sortie	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-64° 35	Article 272 du code des douanes de l'Union	Autorisation de rectification ou d'invalidation de la déclaration sommaire de sortie	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-65° 36	Article 275 du code des douanes de l'Union	Autorisation de rectification ou d'invalidation de la notification de réexportation	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-66° 37	Article 139 paragraphe 7 du code des douanes de l'Union	Autorisation d'enlever des marchandises présentées en douane de l'endroit où elles étaient initialement placées	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-67° 38	Article 9 du code des douanes de l'Union et des articles 5 et 6 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446	Octroi du numéro d'enregistrement et d'identification des opérateurs économiques, par la voie électronique ou par d'autres moyens	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-67° bis 39	Article 9 du code des douanes de l'Union et article 7 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446	Invalidation du numéro d'enregistrement et d'identification des opérateurs économiques, par la voie électronique ou par d'autres moyens	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de
5-I-68° 40	Article 147 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446 ;	Allongement du délai de dépôt des pièces justificatives dans le cas de déclarations complémentaires	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-69° 41	Article 170 du code des douanes de l'Union ;	Autorisation de déposer occasionnellement une déclaration en douane lorsque l'opérateur n'est pas établi sur le territoire douanier de l'Union	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-70° 42	Article 115 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446 ;	Agrément des locaux pour les opérations avant le dédouanement et pour les opérations de dédouanement	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-72° 43	Article 129 du code des douanes de l'Union et 188 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Autorisation de rectification ou d'invalidation de la déclaration sommaire d'entrée	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-73° 44	Article 140 du code des douanes de l'Union	Autorisation de déchargement ou de transbordement	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-74° 45	Article 146 du code des douanes de l'Union	Autorisation de rectification ou d'invalidation d'une déclaration de dépôt temporaire	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-75° 46	Article 134 paragraphe 2 du code des douanes de l'Union	Autorisation d'examen ou d'échantillonnage des marchandises faisant l'objet de surveillance douanière	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-76° 47	Article 148 du code des douanes de l'Union	Décisions relatives à une autorisation d'exploitation d'installation de stockage temporaire située sur le territoire français	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-77° 48	Article 148 paragraphe 5 du code des douanes de l'Union et de l'article 193 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Autorisation de transfert entre installations de stockage temporaire situées sur le territoire français	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-78° 49	Article 148 paragraphe 6 du code des douanes de l'Union	Autorisation d'entreposage des marchandises de l'Union dans une installation de stockage temporaire	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-79° 50	Article 244-1 du code des douanes de l'Union	Autorisation de construction d'immeubles en zone franche	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-80° 51	Article 244 paragraphe 2 du code des douanes de l'Union	Autorisation d'activités de nature industrielle, commerciale ou de prestations de services en zone franche	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-81° 52	Application de l'article 244 paragraphes 3 et 4 du code des douanes de l'Union	Décision portant interdictions ou restrictions d'activités en zone franche	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-82° 53	Articles 296 à 303 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Décisions relatives au traitement de la déclaration de transit au bureau de départ	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-83° 54	Article 305 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Décisions relatives à la poursuite de l'opération de transit en cas d'incident en cours de route	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-84° 55	Article 304 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Décisions relatives à l'inspection des marchandises au bureau de passage	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de
5-I-85° 56	Articles 306 et 312 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Décisions relatives aux formalités accomplies à destination, à la possibilité d'autoriser la présentation des marchandises en dehors des heures d'ouverture officielles du bureau dans un autre lieu, à l'appréciation du retard non imputable au titulaire du régime ou au transporteur et aux preuves alternatives	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-86° 57	Article 291 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Décisions relatives à l'application de la procédure de secours, à l'utilisation de listes de chargement spéciales, de scellés d'un modèle spécial, de dispense d'itinéraire contraignant, du statut expéditeur agréé, de dispense de signature des déclarations, du statut de destinataire agréé	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-87° 58	Articles 233 paragraphe 4 a) et b) du code des douanes de l'Union, 192, 193, 194 et 195 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446 et 15 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447 ;	Décisions relatives aux autorisations d'expéditeur agréé et de destinataire agréé en matière de transit de l'Union	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-88° 59	Articles 233 paragraphe 4 c) du code des douanes de l'Union et 197 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446	Décisions relatives à l'autorisation d'utilisation de scellés d'un modèle spécial	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-89° 61	Articles 233 paragraphe 4 d) du code des douanes de l'Union européenne, 198 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446 et 15 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447 ;	Décisions relatives à l'autorisation d'utiliser une déclaration de transit assortie d'exigences réduites en matière de données lors du transport de marchandises par chemin de fer et transport de marchandises par voie aérienne et maritime lorsqu'un document de transport électronique n'est pas utilisé en tant que déclaration de transit	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-90° 62	Articles 186 et 187 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446 ;	Décisions relatives au statut de destinataire agréé dans le cadre du régime de transit « transport international routier »	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-91° 63	Article 275 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Décision tendant à imposer un itinéraire économiquement justifié aux marchandises placées sous le régime de transit « transport international routier »	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-92° 64	Articles 199 à 203 et 207 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Visa des documents utilisés aux fins de preuve du statut douanier de l'Union des marchandises, et authentification du sigle T2L/T2LF apposé sur les carnets TIR, les carnets ATA et les formulaires 302,	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-93° 65	Article 199 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Visa <i>a posteriori</i> des documents utilisés aux fins de preuve du statut de l'Union des marchandises	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-94° 66	Article 204 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Autorisation d'utiliser le manifeste visé à l'article 199 paragraphe 2 comme justificatif du statut douanier des marchandises	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-95° 67	Article 128 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446	Décisions relatives à l'autorisation d'émetteur agréé	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-96° 68	Article 123 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446	Allongement de la durée de validité d'un document T2L ou T2LF ou d'un manifeste douanier des marchandises	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de
5-I-97° 69	Article 205 paragraphe 2 du règlement d'exécution UE) n° 2015/2447	Visa d'un document T2L ou T2LF pour les voyageurs	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-98° 70	Article 213 du règlement d'exécution UE) n° 2015/2447	Visa du journal de pêche valant preuve du statut douanier des marchandises de l'Union	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-99° 71	Articles 211, 214, 215 à 223 et 255 à 258 du code des douanes de l'Union, 161 à 164, 166 à 170, 171, 172 à 181, 183, 240 et 241 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446 et 259 à 269, 271 du règlement d'exécution UE) n° 2015/2447	Décisions liées au régime du perfectionnement actif lorsque plusieurs États-membres de l'Union européenne sont concernés	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-100° 72	Articles 211, 214, 215, 218 à 223 et 255 à 258 du code des douanes de l'Union, 161 à 164, 166 à 181, 183 et 240 à 241 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446 et 259 à 269, 271 du règlement d'exécution UE) n° 2015/2447	Décisions liées au régime du perfectionnement actif lorsque seule la France est concernée	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-101° 73	Articles 211, 214, 215, 218 à 223, 255, 259 à 262 du code des douanes, 75, 161 à 164, 166, 169, 171, 172 à 174, 176 à 181, 183, 240, 242 à 243, du règlement délégué (UE) n° 2015/2446 et 259 à 264, 266 à 269, 271 du règlement d'exécution UE) n° 2015/2447	Décisions liées au régime du perfectionnement passif lorsque plusieurs États-membres de l'Union européenne sont concernés	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-102° 74	Articles 211, 214, 215, 218, à 223, 255, 259 à 262 du code des douanes de l'Union, 75, 161 à 164, 166, 169, 171 à 174, 176 à 181, 183, 240, 242 à 243 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446 et 259 à 264, 266 à 269, 271 du règlement d'exécution UE) n° 2015/2447	Décisions liées au régime du perfectionnement passif lorsque seule la France est concernée	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-103° 75	Articles, 211, 214, 215, 218 à 223 et 254 du code des douanes de l'Union, des articles 161 à 164, 166, 169, 171, 172 à 175, 177 à 180, 183 et 239 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446 et 1, 2, 8 à 15, 259 à 269 du règlement d'exécution UE) n° 2015/2447	Décisions liées au régime de la destination particulière lorsque plusieurs États-membres de l'Union européenne sont concernés,	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-104° 76	Articles 211, 214, 215, 218 à 223 et 254 du code des douanes de l'Union, 161 à 164, 166, 169, 171 à 175, 177 à 180, 183 et 239 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446 et 259 à 269 du règlement d'exécution UE) n° 2015/2447	Décisions liées au régime de la destination particulière lorsque seule la France est concernée	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-105° 77	Articles 211, 214, 215, 218 à 223, 237 à 242 du code des douanes de l'Union, 161 à 164, 166, 169, 171, 172 à 174, 177 à 180, 183 et 201 à 203 du règlement délégué UE) n° 2015/2446 et 259 à 264, 266 à 269 du règlement d'exécution UE) n° 2015/2447	Décisions liées au régime de l'entrepôt douanier lorsque plusieurs États-membres de l'Union européenne sont concernés	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-106° 78	Articles 211, 214, 215, 218 à 223, 237 à 242 du code des douanes de l'Union, 161 à 164, 166, 169, 171 à 174, 177 à 180, 183 et 201 à 203 du règlement délégué UE) n° 2015/2446 et 1, 2, 8 à 15, 259 à 264, 266 à 269 du règlement d'exécution UE) n° 2015/2447	Décisions liées au régime de l'entrepôt douanier lorsque seule la France est concernée	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de
5-I-107° 79	Articles 211, 214, 215, 218 à 223 et 250 à 252 du code des douanes de l'Union, 161 à 166, 169, 171, 172 à 174, 177 à 180, 183 et 204 à 238 du règlement délégué UE) n° 2015/2446 et 8 à 15, 258 à 264, 266 à 270, 322 à 323 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Décisions liées au régime de l'admission temporaire lorsque plusieurs États-membres de l'Union européenne sont concernés	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-108° 80	Articles 211, 214, 215, 218 à 223, 250 à 253 du code des douanes de l'Union, 161 à 166, 169, 171 à 174, 177 à 180, 183 et 204 à 238 du règlement délégué UE) n° 2015/2446 et 258 à 264, 266 à 270, 322 à 323 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Décisions liées au régime de l'admission temporaire lorsque seule la France est concernée,	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-109° 81	Articles 85 à 87, 203 à 205 du code des douanes de l'Union, des articles 158 à 160 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446 et des articles 253 à 256 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Autorisation de bénéficier d'une exonération de droits au titre des marchandises en retour,	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-121° 83	Article 199 du code des douanes de l'Union et de l'article 249 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Autorisation du titulaire du régime ou du détenteur d'abandonner à l'État des marchandises non Union ou sous destination particulière	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-1° 97	Article 176 paragraphe 4 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Autorisation d'accomplir des formalités douanières auxquelles est subordonné le remboursement ou la remise de droits,	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-2° 98	Article 177 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Fixation d'un délai pour l'accomplissement des formalités auxquelles est subordonné le remboursement ou la remise des droits	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-3° 99	Article 116 du code des douanes de l'Union	Décisions liées au remboursement ou à la remise de droits autres que celles relevant de la compétence du ministre chargé de la douane	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-4° 100	Article 116 du code des douanes de l'Union européenne et des articles 13 et 97 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446	Prorogation du délai de prise de décision relative au remboursement ou à la remise des droits	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-5° 101	Article 64 paragraphes 2, 4 et 5 du code des douanes de l'Union européenne	Décisions prises en vertu des dispositions prévues dans les accords conclus, d'une part, par l'Union européenne avec certains pays ou territoires ou groupes de pays ou de territoires situés hors du territoire douanier de l'Union ou d'autre part, des dispositifs préférentiels mis en place en faveur des pays et territoires d'outre-mer associés à l'Union européenne, ainsi que Ceuta et Melilla	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-6° 102	Article 61 paragraphe 3 du code des douanes de l'Union	Délivrance, lorsque les échanges commerciaux l'exigent, d'un document prouvant l'origine non préférentielle en conformité avec les règles d'origine non préférentielle en vigueur dans le pays ou territoire de destination ou selon toute autre méthode permettant d'identifier le pays dans lequel les marchandises ont été entièrement obtenues ou ont subi une dernière transformation substantielle	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de
5-I-7° 103	Article 58 paragraphe 2 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Décision de refus d'utiliser le régime particulier d'importation non préférentiel lorsqu'un pays tiers n'envoie pas à la Commission les informations visées au paragraphe 1 de l'article 58 du règlement d'exécution	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-8° 104	Article 59 paragraphe 3 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Décision de refus d'utiliser le régime particulier non préférentiel pour les produits visés par une demande de contrôle <i>a posteriori</i> restée sans réponse dans les six mois qui suivent son envoi	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-9° 105	Article 64 paragraphes 2 et 3 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Délivrance, à la demande du fournisseur, du certificat d'information INF 4 par les autorités douanières de l'Etat membre dans lequel la déclaration du fournisseur a été établie à l'aide du formulaire figurant à l'annexe 22-02, dans le respect des spécifications techniques qui y sont énoncées	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-10° 106	Article 66 paragraphe 5 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Invalidation de la preuve d'origine établie sur la base de la déclaration du fournisseur faute de réponse à l'expiration d'un délai de 150 jours à compter de la date de demande de vérification ou si la réponse ne contient pas de renseignements suffisants pour déterminer l'origine des produits concernés,	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-11° 107	Articles 67 et 120 paragraphe 2 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Décisions liées à l'autorisation d'exportateur agréé aux personnes qui remplissent les conditions fixées dans les dispositions concernant l'origine figurant soit dans des accords conclus par l'Union avec certains pays ou territoires situés hors du territoire douanier de l'Union, soit dans des mesures arrêtées unilatéralement par l'Union pour ces pays ou territoires	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-12° 108	Article 68 paragraphe 1 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Attribution du numéro d'exportateur enregistré lorsque l'Union a convenu d'un régime préférentiel avec un pays tiers qui prévoit qu'un document relatif à l'origine peut être rempli par un exportateur conformément à la législation pertinente de l'Union	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-16° 109	Article 69 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Délivrance d'une preuve de l'origine de remplacement sous la forme d'un certificat de circulation EUR.1 délivré par le bureau de douane sous le contrôle duquel les produits sont placés	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-17° 110	Articles 77 paragraphe 1 et 85 paragraphe 2 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Délivrance d'un certificat de circulation des marchandises EUR.1, au moyen du formulaire figurant à l'annexe 22-10 du règlement d'exécution comme preuve du caractère originaire de l'Union aux fins du cumul bilatéral dans le cadre du schéma des préférences généralisées	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-19° 111	Articles 80 paragraphe 2 et 86 paragraphe 4 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Attribution par les autorités douanières des États-membres du numéro d'exportateur enregistré à l'exportateur, en vue du cumul bilatéral, ou, le cas échéant, au ré-expéditeur des marchandises lorsqu'il a présenté une demande complète dans le cadre du schéma des préférences généralisées	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de
5-I-20° 112	Articles 85 paragraphe 3 et 95 paragraphe 1 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Délivrance des certificats d'origine "formule A" de remplacement à la demande des exportateurs ou ré-expéditeurs de marchandises qui ne sont pas encore enregistrés pour l'envoi en Norvège ou en Suisse de l'ensemble ou d'une partie de produits originaires qui n'ont pas encore été mis en libre pratique et sont placés sous le contrôle du bureau de douane d'un Etat membre dans le cadre du schéma des préférences généralisées	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-21° 113	Article 89 paragraphes 3 et 4 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Révocation de l'enregistrement de l'exportateur enregistré	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-22° 114	Article 89 paragraphe 8 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Annulation de la révocation de l'enregistrement de l'exportateur enregistré dans le cadre du schéma des préférences généralisées	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-23° 115	Article 89 paragraphe 9 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Ré-enregistrement d'un exportateur dont l'enregistrement a été révoqué	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-24° 116	Article 94 paragraphe 2 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Acceptation des certificats d'origine "formule A" et des déclarations d'origine sur facture présentées tardivement dans le cadre du schéma des préférences généralisées	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-25° 117	Article 96 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Autorisation de présentation d'une seule preuve de l'origine en cas d'envois échelonnés dans le cadre du schéma des préférences généralisées ou réguliers	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-26° 118	Article 97 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Octroi du bénéfice du régime préférentiel sans certificat "formule A" pour les petits envois non commerciaux dans le cadre du schéma des préférences généralisées	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-27° 119	Article 103 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Octroi du régime préférentiel sans attestation d'origine pour les petits envois non commerciaux dans le cadre du schéma des préférences généralisées	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-28° 120	Article 104 paragraphe 4 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447 ;	Acceptation des attestations d'origine présentées tardivement dans le cadre du schéma des préférences généralisées	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-29° 121	Articles 99 paragraphe 3 et 105 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Autorisation d'envois échelonnés	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-30° 122	Article 106 du règlement d'exécution(UE) n° 2015/2447	Décision de suspension de la préférence tarifaire et mise en place d'une garantie dans le cadre du schéma des préférences généralisées	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-31° 123	Articles 107 et 109 du règlement d'exécution(UE) n° 2015/2447	Refus d'octroyer la préférence tarifaire dans le cadre du schéma des préférences généralisées	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-32° 124	Article 114 paragraphe 5 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Délivrance du certificat de circulation des marchandises EUR.1 dans le cadre des mesures tarifaires préférentielles arrêtées unilatéralement par l'Union pour certains pays ou territoires	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de
5-I-33° 125	Article 116 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Demande de traduction ou de déclaration conjointe aux certificats d'origine dans le cadre des mesures tarifaires préférentielles arrêtées unilatéralement par l'Union pour certains pays ou territoires	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-34° 126	Article 117 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Délivrance du certificat de circulation des marchandises EUR.1 <i>a posteriori</i> dans le cadre des mesures tarifaires préférentielles arrêtées unilatéralement par l'Union pour certains pays ou territoires	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-35° 127	Article 118 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Délivrance d'un duplicata du certificat de circulation des marchandises EUR.1 dans le cadre des mesures tarifaires préférentielles arrêtées unilatéralement par l'Union pour certains pays ou territoires	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-36° 128	Article 120 paragraphe 5 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Révocation du statut d'exportateur agréé	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-37° 129	Article 121 paragraphes 2 et 3 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Acceptation de preuves de l'origine présentées tardivement dans le cadre des mesures tarifaires préférentielles arrêtées unilatéralement par l'Union pour certains pays ou territoires	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-38° 130	Articles 115 et 121 paragraphes 4 et 5 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Autorisation d'envois échelonnés ou d'envois réguliers dans le cadre des mesures tarifaires préférentielles arrêtées unilatéralement par l'Union pour certains pays ou territoires	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-39° 131	Article 122 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Bénéfice du régime préférentiel sans preuve de l'origine pour les échanges non commerciaux entre particuliers dans le cadre des mesures tarifaires préférentielles arrêtées unilatéralement par l'Union pour certains pays ou territoires	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-40° 132	Article 125 paragraphe 2 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Sursis à l'octroi de la préférence tarifaire et mise en place d'une garantie dans le cadre des mesures tarifaires préférentielles arrêtées unilatéralement par l'Union pour certains pays ou territoires	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-41° 133	Article 125 paragraphe 4 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447 ;	Refus du bénéfice de l'origine préférentielle dans le cadre des mesures tarifaires préférentielles arrêtées unilatéralement par l'Union pour certains pays ou territoires	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-42° 134	Article 58 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446	Autorisation de séparation comptable des stocks de matières dans le cadre du système des préférences généralisées	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-43° 135	Article 70 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446	Bénéfice du régime préférentiel pour les marchandises vendues après expositions, foires ou manifestations publiques analogues dans le cadre des mesures tarifaires préférentielles arrêtées unilatéralement par l'Union pour certains pays ou territoires	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-44° 136	Article 22 du code des douanes de l'Union	Décision en matière de valeur en douane,	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-45° 137	Article 132 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Modification après déclaration de la valeur en douane de marchandises défectueuses	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de
5-I-46° 138	Articles 128 paragraphe 2 et 347 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Détermination de la valeur en douane à partir du prix d'une vente antérieure,	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-47° 139	Article 140 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Rejet de la valeur transactionnelle déclarée en cas de doutes fondés	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-48° 140	Article 6 du règlement délégué (UE) n° 2016/341 de la Commission du 17 décembre 2015 complétant le règlement (UE) n° 952/2013 du Parlement européen et du Conseil du 9 octobre 2013 établissant le code des douanes de l'Union en ce qui concerne les règles transitoires pour certaines dispositions du code des douanes de l'Union européenne lorsque les systèmes informatiques concernés ne sont pas encore opérationnels et modifiant le règlement délégué (UE) n° 2015/2446	Dispense de présentation du formulaire DV1	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-I-49° 141	Article 177 du code des douanes de l'Union européenne et des articles 222 et 228 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Autorisation de déclaration de marchandises contenues dans un même envoi et relevant de différentes sous-positions tarifaires dans une seule position,	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
10-2 ter 142	Articles 17 et 18 du règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 et au premier alinéa des articles L. 335-10, L. 335-11, L. 521-14, L. 521-15, L. 614-32, L. 614-33, L. 623-36, L. 623-37, L. 716-8, L. 716-8-1, L. 722-9 et L. 722-10 du code de la propriété intellectuelle	La retenue et la suspension de la mainlevée des marchandises présumées contrefaisantes	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
10-2 quater 143	Articles 17, 18, 23.1, 24 et 29 du règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013, quatrième alinéa des articles L. 335-10, L. 335-11, L. 521-14, L. 521-15, L. 614-32, L. 614-33, L. 623-36, L. 623-37, L. 716-8, L. 716-8-1, L. 722-9, L. 722-10, III des articles L. 335-14, L. 521-17-1, L. 614-36, L. 623-40, L. 716-8-4, L. 722-13 et IV des articles L. 335-15, L. 521-17-2, L. 614-37, L. 716-8-5 et L. 722-14 du CPI	La mainlevée des marchandises présumées contrefaisantes	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
10-2 quater-0 144	Article 25.2 du règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013	L'autorisation de circulation sous surveillance douanière des marchandises retenues destinées à être détruites	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
10-2 quater-1 145	Article 19 du règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 et articles L. 335-13, L. 521-17, L. 614-35, L. 623-39, L. 716-8-3 et L. 722-12 du CPI	La décision de prélèvement d'échantillons	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
10-2 quater-2 146	Articles 23.1, 26.3 et 26.8 du règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 et articles L. 335-14, L. 335-15, L. 521-17-1, L. 521-17-2, L. 614-36, L. 614-37, L. 623-40, L. 716-8-4, L. 716-8-5, L. 722-13 et L. 722-14 du CPI	La décision de destruction des marchandises soupçonnées de contrefaçon	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de
10-2 quater-3 147	Article 23.4 du règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 et III des articles L. 335-14, L. 521-17-1, L. 614-36, L. 623-40, L. 716-8-4, L. 722-13 du CPI	La prorogation du délai de la retenue des marchandises présumées contrefaisantes	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
5-II-8° 152	Articles 352 §1, 352 bis et 352 ter du CD et article 1 ^{er} du décret n° 2014-1395 du 24 novembre 2014	Décision de remboursement de droits et taxes perçus ou recouvrés comme en matière de douane	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
6-1° 194	Article 262 du CGI	Visa et régularisation des bordereaux de vente à l'exportation	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
10-2 bis 199	Règlement (CE) n° 1186/2009 du Conseil du 16 novembre 2009	Autorisation d'importer des marchandises en franchise de droits de douane	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
10-16° 201	Articles 50 septies à 50 decies de l'annexe IV au code général des impôts	Autorisation d'importer des marchandises en franchise de taxe sur la valeur ajoutée	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
204	Article 167 alinéas 3 et 4 annexe I CGI	Autorisation de communication autre que par la voie publique entre les locaux affectés à la dénaturation et au logement des alcools et des locaux où se trouvent des alcools non dénaturés à la vente	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
205	Article 186 de l'annexe I au CGI	Autorisation de dénaturer des alcools par procédé spécial	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
209	Article L29 LPF CGI (1)	Dispense des visites de nuit pour certains détenteurs d'alambics	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
213	Article 180 annexe I du CGI	Décision listant les substances pouvant être additionnées aux alcools dénaturés par le procédé général	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
214	Article 289-1° annexe II du CGI	Fixation ou révision de taux annuels de déchets ou de pertes observés en cours de fabrication ou de transformation d'alcools et de boissons alcooliques accordés aux entrepositaires agréés par entrepôt suspensif de droits d'accises, en application de l'article 50-0 O de l'annexe IV au code général des impôts,	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
215	Article 289-4° annexe II du CGI	Dispense de cautionnement en matière de contributions indirectes prévue au 2 du III de l'article 302 D (6), au V de l'article 302 G (6), au deuxième alinéa de l'article 302 H (6), à l'article 302 J (6) du code général des impôts et aux articles 286 N de l'annexe II, 111-0 C et 111-0 D de l'annexe III au même code	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
216	Article 289-5° annexe II du CGI	Retrait de l'agrément accordé à l'entrepositaire agréé en cas de violation de ses obligations, de défaillance de la caution ou de dénonciation par cette caution de son engagement, prévu au V de l'article 302 G du code général des impôts (6), au IX de l'article 286 I et au XI de l'article 286 J de l'annexe II et aux articles 111-0 C et 111-0 D de l'annexe III au même code	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de
218	Article 289-8° annexe II du CGI	Autorisation préalable des personnes qui désirent importer, acquérir à titre gratuit ou onéreux, obtenir en location, faire réparer ou transformer un ou plusieurs appareils ou portions d'appareils propres à la distillation, à la fabrication ou au repassage d'eaux-de-vie ou d'esprits, prévue par l'article 306 du code général des impôts et l'article 50 C de l'annexe IV au même code	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
219	Article 289-9° annexe II du CGI	Dispense de la formalité de scellement, prévue par l'article 309 du code général des impôts	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
220	Article 289-10° annexe II du CGI	Délivrance de permis de circulation pour les alambics utilisés par les loueurs d'alambics, prévue par les articles 311 bis, 327 et 328 du code général des impôts	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
221	Article 289-13° annexe II du CGI	Admission en décharge des quantités d'alcool ou de boissons alcooliques en cas de pertes accidentelles, prévue au deuxième alinéa de l'article 50-0 J de l'annexe IV au code général des impôts	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
222	Article 289-15° annexe II du CGI	Attribution et retrait du numéro d'identification des intermédiaires et des utilisateurs d'alcools et de boissons alcooliques en exonération de droits d'accises, prévus respectivement au 2° du II de l'article 111-0 E et au 1° du I de l'article 111-0 F de l'annexe III au code général des impôts	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
223	Article 289-17° annexe II du CGI	Autorisation donnée aux entrepositaires agréés mentionnés à l'article 302 G du code général des impôts (6) et des débitants de boissons mentionnés à l'article 502 du même code, d'utiliser leurs factures ou tout autre document commercial, en lieu et place des documents d'accompagnement mentionnés à l'article 302 M du code précité (6), prévue par le II de l'article 111 H bis de l'annexe III au code général des impôts	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
224	Article 289-18° annexe II du CGI	Agrément des procédés de dénaturation des essences d'absinthe et produits assimilés, prévu par le premier alinéa de l'article 178 P de l'annexe III au code général des impôts	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
225	Article 289-19° annexe II du CGI	Dispense des formalités à la circulation, prévue par l'article 178 AA de l'annexe III au code général des impôts	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
226	Article 289-20° annexe II du CGI	Autorisation de procéder à la vérification de la légalité du titre d'un ouvrage en or, argent ou platine marqué d'un poinçon de garantie prévue par l'article 207 de l'annexe III au code général des impôts	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
227	Article 289-26° annexe II du CGI	Autorisation des entrepositaires agréés de rattacher un ou plusieurs chais ou locaux au site d'exploitation lorsqu'ils sont situés en dehors des limites fixées au I de l'article 50-00 B de l'annexe IV au code général des impôts, prévue par le III du même article	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
228	Article 289-27° annexe II du CGI	Délivrance du numéro d'agrément de la personne responsable de l'embouteillage du produit prévue au a. de l'article 54-0 C de l'annexe IV au code général des impôts	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de
229	Article 289-28° annexe II du CGI	Autorisation donnée à un négociant d'embouteiller des boissons alcooliques pour le compte d'un ou de plusieurs autres entrepositaires agréés, prévue par le dernier alinéa de l'article 54-0 C de l'annexe IV au code général des impôts	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
230	Article 289-29° annexe II du CGI	Agrément d'un type de capsule représentative de droit, prévu par l'article 54-0 G de l'annexe IV au code général des impôts	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
231	Article 289-30° annexe II du CGI	Agrément de compteur équipant les machines à fabriquer les marques fiscales représentatives de droits, prévu par l'article 54-0 I de l'annexe IV au code général des impôts	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
234	Article 289-33° annexe II du CGI	Agrément des machines destinées à apposer la marque fiscale et les autres mentions visées au 2° du II de l'article 164 AM de l'annexe IV au CGI, prévu par le deuxième alinéa de l'article 54-0 V de l'annexe IV au code général des impôts	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
235	Article 289-34° annexe II du CGI	Autorisation de restitution ou de remise des droits et taxes afférents aux bouteilles ou récipients défectueux ou cassés, prévue par le deuxième alinéa de l'article 54-0 Z de l'annexe IV	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
236	Article 289-35° annexe II du CGI	Accord de restitution ou de remise des droits et taxes après constatation par le service des douanes et droits indirects de la preuve de la sortie du produit du territoire de l'Union européenne ou présentation d'un des documents mentionnés à l'article 302 M du code général des impôts (6) , prévu par le dernier alinéa de l'article 54-0 Z de l'annexe IV	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
242	Article 289-50° annexe II du CGI	Autorisation de déplacement de la machine à timbrer en dehors de l'établissement désigné comme lieu d'exploitation, prévue à la fin du deuxième alinéa de l'article 164 AD bis au code général des impôts	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
244	Article 289-52° annexe II du CGI	Autorisation de déplacement des matériels ou logiciels mentionnés à l'article 164 AM de l'annexe IV au code général des impôts en dehors de l'établissement désigné comme le lieu d'exploitation, prévue au I de l'article 164 AU de la même annexe	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
250	Article 289-59° annexe II du CGI	Demande de procéder à un second essai en cas de contestation sur le titre, en application du premier alinéa de l'article 530 du code général des impôts et de l'article 203 de l'annexe III au même code ;	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
252	Article 289-61° annexe II du CGI	Autorisation de modifier les conditions auxquelles était subordonnée la conclusion de la convention des professionnels habilités à attester eux-mêmes la garantie du titre, en application du I de l'article 535 du code général des impôts et de l'article 275 bis D de l'annexe II au même code ;	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI
254	Article 289-63° annexe II du CGI	Autorisation de refonte d'ouvrages aux titres légaux destinés à une commercialisation en dehors du territoire français sans apposition des poinçons réglementaires, en application de l'article 543 du code général des impôts et de l'article 208 de l'annexe I au même code.	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de
261	Article 111 H ter II annexe III du CGI	Attribution de documents prévalidés mentionnés à l'article 302 M du code général des impôts (6) à une personne (II de l'article 111 H ter),	FLEURY Martin, IP2, chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI RAULT Christian, IR1, adjoint au chef divisionnaire à Paris OP-CO/CI

Renvois du tableau

- (1) Chaque ligne doit être répétée autant qu'il y a d'agents délégataires.
- (2) L'acte portant délégation est publié dans tous les locaux dans lesquels un délégataire désigné exerce ses fonctions.
- (3) Il s'agit ici des agents affectés au siège de chaque direction régionale dans le ressort de la direction interrégionale (ex : directeurs régionaux, chefs de pôle, secrétaires généraux, ..) ou des agents d'un service rattaché à un chef de pôle (ex : chef d'un service régional d'enquête).

ANNEXE à la décision du directeur interrégional des douanes et des droits indirects d'ÎLE-DE-FRANCE du 6 mars 2023

ANNEXE I – C-2 DÉLÉGATION DES DÉCISIONS ADMINISTRATIVES INDIVIDUELLES AU NIVEAU DE LA DIVISION DES DOUANES DE PARIS SURVEILLANCE, DIRECTION RÉGIONALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS DE PARIS

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature du directeur interrégional des douanes et droits indirects d'ÎLE-DE-FRANCE

BUREAU RÉSEAU 2

REF *	BASE LÉGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (1)
5-II-1° 1	Article 76-2 du code des douanes (CD)	Autorisation de circulation des marchandises sur les routes visées à l'article 76-1 du code des douanes, pendant leurs heures de fermeture	DAYNAC Maeva, DSD2, chef de la division surveillance MULE Christophe, IP1, adjoint à la cheffe de la division surveillance

BUREAU COMINT 1

5-I-83° 54	Article 305 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Décisions relatives à la poursuite de l'opération de transit en cas d'incident en cours de route	DAYNAC Maeva, DSD2, cheffe de la division surveillance MULE Christophe, IP1, adjoint à la cheffe de la division surveillance
5-I-84° 55	Article 304 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Décisions relatives à l'inspection des marchandises au bureau de passage	DAYNAC Maeva, DSD2, cheffe de la division surveillance MULE Christophe, IP1, adjoint à la cheffe de la division surveillance

BUREAU COMINT 3

10-2 ter 142	Articles 17 et 18 du règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 et au premier alinéa des articles L. 335-10, L. 335-11, L. 521-14, L. 521-15, L. 614-32, L. 614-33, L. 623-36, L. 623-37, L. 716-8, L. 716-8-1, L. 722-9 et L. 722-10 du code de la propriété intellectuelle	La retenue et la suspension de la mainlevée des marchandises présumées contrefaisantes	DAYNAC Maeva, DSD2, cheffe de la division surveillance MULE Christophe, IP1, adjoint à la cheffe de la division surveillance
---------------------	--	--	---

<p>10-2 quater 143</p>	<p>Articles 17, 18, 23.1, 24 et 29 du règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013, quatrième alinéa des articles L. 335-10, L. 335-11, L. 521-14, L. 521-15, L. 614-32, L. 614-33, L. 623-36, L. 623-37, L. 716-8, L. 716-8-1, L. 722-9, L. 722-10, III des articles L. 335-14, L. 521-17-1, L. 614-36, L. 623-40, L. 716-8-4, L. 722-13 et IV des articles L. 335-15, L. 521-17-2, L. 614-37, L. 716-8-5 et L. 722-14 du CPI</p>	<p>La mainlevée des marchandises présumées contrefaisantes</p>	<p>DAYNAC Maeva, DSD2, cheffe de la division surveillance MULE Christophe, IP1, adjoint à la cheffe de la division surveillance</p>
<p>10-2 quater-0 144</p>	<p>Article 25.2 du règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013</p>	<p>L'autorisation de circulation sous surveillance douanière des marchandises retenues destinées à être détruites</p>	<p>DAYNAC Maeva, DSD2, cheffe de la division surveillance MULE Christophe, IP1, adjoint à la cheffe de la division surveillance</p>
<p>10-2 quater-1 145</p>	<p>Article 19 du règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 et articles L. 335-13, L. 521-17, L. 614-35, L. 623-39, L. 716-8-3 et L. 722-12 du CPI</p>	<p>La décision de prélèvement d'échantillons</p>	<p>DAYNAC Maeva, DSD2, cheffe de la division surveillance MULE Christophe, IP1, adjoint à la cheffe de la division surveillance</p>
<p>10-2 quater-2 146</p>	<p>Articles 23.1, 26.3 et 26.8 du règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 et articles L. 335-14, L. 335-15, L. 521-17-1, L. 521-17-2, L. 614-36, L. 614-37, L. 623-40, L. 716-8-4, L. 716-8-5, L. 722-13 et L. 722-14 du CPI</p>	<p>La décision de destruction des marchandises soupçonnées de contrefaçon</p>	<p>DAYNAC Maeva, DSD2, cheffe de la division surveillance MULE Christophe, IP1, adjoint à la cheffe de la division surveillance</p>

10-2 quater-3 147	Article 23.4 du règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 et III des articles L. 335-14, L. 521-17-1, L. 614-36, L. 623-40, L. 716-8-4, L. 722-13 du CPI	La prorogation du délai de la retenue des marchandises présumées contrefaisantes	DAYNAC Maeva, DSD2, cheffe de la division surveillance MULE Christophe, IP1, adjoint à la cheffe de la division surveillance

BUREAU FID 2

6-1° 194	Article 262 du CGI	Visa et régularisation des bordereaux de vente à l'exportation	DAYNAC Maeva, DSD2, cheffe de la division surveillance MULE Christophe, IP1, adjoint à la cheffe de la division surveillance
10-2 bis 199	Règlement (CE) n° 1186/2009 du Conseil du 16 novembre 2009	Autorisation d'importer des marchandises en franchise de droits de douane (à l'exception des franchises diplomatiques)	DAYNAC Maeva, DSD2, cheffe de la division surveillance MULE Christophe, IP1, adjoint à la cheffe de la division surveillance
10-16° 201	Articles 50 septies à 50 decies de l'annexe IV au code général des impôts	Autorisation d'importer des marchandises en franchise de taxe sur la valeur ajoutée (à l'exception des franchises diplomatiques)	DAYNAC Maeva, DSD2, cheffe de la division surveillance MULE Christophe, IP1, adjoint à la cheffe de la division surveillance

NOTES EXPLICATIVES

La présente annexe reprend l'ensemble des DAI de la compétence des chefs de services déconcentrés (directeurs interrégionaux - ou directeurs régionaux dans les cas où cela est expressément signalé), regroupées selon le bureau de la direction générale réglementairement compétent.

La colonne **REF*** attribue un numéro dans l'ordre de présentation à chaque DAI et précise, lorsque la DAI est reprise dans le décret n° 97-1195 du 24 décembre 1997, l'article et le numéro, au sein de l'article, auquel la DAI considérée est reprise (par exemple, lorsque la référence indiquée est **6-5°**, cela signifie que la DAI est reprise au 5° de l'article 6 du décret n° 97-1195). En revanche, certaines DAI relevant notamment de la compétence des bureaux JCF1 et FID3 ne sont pas reprises dans le décret n° 97-1195 du 24 décembre 1997, mais sont reprises directement dans les annexes I et II du CGI (par exemple l'autorisation d'emploi d'alcool non dénaturé en franchise des droits pour les industries prévue à l'article 190 de l'annexe I au CGI). Pour ce qui concerne les DAI issues de l'annexe III (décrets simples) et de l'annexe IV (arrêtés) du CGI, elles ont été reprises à l'article 289 de l'annexe II au CGI afin d'établir la compétence du directeur interrégional en la matière. Elles sont donc référencées par leur seul numéro d'ordre de présentation.

Les en-têtes de tableaux correspondent aux grades et fonctions suivants :

- DR : directeur régional
- ADI : adjoint au directeur interrégional
- CP/SG : chef de pôle, secrétaire général d'une direction régionale ou interrégionale
- CC : comptable ou son adjoint
- CD : chef divisionnaire, ou son adjoint
- CS : chef de service dans une direction, notamment dans un bureau de douane, un service régional d'enquête ou un service viticulture, chef des services douaniers de surveillance ou son adjoint
- CISD : chef du centre interrégional de saisies des données, ou son adjoint
- CU : chef d'unité, ou son adjoint
- AG : agent des douanes affectés dans des services de la branche des OP/CO-AG ou de la branche de la surveillance, étant précisé dans la colonne la ou les catégories statutaires pouvant recevoir une délégation de signature

Les codes auxquels il est fait référence sont abrégés :

- CDU : code des douanes de l'Union
- RE : règlement d'exécution
- RD : règlement délégué

- CD : code des douanes
- CGI : code général des impôts
- LPF : livre des procédures fiscales
- CPI : code de la propriété intellectuelle

Les décisions ajoutées/modifiées par le décret n° 2022-893 du 15 juin 2022 (qui a modifié en dernier lieu le décret n° 97-1195 du 24 décembre 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles) sont surlignées en bleu, ainsi que les décisions éventuellement déplacées d'un tableau à l'autre.

RENOIS DU TABLEAU

- (1) Les décisions administratives individuelles figurant aux articles 302 H ter, 302 H quater et 319 du CGI, d'une part, et à l'article L.29 du LPF, d'autre part, ont été expressément attribuées par la loi au directeur régional des douanes et droits indirects. Toutefois, une fois entrées en vigueur, les dispositions réglementaires portant application du code sur les impositions et les biens et services, les articles 302 H ter et 302 H quater du CGI, seront définitivement abrogés [conformément aux dispositions des articles 10 (47°) et 38 (5°) de l'ordonnance n° 2021-1843 du 21 décembre 2021].
- (2) Dans le cadre de la déclaration simplifiée (article 166 du CDU), les autorités douanières peuvent accepter que la déclaration en douane ne comporte pas certaines des énonciations prévues ou ne soit pas accompagnée de certains documents. Deux cas sont possibles :
 - une autorisation délivrée par les autorités douanières est requise en cas de **demande de dédouanement en deux temps** (déclarations simplifiées suivies d'une déclaration complémentaire globale). La délivrance de cette autorisation, après audit des critères prévus à l'article 145 du RDC, peut être déléguée, outre au directeur régional, aux chefs de pôle et au secrétaire général de la direction régionale, au chef de service du bureau de douane ;
 - en cas de **procédure de soumission D48**, il s'agit d'une simple facilité qui n'est pas délivrée sur autorisation et ne nécessite pas d'audit. Son octroi peut être délégué, outre au directeur régional, aux chefs de pôle et au secrétaire général de la direction régionale, au chef de service du bureau de douane.
- (3) Si le demandeur n'est pas établi sur le territoire douanier visé à l'article 1^{er} du code des douanes (c'est-à-dire, s'il n'est pas établi en France), l'autorité douanière compétente est la direction interrégionale d'Île-de-France. L'octroi de la décision, dans ce cas, peut être délégué soit au directeur régional de Paris, aux chefs de pôle ou au secrétaire général de cette direction, soit au Service grands comptes.
- (4) S'agissant de la DAI n° 152 : remboursement de droits et taxes perçus et recouverts comme en matière de douane, le DI des Hauts de France est autorisé, dans le cadre de seuils qu'il définit, à déléguer sa signature - à certains agents placés sous son autorité et notamment au chef divisionnaire de la division de Lille - aux fins de signer les décisions de remboursement partiel de TICPE aux transporteurs européens après instruction des demandes par les services du ressort de la division précitée.
- (5) L'agrément au dédouanement centralisé national est prévu par l'arrêté du 9 mai 2016 relatif à l'agrément au dédouanement centralisé national en application de l'article 179, paragraphe 1, alinéa 2 du code des douanes de l'Union.
- (6) Article du CGI demeurant provisoirement en vigueur par la combinaison des dispositions des articles 10 et 38 de l'ordonnance n° 2021-1843 du 21 décembre 2021
- (7) Pour ce qui concerne la proposition de fermeture d'établissement dans le cadre de l'application de l'article 1825 du code général des impôts, les directeurs interrégionaux des douanes et droits indirects, d'une part, et, en Guyane, en Guadeloupe, à La Réunion et à Mayotte, les directeurs régionaux des douanes et droits indirects, d'autre part, sont autorisés à déléguer leur signature aux fonctionnaires placés sous leur autorité dans les limites et conditions précisées dans la présente annexe I et dans l'annexe II de la décision de délégation de signature de la directrice générale.

ANNEXE I – D 1

ANNEXE I – D1 DÉLÉGATION DES DÉCISIONS ADMINISTRATIVES INDIVIDUELLES AU NIVEAU DU BUREAU DE DOUANE DE PARIS PRINCIPAL⁽²⁾, DIVISION DES OPÉRATIONS COMMERCIALES, DIRECTION RÉGIONALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS DE PARIS

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature du directeur interrégional des douanes et droits indirects d'Île-de-France

BUREAU RÉSEAU 2

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
5-II-1° 1	Article 76-2 du code des douanes (CD)	Autorisation de circulation des marchandises sur les routes visées à l'article 76-1 du code des douanes, pendant leurs heures de fermeture	Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2 ^e catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1 ^{ère} classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL.

BUREAU FIN 3

5-II-15° 2	Article 114 § 1 bis et article 120 § 3 du code des douanes.	Décisions relatives aux demandes de dispense de caution garantissant les droits et taxes encourus	Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2 ^e catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1 ^{ère} classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL. ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2 ^e classe, chef du pôle « contrôles ». Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ». Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur. Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse Fabrice MICHELET, contrôleur de 1 ^{ère} classe, vérificateur. Anne-Gaëlle FORIER, contrôlease de 2 ^e classe, vérificatrice Constance PIRLOT, contrôlease de 2 ^e classe, vérificatrice. Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2 ^e classe, vérificateur. Florence GRUCHET, contrôlease de 1 ^{ère} classe, vérificatrice. André BRANDT, contrôleur de 1 ^{ère} classe, vérificateur. Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôlease principale, vérificatrice. Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2 ^e classe, cellule « régimes privilégiés » Benoît BILLY, contrôleur de 1 ^{ère} classe, vérificateur. Lou QUITTÉ, contrôlease de 2 ^e classe, vérificatrice
-------------------	---	---	--

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
5-II-19° 3	Article 390 <i>ter</i> du code des douanes.	Décision d'octroi des remises totales ou partielles des sommes dues au titre de l'intérêt de retard mentionné à l'article 440 <i>bis</i> du code des douanes ainsi que des majorations prévues par le code des douanes	Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL. ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ». Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ». Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur. Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse
5-I-111° 4	Articles 89 paragraphe 5, 95 paragraphes 2 et 3 du code des douanes de l'Union et article 84 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446	Autorisation de garantie globale, et le cas échéant, réduite en montant	Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL. ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ». Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ». Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur. Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Anne-Gaëlle FORIER, contrôlease de 2° classe, vérificatrice Constance PIRLOT, contrôlease de 2° classe, vérificatrice. Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur. Florence GRUCHET, contrôlease de 1° classe, vérificatrice. André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôlease principale, vérificatrice. Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Lou QUITTÉ, contrôlease de 2° classe, vérificatrice

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégué de signature (
<p>5-I-113° 5</p>	<p>Article 89 paragraphe 3 du code des douanes de l'Union</p>	<p>Constitution de la garantie par un tiers</p>	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL.</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôlease de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôlease de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôlease de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôlease principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Lou QUITTÉ, contrôlease de 2° classe, vérificatrice</p>
<p>5-I-114° 6</p>	<p>Articles 90 et 91 du code des douanes de l'Union et 148, 149, 155 et 158 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447</p>	<p>Fixation du montant de la garantie</p>	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL.</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôlease de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôlease de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôlease de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôlease principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Lou QUITTÉ, contrôlease de 2° classe, vérificatrice</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
5-I-118° 10	Article 112 du code des douanes de l'Union	Octroi de facilités de paiement	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL.</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôleuse de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôleuse principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Lou QUITTÉ, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice</p>
5-I-119° 11	Articles 110 et 111 du code des douanes de l'Union	Report de paiement	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL.</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôleuse de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôleuse principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Lou QUITTÉ, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
5-I-120° 12	Article 114 du code des douanes de l'Union	Décision de non application de l'intérêt de retard ou remise de l'intérêt de retard précédemment appliqué	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL.</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôleuse de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôleuse principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Lou QUITTÉ, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice</p>
13	Articles R*208-3 et L.208 du livre des procédures fiscales (LPF)	Décision de remboursement à un contribuable, en application de l'article L.208 du livre des procédures fiscales, des frais qu'il a exposés pour constituer les garanties	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL.</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôleuse de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôleuse principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Lou QUITTÉ, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
Bureau COMINT 1			
5-I-50° 21	Articles 166 paragraphe 2 du code des douanes de l'Union et 145 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446 ;	Décisions relatives à l'autorisation de déclaration simplifiée	Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL.
5-I-51° 22	Article 182 paragraphe 1 du code des douanes de l'Union, de l'article 150 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446 et de l'article 234 paragraphe 2 du règlement d'exécution	Décisions relatives à l'autorisation d'inscription dans les écritures du déclarant sans dispense de présentation des marchandises	Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL.
5-I-52° 23	Article 182 paragraphes 1 et 3 du code des douanes de l'Union, de l'article 150 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446 et des articles 231 paragraphe 3 et 234 paragraphe 2 du règlement d'exécution	Décisions relatives à l'autorisation d'inscription dans les écritures du déclarant, avec dispense de présentation des marchandises,	Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL.
5-I-53° 24	Article 167 paragraphe 3 du code des douanes de l'Union	Décisions relatives à l'autorisation de dispense de dépôt d'une déclaration complémentaire	Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL.
5-I-56° 27	Article 18 du code des douanes de l'Union et de l'arrêté du 13 avril 2016	Décisions relatives à l'enregistrement d'un représentant en douane	Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL.

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
5-I-57° 28	Article 130 du code des douanes de l'Union	Autorisation de dépôt de la déclaration en douane ou d'une déclaration de dépôt temporaire valant déclaration sommaire d'entrée dans un bureau de douane d'importation différent du bureau de douane d'entrée,	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôleuse de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôleuse principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Gracia TAÍMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture.</p> <p>Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
5-I-58° 29	Article 173 du code des douanes de l'Union	Décision de rectification des énonciations de la déclaration en douane avant et après bon à enlever	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôlease de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôlease de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôlease de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôlease principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Gracia TAÍMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture.</p> <p>Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
5-I-59° 30	Articles 174, 175 et 198 paragraphe 2 du code des douanes de l'Union et de l'article 148 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446	Invalidation d'une déclaration en douane et autorisations liées à cette invalidation	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures »</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôlease de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôlease de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôlease de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôlease principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Gracia TAÍMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture.</p> <p>Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
5-I-61° 31	Article 332 paragraphes 3 et 4 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Opposition à la sortie des marchandises excédentaires de nature différente à celles déclarées sans dépôt d'une déclaration d'exportation ou de réexportation	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôleuse de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôleuse principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Gracia TAÍMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture.</p> <p>Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du déléataire de signature (
5-I-61° bis 32	Article 332 paragraphe 4 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Opposition à la sortie des marchandises de nature différente de celles déclarées pour l'exportation	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôlease de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôlease de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôlease de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôlease principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Gracia TAÍMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture.</p> <p>Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégué de signature (
5-I-62° 33	Article 271 paragraphe 1 du code des douanes de l'Union	Autorisation de dépôt d'une déclaration sommaire de sortie dans un autre bureau que le bureau de sortie lorsque la voie électronique est utilisée	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôlease de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôlease de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôlease de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôlease principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Gracia TAÍMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture.</p> <p>Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégué de signature (
5-I-63° 34	Article 271 paragraphe 4 du code des douanes de l'Union	Autorisation de dépôt d'une notification de sortie en lieu et place de la déclaration sommaire de sortie	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôlease de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôlease de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôlease de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôlease principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Gracia TAÍMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture.</p> <p>Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégué de signature (
5-I-64° 35	Article 272 du code des douanes de l'Union	Autorisation de rectification ou d'invalidation de la déclaration sommaire de sortie	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôlease de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôlease de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôlease de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôlease principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Gracia TAÍMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture.</p> <p>Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
5-I-65° 36	Article 275 du code des douanes de l'Union	Autorisation de rectification ou d'invalidation de la notification de réexportation	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôlease de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôlease de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôlease de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôlease principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Gracia TAÍMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture.</p> <p>Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégué de signature (
5-I-66° 37	Article 139 paragraphe 7 du code des douanes de l'Union	Autorisation d'enlever des marchandises présentées en douane de l'endroit où elles étaient initialement placées	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôleuse de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôleuse principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Gracia TAÍMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture.</p> <p>Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du déléataire de signature (
5-I-67° 38	Article 9 du code des douanes de l'Union et des articles 5 et 6 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446	Octroi du numéro d'enregistrement et d'identification des opérateurs économiques, par la voie électronique ou par d'autres moyens	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôlease de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôlease de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôlease de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôlease principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Gracia TAÍMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture.</p> <p>Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégué de signature (
5-I-67° bis 39	Article 9 du code des douanes de l'Union et article 7 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446	Invalidation du numéro d'enregistrement et d'identification des opérateurs économiques, par la voie électronique ou par d'autres moyens	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôleuse de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôleuse principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Gracia TAÍMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture.</p> <p>Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
5-I-68° 40	Article 147 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446 ;	Allongement du délai de dépôt des pièces justificatives dans le cas de déclarations complémentaires	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôlease de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôlease de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôlease de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôlease principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Gracia TAÍMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture.</p> <p>Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
5-I-69° 41	Article 170 du code des douanes de l'Union ;	Autorisation de déposer occasionnellement une déclaration en douane lorsque l'opérateur n'est pas établi sur le territoire douanier de l'Union	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôlease de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôlease de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôlease de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôlease principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Gracia TAÍMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture.</p> <p>Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
5-I-70° 42	Article 115 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446 ;	Agrément des locaux pour les opérations avant le dédouanement et pour les opérations de dédouanement	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôlease de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôlease de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôlease de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôlease principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Gracia TAÍMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture.</p> <p>Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégué de signature (
5-I-72° 43	Article 129 du code des douanes de l'Union et 188 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Autorisation de rectification ou d'invalidation de la déclaration sommaire d'entrée	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôlease de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôlease de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôlease de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôlease principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Gracia TAÍMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture.</p> <p>Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
5-I-73° 44	Article 140 du code des douanes de l'Union	Autorisation de déchargement ou de transbordement	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôlease de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôlease de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôlease de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôlease principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Gracia TAÏMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture.</p> <p>Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégué de signature (
5-I-74° 45	Article 146 du code des douanes de l'Union	Autorisation de rectification ou d'invalidation d'une déclaration de dépôt temporaire	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôlease de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôlease de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôlease de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôlease principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Gracia TAÍMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture.</p> <p>Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégué de signature (
5-I-75° 46	Article 134 paragraphe 2 du code des douanes de l'Union	Autorisation d'examen ou d'échantillonnage des marchandises faisant l'objet de surveillance douanière	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôlease de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôlease de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôlease de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôlease principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Gracia TAÍMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture.</p> <p>Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
5-I-76° 47	Article 148 du code des douanes de l'Union	Décisions relatives à une autorisation d'exploitation d'installation de stockage temporaire située sur le territoire français	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôlease de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôlease de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôlease de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôlease principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Gracia TAÍMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture.</p> <p>Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
5-I-77° 48	Article 148 paragraphe 5 du code des douanes de l'Union et de l'article 193 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Autorisation de transfert entre installations de stockage temporaire situées sur le territoire français	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôleuse de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôleuse principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Gracia TAÍMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture.</p> <p>Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule \$ « régimes privilégiés »</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégué de signature (
5-I-78° 49	Article 148 paragraphe 6 du code des douanes de l'Union	Autorisation d'entreposage des marchandises de l'Union dans une installation de stockage temporaire	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôlease de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôlease de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôlease de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôlease principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Gracia TAÍMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture.</p> <p>Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du déléataire de signature (
5-I-82° 53	Articles 296 à 303 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Décisions relatives au traitement de la déclaration de transit au bureau de départ	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôlease de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôlease de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôlease de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôlease principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Gracia TAÍMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture.</p> <p>Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
5-I-83° 54	Article 305 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Décisions relatives à la poursuite de l'opération de transit en cas d'incident en cours de route	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôlease de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôlease de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôlease de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôlease principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Gracia TAÏMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture.</p> <p>Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
5-I-84° 55	Article 304 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Décisions relatives à l'inspection des marchandises au bureau de passage	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôlease de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôlease de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôlease de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôlease principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Gracia TAÍMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture.</p> <p>Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »</p>
5-I-85° 56	Articles 306 et 312 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Décisions relatives aux formalités accomplies à destination, à la possibilité d'autoriser la présentation des marchandises en dehors des heures d'ouverture officielles du bureau dans un autre lieu, à l'appréciation du retard non imputable au titulaire du régime ou au transporteur et aux preuves alternatives	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
5-I-86° 57	Article 291 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Décisions relatives à l'application de la procédure de secours, à l'utilisation de listes de chargement spéciales, de scellés d'un modèle spécial, de dispense d'itinéraire contraignant, du statut expéditeur agréé, de dispense de signature des déclarations, du statut de destinataire agréé	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôlease de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôlease de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôlease de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôlease principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Gracia TAÏMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture.</p> <p>Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »</p>
5-I-87° 58	Articles 233 paragraphe 4 a) et b) du code des douanes de l'Union, 192, 193, 194 et 195 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446 et 15 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447 ;	Décisions relatives aux autorisations d'expéditeur agréé et de destinataire agréé en matière de transit de l'Union	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Colette GUILLAUME, contrôlease principale au bureau de Paris principal.</p> <p>Johanna HAIMEZ, contrôlease de 2° classe au bureau de Paris principal.</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
5-I-88° 59	Articles 233 paragraphe 4 c) du code des douanes de l'Union et 197 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446	Décisions relatives à l'autorisation d'utilisation de scellés d'un modèle spécial	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôlease de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôlease de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôlease de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôlease principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Gracia TAÍMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture.</p> <p>Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
5-I-88° bis 60	Article 233 § 4 e) du code des douanes de l'Union et de l'article 200 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446	Autorisation d'utilisation d'un document électronique de transport en tant que déclaration en douane en vue du placement des marchandises sous le régime du transit de l'Union	Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ». Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ». Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur. Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Anne-Gaëlle FORIER, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice Constance PIRLOT, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice. Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur. Florence GRUCHET, contrôleuse de 1° classe, vérificatrice. André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôleuse principale, vérificatrice. Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur. Gracia TAÍMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture. Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture. Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture. Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »
5-I-89° 61	Articles 233 paragraphe 4 d) du code des douanes de l'Union européenne, 198 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446 et 15 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447 ;	Décisions relatives à l'autorisation d'utiliser une déclaration de transit assortie d'exigences réduites en matière de données lors du transport de marchandises par chemin de fer et transport de marchandises par voie aérienne et maritime lorsqu'un document de transport électronique n'est pas utilisé en tant que déclaration de transit	Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL
5-I-90° 62	Articles 186 et 187 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446 ;	Décisions relatives au statut de destinataire agréé dans le cadre du régime de transit « transport international routier »	Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ». Colette GUILLAUME, contrôleuse principale au bureau de Paris principal. Johanna HAIMEZ, contrôleuse de 2° classe au bureau de Paris principal.

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégué de signature (
5-I-91° 63	Article 275 du règlement d'exécution UE) n° 2015/2447	Décision tendant à imposer un itinéraire économiquement justifié aux marchandises placées sous le régime de transit « transport international routier »	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôlease de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôlease de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôlease de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôlease principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Gracia TAÍMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture.</p> <p>Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du déléataire de signature (
5-I-92° 64	Articles 199 à 203 et 207 du règlement d'exécution UE) n° 2015/2447	Visa des documents utilisés aux fins de preuve du statut douanier de l'Union des marchandises, et authentification du sigle T2L/T2LF apposé sur les carnets TIR, les carnets ATA et les formulaires 302,	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôlease de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôlease de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôlease de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôlease principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Gracia TAÍMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture.</p> <p>Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
5-I-93° 65	Article 199 du règlement d'exécution UE) n° 2015/2447	Visa <i>a posteriori</i> des documents utilisés aux fins de preuve du statut de l'Union des marchandises	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôlease de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôlease de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôlease de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôlease principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Gracia TAÍMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture.</p> <p>Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégué de signature (
5-I-94° 66	Article 204 du règlement d'exécution UE) n° 2015/2447	Autorisation d'utiliser le manifeste visé à l'article 199 paragraphe 2 comme justificatif du statut douanier des marchandises	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôleuse de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôleuse principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Gracia TAÍMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture.</p> <p>Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »</p>
5-I-95° 67	Article 128 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446	Décisions relatives à l'autorisation d'émetteur agréé	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
5-I-96° 68	Article 123 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446	Allongement de la durée de validité d'un document T2L ou T2LF ou d'un manifeste douanier des marchandises	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôlease de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôlease de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôlease de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôlease principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Gracia TAÍMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture.</p> <p>Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
5-I-97° 69	Article 205 paragraphe 2 du règlement d'exécution UE) n° 2015/2447	Visa d'un document T2L ou T2LF pour les voyageurs	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôlease de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôlease de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôlease de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôlease principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Gracia TAÏMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture.</p> <p>Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »</p>
5-I-99° 71	Articles 211, 214, 215 à 223 et 255 à 258 du code des douanes de l'Union, 161 à 164, 166 à 170, 171, 172 à 181, 183, 240 et 241 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446 et 259 à 269, 271 du règlement d'exécution UE) n° 2015/2447	Décisions liées au régime du perfectionnement actif lorsque plusieurs États-membres de l'Union européenne sont concernés	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p>
5-I-100° 72	Articles 211, 214, 215, 218 à 223 et 255 à 258 du code des douanes de l'Union, 161 à 164, 166 à 181, 183 et 240 à 241 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446 et 259 à 269, 271 du règlement d'exécution UE) n° 2015/2447	Décisions liées au régime du perfectionnement actif lorsque seule la France est concernée	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
5-I-101° 73	Articles 211, 214, 215, 218 à 223, 255, 259 à 262 du code des douanes, 75, 161 à 164, 166, 169, 171, 172 à 174, 176 à 181, 183, 240, 242 à 243, du règlement délégué (UE) n° 2015/2446 et 259 à 264, 266 à 269, 271 du règlement d'exécution UE) n° 2015/2447	Décisions liées au régime du perfectionnement passif lorsque plusieurs États-membres de l'Union européenne sont concernés	Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL
5-I-102° 74	Articles 211, 214, 215, 218, à 223, 255, 259 à 262 du code des douanes de l'Union, 75, 161 à 164, 166, 169, 171 à 174, 176 à 181, 183, 240, 242 à 243 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446 et 259 à 264, 266 à 269, 271 du règlement d'exécution UE) n° 2015/2447	Décisions liées au régime du perfectionnement passif lorsque seule la France est concernée	Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL
5-I-103° 75	Articles, 211, 214, 215, 218 à 223 et 254 du code des douanes de l'Union, des articles 161 à 164, 166, 169, 171, 172 à 175, 177 à 180, 183 et 239 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446 et 1, 2, 8 à 15, 259 à 269 du règlement d'exécution UE) n° 2015/2447	Décisions liées au régime de la destination particulière lorsque plusieurs États-membres de l'Union européenne sont concernés,	Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL
5-I-104° 76	Articles 211, 214, 215, 218 à 223 et 254 du code des douanes de l'Union, 161 à 164, 166, 169, 171 à 175, 177 à 180, 183 et 239 du règlement délégué UE) n° 2015/2446 et 259 à 269 du règlement d'exécution UE) n° 2015/2447	Décisions liées au régime de la destination particulière lorsque seule la France est concernée	Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL
5-I-105° 77	Articles 211, 214, 215, 218 à 223, 237 à 242 du code des douanes de l'Union, 161 à 164, 166, 169, 171, 172 à 174, 177 à 180, 183 et 201 à 203 du règlement délégué UE) n° 2015/2446 et 259 à 264, 266 à 269 du règlement d'exécution UE) n° 2015/2447	Décisions liées au régime de l'entrepôt douanier lorsque plusieurs États-membres de l'Union européenne sont concernés	Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
<p>5-I-106°</p> <p>78</p>	<p>Articles 211, 214, 215, 218 à 223, 237 à 242 du code des douanes de l'Union, 161 à 164, 166, 169, 171 à 174, 177 à 180, 183 et 201 à 203 du règlement délégué UE) n° 2015/2446 et 1, 2, 8 à 15, 259 à 264, 266 à 269 du règlement d'exécution UE) n° 2015/2447</p>	<p>Décisions liées au régime de l'entrepôt douanier lorsque seule la France est concernée</p>	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p>
<p>5-I-107°</p> <p>79</p>	<p>Articles 211, 214, 215, 218 à 223 et 250 à 252 du code des douanes de l'Union, 161 à 166, 169, 171, 172 à 174, 177 à 180, 183 et 204 à 238 du règlement délégué UE) n° 2015/2446 et 8 à 15, 258 à 264, 266 à 270, 322 à 323 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447</p>	<p>Décisions liées au régime de l'admission temporaire lorsque plusieurs États-membres de l'Union européenne sont concernés</p>	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p>
<p>5-I-108°</p> <p>80</p>	<p>Articles 211, 214, 215, 218 à 223, 250 à 253 du code des douanes de l'Union, 161 à 166, 169, 171 à 174, 177 à 180, 183 et 204 à 238 du règlement délégué UE) n° 2015/2446 et 258 à 264, 266 à 270, 322 à 323 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447</p>	<p>Décisions liées au régime de l'admission temporaire lorsque seule la France est concernée,</p>	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
<p>5-I-109° 81</p>	<p>Articles 85 à 87, 203 à 205 du code des douanes de l'Union, des articles 158 à 160 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446 et des articles 253 à 256 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447</p>	<p>Autorisation de bénéficier d'une exonération de droits au titre des marchandises en retour,</p>	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôleuse de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôleuse principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Gracia TAÍMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture.</p> <p>Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »</p>
<p>10-1 bis 82</p>	<p>Articles 12 et 13 et annexes 3 et 7 de la convention relative au transport international de marchandises sous le couvert de camets TIR du 14 novembre 1975</p>	<p>Agrément des véhicules routiers et des conteneurs pouvant être admis au transport international sous scellement douanier</p>	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
5-I-121° 83	Article 199 du code des douanes de l'Union et de l'article 249 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Autorisation du titulaire du régime ou du détenteur d'abandonner à l'État des marchandises non Union ou sous destination particulière	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôleuse de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôleuse principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Gracia TAÍMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture.</p> <p>Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »</p>
5-I-124° 86	Article 120 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446	Autorisation d'établissement d'une ligne maritime régulière	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p>
5-I-125° 87	Article 148 du code des douanes de l'Union et article 191 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Autorisation d'exploitation des installations de stockage temporaire	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
5-I-126° 88	4° de l'article 24 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446	Autorisation, pour un opérateur économique agréé de soumettre les marchandises au contrôle dans un lieu autre que celui où elles doivent être présentées en douane	Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ». Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ». Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur. Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse
5-I-127° 89	8° de l'article 127 du code des douanes de l'Union	Autorisation, en remplacement du dépôt d'une déclaration sommaire d'entrée, du dépôt d'une notification et de l'accès aux énonciations figurant dans la déclaration sommaire d'entrée se trouvant dans le système informatique de l'opérateur économique	Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ». Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ». Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur. Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse
5-I-128° 90	2° de l'article 192 du code des douanes de l'Union	Autorisation d'enlever ou détruire les moyens d'identification	Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ». Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ». Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur. Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse
5-I-129° 91	Article 147 du code des douanes de l'Union	Agrément de lieux aux fins du dépôt temporaire	Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ». Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ». Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur. Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse
5-I-130° 92	Article 7 bis du règlement délégué (UE) n° 2015/2446	Autorisation d'utilisation de moyens autres que des procédés informatiques de traitement des données aux fins des demandes et décisions pour lesquelles les exigences applicables en matière de données ne figurent pas à l'annexe A du règlement délégué (UE) n° 2015/2446, ainsi que pour toute demande et tout acte ultérieurs relatifs à la gestion de ces décisions	Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ». Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ». Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur. Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
5-I-131° 93	Article 11 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446	Acceptation d'une demande de décision relative à l'application de la législation douanière	Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ». Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ». Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur. Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse
10 quater 1° 94	Article 6 de la convention relative à un régime de transit commun du 20 mai 1987.	Octroi, pour la partie française, de procédures simplifiées de transit par voie d'arrangements bilatéraux ou multilatéraux applicables à certains trafics ou entreprises déterminées, auprès de bureaux de douane situés dans le ressort d'une ou de plusieurs directions interrégionales des douanes et droits indirects. <i>(Lorsque la décision concerne plusieurs directions interrégionales, est compétent le directeur interrégional des douanes et droits indirects ou, en Guyane, en Guadeloupe, à La Réunion et à Mayotte, le directeur régional des douanes et droits indirects du lieu du domicile du demandeur ou du lieu où le demandeur a son siège)</i>	Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ». Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ». Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur. Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse
10 quater 2° 95	Article 6 § 1 de la Convention douanière de Genève relative au transport international de marchandises, sous le couvert de carnets TIR, du 14 novembre 1975	Habilitation des associations à délivrer des carnets TIR et à se porter caution	Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ». Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ». Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur. Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse
10 quater 3° 96	Convention douanière de Genève relative au transport international de marchandises, sous le couvert de carnets TIR, du 14 novembre 1975	Habilitation des personnes physiques et morales à utiliser des carnets TIR	Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ». Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ». Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur. Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse

Bureau COMINT 3

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
5-I-1° 97	Article 176 paragraphe 4 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Autorisation d'accomplir des formalités douanières auxquelles est subordonné le remboursement ou la remise de droits,	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL.</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures »</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôleuse de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôleuse principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés »</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p>
5-I-2° 98	Article 177 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Fixation d'un délai pour l'accomplissement des formalités auxquelles est subordonné le remboursement ou la remise des droits	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL.</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôleuse de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôleuse principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés »</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
5-I-3° 99	Article 116 du code des douanes de l'Union	Décisions liées au remboursement ou à la remise de droits autres que celles relevant de la compétence du ministre chargé de la douane	Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ». Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ». Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur. Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse
5-I-4° 100	Article 116 du code des douanes de l'Union européenne et des articles 13 et 97 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446	Prorogation du délai de prise de décision relative au remboursement ou à la remise des droits	Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ». Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ». Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur. Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse
5-I-5° 101	Article 64 paragraphes 2, 4 et 5 du code des douanes de l'Union européenne	Décisions prises en vertu des dispositions prévues dans les accords conclus, d'une part, par l'Union européenne avec certains pays ou territoires ou groupes de pays ou de territoires situés hors du territoire douanier de l'Union ou d'autre part, des dispositifs préférentiels mis en place en faveur des pays et territoires d'outre-mer associés à l'Union européenne, ainsi que Ceuta et Melilla	Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ». Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ». Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur. Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Anne-Gaëlle FORIER, contrôlease de 2° classe, vérificatrice Constance PIRLOT, contrôlease de 2° classe, vérificatrice. Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur. Florence GRUCHET, contrôlease de 1° classe, vérificatrice. André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôlease principale, vérificatrice. Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur. Gracia TAÏMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture. Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture. Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture. Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
5-I-6° 102	Article 61 paragraphe 3 du code des douanes de l'Union	Délivrance, lorsque les échanges commerciaux l'exigent, d'un document prouvant l'origine non préférentielle en conformité avec les règles d'origine non préférentielle en vigueur dans le pays ou territoire de destination ou selon toute autre méthode permettant d'identifier le pays dans lequel les marchandises ont été entièrement obtenues ou ont subi une dernière transformation substantielle	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôleuse de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôleuse principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Gracia TAÍMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture.</p> <p>CASNAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »</p>
5-I-7° 103	Article 58 paragraphe 2 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Décision de refus d'utiliser le régime particulier d'importation non préférentiel lorsqu'un pays tiers n'envoie pas à la Commission les informations visées au paragraphe 1 de l'article 58 du règlement d'exécution	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL.</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôleuse de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôleuse principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés »</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
5-I-8° 104	Article 59 paragraphe 3 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Décision de refus d'utiliser le régime particulier non préférentiel pour les produits visés par une demande de contrôle <i>a posteriori</i> restée sans réponse dans les six mois qui suivent son envoi	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL.</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôlease de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôlease de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôlease de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôlease principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés »</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégué de signature (
5-I-9° 105	Article 64 paragraphes 2 et 3 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Délivrance, à la demande du fournisseur, du certificat d'information INF 4 par les autorités douanières de l'Etat membre dans lequel la déclaration du fournisseur a été établie à l'aide du formulaire figurant à l'annexe 22-02, dans le respect des spécifications techniques qui y sont énoncées	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôleuse de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôleuse principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Gracia TAÍMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture.</p> <p>Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
5-I-10° 106	Article 66 paragraphe 5 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Invalidation de la preuve d'origine établie sur la base de la déclaration du fournisseur faute de réponse à l'expiration d'un délai de 150 jours à compter de la date de demande de vérification ou si la réponse ne contient pas de renseignements suffisants pour déterminer l'origine des produits concernés,	Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ». Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ». Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur. Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Anne-Gaëlle FORIER, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice Constance PIRLOT, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice. Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur. Florence GRUCHET, contrôleuse de 1° classe, vérificatrice. André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôleuse principale, vérificatrice. Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur. Gracia TAÏMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture. Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture. Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture. Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »
5-I-11° 107	Articles 67 et 120 paragraphe 2 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Décisions liées à l'autorisation d'exportateur agréé aux personnes qui remplissent les conditions fixées dans les dispositions concernant l'origine figurant soit dans des accords conclus par l'Union avec certains pays ou territoires situés hors du territoire douanier de l'Union, soit dans des mesures arrêtées unilatéralement par l'Union pour ces pays ou territoires	Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ». Colette GUILLAUME, contrôleuse principale au bureau de Paris principal. Johanna HAIMEZ, contrôleuse de 2° classe au bureau de Paris principal.
5-I-12° 108	Article 68 paragraphe 1 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Attribution du numéro d'exportateur enregistré lorsque l'Union a convenu d'un régime préférentiel avec un pays tiers qui prévoit qu'un document relatif à l'origine peut être rempli par un exportateur conformément à la législation pertinente de l'Union	Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ». Colette GUILLAUME, contrôleuse principale au bureau de Paris principal. Johanna HAIMEZ, contrôleuse de 2° classe au bureau de Paris principal.

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
5-I-16° 109	Article 69 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Délivrance d'une preuve de l'origine de remplacement sous la forme d'un certificat de circulation EUR.1 délivré par le bureau de douane sous le contrôle duquel les produits sont placés	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à -PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôleuse de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôleuse principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Gracia TAÏMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture.</p> <p>Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
<p>5-I-17°</p> <p>110</p>	<p>Articles 77 paragraphe 1 et 85 paragraphe 2 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447</p>	<p>Délivrance d'un certificat de circulation des marchandises EUR.1, au moyen du formulaire figurant à l'annexe 22-10 du règlement d'exécution comme preuve du caractère originaire de l'Union aux fins du cumul bilatéral dans le cadre du schéma des préférences généralisées</p>	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôleuse de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôleuse principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Gracia TAÍMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture.</p> <p>Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »</p>
<p>5-I-19°</p> <p>111</p>	<p>Articles 80 paragraphe 2 et 86 paragraphe 4 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447</p>	<p>Attribution par les autorités douanières des États-membres du numéro d'exportateur enregistré à l'exportateur, en vue du cumul bilatéral, ou, le cas échéant, au ré-expéditeur des marchandises lorsqu'il a présenté une demande complète dans le cadre du schéma des préférences généralisées</p>	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à -PRINCIPAL</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Colette GUILLAUME, contrôleuse principale au bureau de Paris principal.</p> <p>Johanna HAIMEZ, contrôleuse de 2° classe au bureau de Paris principal.</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
5-I-20° 112	Articles 85 paragraphe 3 et 95 paragraphe 1 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Délivrance des certificats d'origine "formule A" de remplacement à la demande des exportateurs ou ré-expéditeurs de marchandises qui ne sont pas encore enregistrés pour l'envoi en Norvège ou en Suisse de l'ensemble ou d'une partie de produits originaires qui n'ont pas encore été mis en libre pratique et sont placés sous le contrôle du bureau de douane d'un Etat membre dans le cadre du schéma des préférences généralisées	Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ». Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ». Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur. Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Anne-Gaëlle FORIER, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice Constance PIRLOT, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice. Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur. Florence GRUCHET, contrôleuse de 1° classe, vérificatrice. André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôleuse principale, vérificatrice. Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur. Gracia TAÏMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture. Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture. Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture. Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »
5-I-21° 113	Article 89 paragraphes 3 et 4 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Révocation de l'enregistrement de l'exportateur enregistré	Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ». Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ». Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur. Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse
5-I-22° 114	Article 89 paragraphe 8 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Annulation de la révocation de l'enregistrement de l'exportateur enregistré dans le cadre du schéma des préférences généralisées	Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ». Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ». Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur. Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
5-I-23° 115	Article 89 paragraphe 9 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Ré-enregistrement d'un exportateur dont l'enregistrement a été révoqué	Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ». Colette GUILLAUME, contrôlease principale au bureau de Paris principal. Johanna HAIMEZ, contrôlease de 2° classe au bureau de Paris principal.
5-I-24° 116	Article 94 paragraphe 2 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Acceptation des certificats d'origine "formule A" et des déclarations d'origine sur facture présentées tardivement dans le cadre du schéma des préférences généralisées	Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ». Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ». Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur. Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Anne-Gaëlle FORIER, contrôlease de 2° classe, vérificatrice Constance PIRLOT, contrôlease de 2° classe, vérificatrice. Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur. Florence GRUCHET, contrôlease de 1° classe, vérificatrice. André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôlease principale, vérificatrice. Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur. Gracia TAÏMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture. Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture. Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture. Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
5-I-25° 117	Article 96 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Autorisation de présentation d'une seule preuve de l'origine en cas d'envois échelonnés dans le cadre du schéma des préférences généralisées ou réguliers	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôleuse de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôleuse principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Gracia TAÏMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture.</p> <p>Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
5-I-26° 118	Article 97 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Octroi du bénéfice du régime préférentiel sans certificat "formule A" pour les petits envois non commerciaux dans le cadre du schéma des préférences généralisées	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôleuse de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôleuse principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Gracia TAÏMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture.</p> <p>Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
5-I-27° 119	Article 103 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Octroi du régime préférentiel sans attestation d'origine pour les petits envois non commerciaux dans le cadre du schéma des préférences généralisées	Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL Hélène LALOY, ins° classe, chef du pôle « contrôles ». Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Anne-Gaëlle FORIER, contrôlease de 2° classe, vérificatrice Constance PIRLOT, contrôlease de 2° classe, vérificatrice. Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur. Florence GRUCHET, contrôlease de 1° classe, vérificatrice. André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôlease principale, vérificatrice. Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur. Gracia TAÏMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture. Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture. Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture. Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »
5-I-28° 120	Article 104 paragraphe 4 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447 ;	Acceptation des attestations d'origine présentées tardivement dans le cadre du schéma des préférences généralisées	Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ». Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ». Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur. Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Anne-Gaëlle FORIER, contrôlease de 2° classe, vérificatrice Constance PIRLOT, contrôlease de 2° classe, vérificatrice. Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur. Florence GRUCHET, contrôlease de 1° classe, vérificatrice. André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés » Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôlease principale, vérificatrice.

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
5-I-29° 121	Articles 99 paragraphe 3 et 105 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Autorisation d'envois échelonnés	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôlease de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôlease de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôlease de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés »</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôlease principale, vérificatrice.</p>
5-I-30° 122	Article 106 du règlement d'exécution(UE) n° 2015/2447	Décision de suspension de la préférence tarifaire et mise en place d'une garantie dans le cadre du schéma des préférences généralisées	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôlease de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôlease de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôlease de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés »</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôlease principale, vérificatrice.</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
5-I-31° 123	Articles 107 et 109 du règlement d'exécution(UE) n° 2015/2447	Refus d'octroyer la préférence tarifaire dans le cadre du schéma des préférences généralisées	Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ». Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ». Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur. Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Anne-Gaëlle FORIER, contrôlease de 2° classe, vérificatrice Constance PIRLOT, contrôlease de 2° classe, vérificatrice. Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur. Florence GRUCHET, contrôlease de 1° classe, vérificatrice. André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés » Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôlease principale, vérificatrice.
5-I-32° 124	Article 114 paragraphe 5 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Délivrance du certificat de circulation des marchandises EUR.1 dans le cadre des mesures tarifaires préférentielles arrêtées unilatéralement par l'Union pour certains pays ou territoires	Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ». Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ». Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur. Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Anne-Gaëlle FORIER, contrôlease de 2° classe, vérificatrice Constance PIRLOT, contrôlease de 2° classe, vérificatrice. Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur. Florence GRUCHET, contrôlease de 1° classe, vérificatrice. André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés » Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôlease principale, vérificatrice.

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
5-I-33° 125	Article 116 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Demande de traduction ou de déclaration conjointe aux certificats d'origine dans le cadre des mesures tarifaires préférentielles arrêtées unilatéralement par l'Union pour certains pays ou territoires	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôlease de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôlease de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôlease de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôlease principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Gracia TAÏMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture.</p> <p>Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
5-I-34° 126	Article 117 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Délivrance du certificat de circulation des marchandises EUR.1 <i>a posteriori</i> dans le cadre des mesures tarifaires préférentielles arrêtées unilatéralement par l'Union pour certains pays ou territoires	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôleuse de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôleuse principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Gracia TAÏMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture.</p> <p>Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
5-I-35° 127	Article 118 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Délivrance d'un duplicata du certificat de circulation des marchandises EUR.1 dans le cadre des mesures tarifaires préférentielles arrêtées unilatéralement par l'Union pour certains pays ou territoires	Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ». Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ». Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur. Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Anne-Gaëlle FORIER, contrôlease de 2° classe, vérificatrice Constance PIRLOT, contrôlease de 2° classe, vérificatrice. Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur. Florence GRUCHET, contrôlease de 1° classe, vérificatrice. André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôlease principale, vérificatrice. Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur. Gracia TAÏMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture. Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture. Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »
5-I-36° 128	Article 120 paragraphe 5 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Révocation du statut d'exportateur agréé	Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ». Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
5-I-37° 129	Article 121 paragraphes 2 et 3 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Acceptation de preuves de l'origine présentées tardivement dans le cadre des mesures tarifaires préférentielles arrêtées unilatéralement par l'Union pour certains pays ou territoires	Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ». Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures » Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur. Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Anne-Gaëlle FORIER, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice Constance PIRLOT, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice. Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur. Florence GRUCHET, contrôleuse de 1° classe, vérificatrice. André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés » Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôleuse principale, vérificatrice
5-I-38° 130	Articles 115 et 121 paragraphes 4 et 5 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Autorisation d'envois échelonnés ou d'envois réguliers dans le cadre des mesures tarifaires préférentielles arrêtées unilatéralement par l'Union pour certains pays ou territoires	Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ». Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ». Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur. Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Anne-Gaëlle FORIER, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice Constance PIRLOT, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice. Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur. Florence GRUCHET, contrôleuse de 1° classe, vérificatrice. André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôleuse principale, vérificatrice. Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés » Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur. Gracia TAÏMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture. Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture. Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture. Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « privilégiés »

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
5-I-39° 131	Article 122 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Bénéfice du régime préférentiel sans preuve de l'origine pour les échanges non commerciaux entre particuliers dans le cadre des mesures tarifaires préférentielles arrêtées unilatéralement par l'Union pour certains pays ou territoires	Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ». Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ». Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur. Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Anne-Gaëlle FORIER, contrôlease de 2° classe, vérificatrice Constance PIRLOT, contrôlease de 2° classe, vérificatrice. Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur. Florence GRUCHET, contrôlease de 1° classe, vérificatrice. André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôlease principale, vérificatrice. Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur. Gracia TAÏMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture. Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture. Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture. Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »
5-I-40° 132	Article 125 paragraphe 2 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Sursis à l'octroi de la préférence tarifaire et mise en place d'une garantie dans le cadre des mesures tarifaires préférentielles arrêtées unilatéralement par l'Union pour certains pays ou territoires	Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ». Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ». Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur. Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Anne-Gaëlle FORIER, contrôlease de 2° classe, vérificatrice Constance PIRLOT, contrôlease de 2° classe, vérificatrice. Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur. Florence GRUCHET, contrôlease de 1° classe, vérificatrice. André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés » Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôlease principale, vérificatrice

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
5-I-41° 133	Article 125 paragraphe 4 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447 ;	Refus du bénéfice de l'origine préférentielle dans le cadre des mesures tarifaires préférentielles arrêtées unilatéralement par l'Union pour certains pays ou territoires	Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ». Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ». Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur. Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Anne-Gaëlle FORIER, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice Constance PIRLOT, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice. Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur. Florence GRUCHET, contrôleuse de 1° classe, vérificatrice. André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés » Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôleuse principale, vérificatrice
5-I-42° 134	Article 58 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446	Autorisation de séparation comptable des stocks de matières dans le cadre du système des préférences généralisées	Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ». Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
5-I-43° 135	Article 70 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446	Bénéfice du régime préférentiel pour les marchandises vendues après expositions, foires ou manifestations publiques analogues dans le cadre des mesures tarifaires préférentielles arrêtées unilatéralement par l'Union pour certains pays ou territoires	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôleuse de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôleuse principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Gracia TAÏMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture.</p> <p>Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
5-I-44° 136	Article 22 du code des douanes de l'Union	Décision en matière de valeur en douane,	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôlease de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôlease de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôlease de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôlease principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Gracia TAÏMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture.</p> <p>Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes ITFiviliégiés »</p>
5-I-45° 137	Article 132 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Modification après déclaration de la valeur en douane de marchandises défectueuses	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL.</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôlease de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôlease de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôlease de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés »</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôlease principale, vérificatrice</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
5-I-46° 138	Articles 128 paragraphe 2 et 347 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Détermination de la valeur en douane à partir du prix d'une vente antérieure,	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôlease de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôlease de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôlease de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôlease principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Gracia TAÍMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture.</p> <p>Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »</p>
5-I-47° 139	Article 140 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Rejet de la valeur transactionnelle déclarée en cas de doutes fondés	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôlease de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôlease de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôlease de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés »</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôlease principale, vérificatrice</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
5-I-48° 140	Article 6 du règlement délégué (UE) n° 2016/341 de la Commission du 17 décembre 2015 complétant le règlement (UE) n° 952/2013 du Parlement européen et du Conseil du 9 octobre 2013 établissant le code des douanes de l'Union en ce qui concerne les règles transitoires pour certaines dispositions du code des douanes de l'Union européenne lorsque les systèmes informatiques concernés ne sont pas encore opérationnels et modifiant le règlement délégué (UE) n° 2015/2446	Dispense de présentation du formulaire DV1	Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ». Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ». Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur. Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Anne-Gaëlle FORIER, contrôlease de 2° classe, vérificatrice Constance PIRLOT, contrôlease de 2° classe, vérificatrice. Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur. Florence GRUCHET, contrôlease de 1° classe, vérificatrice. André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôlease principale, vérificatrice. Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés » Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur. Gracia TAÏMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture. Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture. Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture. Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »
5-I-49° 141	Article 177 du code des douanes de l'Union européenne et des articles 222 et 228 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Autorisation de déclaration de marchandises contenues dans un même envoi et relevant de différentes sous-positions tarifaires dans une seule position,	Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ». Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ». Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur. Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Anne-Gaëlle FORIER, contrôlease de 2° classe, vérificatrice Constance PIRLOT, contrôlease de 2° classe, vérificatrice. Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur. Florence GRUCHET, contrôlease de 1° classe, vérificatrice. André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés » Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôlease principale, vérificatrice

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
<p>10-2 ter</p> <p>142</p>	<p>Articles 17 et 18 du règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 et au premier alinéa des articles L. 335-10, L. 335-11, L. 521-14, L. 521-15, L. 614-32, L. 614-33, L. 623-36, L. 623-37, L. 716-8, L. 716-8-1, L. 722-9 et L. 722-10 du code de la propriété intellectuelle</p>	<p>La retenue et la suspension de la mainlevée des marchandises présumées contrefaisantes</p>	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôleuse de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôleuse principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Gracia TAÍMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture.</p> <p>Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
10-2 quater 143	Articles 17, 18, 23.1, 24 et 29 du règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013, quatrième alinéa des articles L. 335-10, L. 335-11, L. 521-14, L. 521-15, L. 614-32, L. 614-33, L. 623-36, L. 623-37, L. 716-8, L. 716-8-1, L. 722-9, L. 722-10, III des articles L. 335-14, L. 521-17-1, L. 614-36, L. 623-40, L. 716-8-4, L. 722-13 et IV des articles L. 335-15, L. 521-17-2, L. 614-37, L. 716-8-5 et L. 722-14 du CPI	La mainlevée des marchandises présumées contrefaisantes	Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ». Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ». Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur. Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Anne-Gaëlle FORIER, contrôlease de 2° classe, vérificatrice Constance PIRLOT, contrôlease de 2° classe, vérificatrice. Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur. Florence GRUCHET, contrôlease de 1° classe, vérificatrice. André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôlease principale, vérificatrice. Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur. Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur. Gracia TAÍMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture. Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture. Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture. Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
10-2 quater-0 144	Article 25.2 du règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013	L'autorisation de circulation sous surveillance douanière des marchandises retenues destinées à être détruites	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2^e catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1^o classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2^o classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1^o classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôleuse de 2^o classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôleuse de 2^o classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2^o classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôleuse de 1^o classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1^o classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôleuse principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2^o classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1^o classe, vérificateur.</p> <p>Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1^o classe, vérificateur.</p> <p>Gracia TAÍMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2^eme classe, agente de travail d'écriture.</p> <p>Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2^e classe cellule « régimes privilégiés »</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
10-2 quater- 3 147	Article 23.4 du règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 et III des articles L. 335-14, L. 521-17-1, L. 614-36, L. 623-40, L. 716-8-4, L. 722-13 du CPI	La prorogation du délai de la retenue des marchandises présumées contrefaisantes	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôleuse de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôleuse principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Gracia TAÏMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture.</p> <p>Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »</p>

Bureau FID 2

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
6-1° 194	Article 262 du CGI	Visa et régularisation des bordereaux de vente à l'exportation	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôlease de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôlease de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôlease de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôlease principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Gracia TAÏMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture.</p> <p>Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »</p>
6-4° bis 198	Article 262-0 bis du CGI et article 202 L de l'annexe II au même code	Application de la sanction en cas de manquement aux obligations imposées aux opérateurs de détaxe	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
10-2 bis 199	Règlement (CE) n° 1186/2009 du Conseil du 16 novembre 2009	Autorisation d'importer des marchandises en franchise de droits de douane (à l'exception des franchises diplomatiques)	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôleuse de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôleuse principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Gracia TAÏMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture.</p> <p>Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »</p>

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (
10-16° 201	Articles 50 septies à 50 decies de l'annexe IV au code général des impôts	Autorisation d'importer des marchandises en franchise de taxe sur la valeur ajoutée (à l'exception des franchises diplomatiques)	<p>Céline BOURGES, cheffe de service comptable 2° catégorie, cheffe de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>Hélène LALOY, inspectrice régionale de 1° classe, adjointe au chef de service à PARIS-PRINCIPAL</p> <p>ERIC LORRILLARD, inspecteur régional de 2° classe, chef du pôle « contrôles ».</p> <p>Valérie HEUVELINE, inspectrice, cheffe du pôle « gestion des procédures ».</p> <p>Lomig RAHON, inspecteur, vérificateur.</p> <p>Houyem KARMOUS, inspectrice, superviseuse</p> <p>Fabrice MICHELET, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Gaëlle FORIER, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice</p> <p>Constance PIRLOT, contrôleuse de 2° classe, vérificatrice.</p> <p>Stéphane KABIWALEU, contrôleur de 2° classe, vérificateur.</p> <p>Florence GRUCHET, contrôleuse de 1° classe, vérificatrice.</p> <p>André BRANDT, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Anne-Sophie RIBOURTOUT, contrôleuse principale, vérificatrice.</p> <p>Valérian De LANFRANCHI, contrôleur de 2° classe, cellule « régimes privilégiés</p> <p>Benoît BILLY, contrôleur de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Bertrand LOUPES, agent de constatation principal de 1° classe, vérificateur.</p> <p>Gracia TAÏMA, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Sabine MORJON, agente de constatation, agente de travail d'écriture.</p> <p>Magali LUCAS, agente de constatation principale de 2ème classe, agente de travail d'écriture.</p> <p>Charles CASENAVE-PERE, agent de constatation principal de 2° classe cellule « régimes privilégiés »</p>

Renvois du tableau

- (1) Chaque ligne doit être répétée autant qu'il y a d'agents délégataires.
- (2) L'acte portant délégation est publié dans tous les locaux dans lesquels un délégataire désigné exerce ses fonctions.
- (3) Il s'agit ici des agents affectés au siège de chaque direction régionale dans le ressort de la direction interrégionale (ex : directeurs régionaux, chefs de pôle, secrétaires généraux, ..) ou des agents d'un service rattaché à un chef de pôle (ex : chef d'un service régional d'enquête).

ANNEXE à la décision du directeur interrégional des douanes et des droits indirects d'ÎLE-DE-FRANCE du 6 mars 2023

ANNEXE I – D-2 DÉLÉGATION DES DÉCISIONS ADMINISTRATIVES INDIVIDUELLES AU NIVEAU DU BUREAU DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES DE PARIS (2), DIVISION OP/CO-CI DE PARIS, DIRECTION RÉGIONALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS DE PARIS

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature du directeur interrégional des douanes et droits indirects d'ÎLE-DE-FRANCE

Bureau COMINT 3

<p>10-2 ter 142</p>	<p>Articles 17 et 18 du règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 et au premier alinéa des articles L. 335-10, L. 335-11, L. 521-14, L. 521-15, L. 614-32, L. 614-33, L. 623-36, L. 623-37, L. 716-8, L. 716-8-1, L. 722-9 et L. 722-10 du code de la propriété intellectuelle</p>	<p>La retenue et la suspension de la mainlevée des marchandises présumées contrefaisantes</p>	<p>AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service ABADIE Christophe, contrôleur principal GASPAR Laurie, contrôleur 2ème classe HEDDE Pascaline, contrôleur 2ème classe LACAPE Marie, contrôleur 2ème classe DUCROS Hugo, contrôleur 2ème classe NIZAN Olivier, agent de constatation principal de 1ère classe</p>
--	---	---	--

<p>10-2 quater 143</p>	<p>Articles 17, 18, 23.1, 24 et 29 du règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013, quatrième alinéa des articles L. 335-10, L. 335-11, L. 521-14, L. 521-15, L. 614-32, L. 614-33, L. 623-36, L. 623-37, L. 716-8, L. 716-8-1, L. 722-9, L. 722-10, III des articles L. 335-14, L. 521-17-1, L. 614-36, L. 623-40, L. 716-8-4, L. 722-13 et IV des articles L. 335-15, L. 521-17-2, L. 614-37, L. 716-8-5 et L. 722-14 du CPI</p>	<p>La mainlevée des marchandises présumées contrefaisantes</p>	<p>AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service ABADIE Christophe, contrôleur principal GASPAR Laurie, contrôleur 2ème classe HEDDE Pascaline, contrôleur 2ème classe LACAPE Marie, contrôleur 2ème classe DUCROS Hugo, contrôleur 2ème classe NIZAN Olivier, agent de constatation principal de 1ère classe</p>
<p>10-2 quater-0 144</p>	<p>Article 25.2 du règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013</p>	<p>L'autorisation de circulation sous surveillance douanière des marchandises retenues destinées à être détruites</p>	<p>AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service ABADIE Christophe, contrôleur principal GASPAR Laurie, contrôleur 2ème classe HEDDE Pascaline, contrôleur 2ème classe LACAPE Marie, contrôleur 2ème classe DUCROS Hugo, contrôleur 2ème classe NIZAN Olivier, agent de constatation principal de 1ère classe</p>
<p>10-2 quater-1 145</p>	<p>Article 19 du règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 et articles L. 335-13, L. 521-17, L. 614-35, L. 623-39, L. 716-8-3 et L. 722-12 du CPI</p>	<p>La décision de prélèvement d'échantillons</p>	<p>AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service ABADIE Christophe, contrôleur principal GASPAR Laurie, contrôleur 2ème classe HEDDE Pascaline, contrôleur 2ème classe LACAPE Marie, contrôleur 2ème classe DUCROS Hugo, contrôleur 2ème classe NIZAN Olivier, agent de constatation principal de 1ère classe</p>

10-2 quater-2 146	Articles 23.1, 26.3 et 26.8 du règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 et articles L. 335-14, L. 335-15, L. 521-17-1, L. 521-17-2, L. 614-36, L. 614-37, L. 623-40, L. 716-8-4, L. 716-8-5, L. 722-13 et L. 722-14 du CPI	La décision de destruction des marchandises soupçonnées de contrefaçon	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service ABADIE Christophe, contrôleur principal GASPAR Laurie, contrôleur 2ème classe HEDDE Pascaline, contrôleur 2ème classe LACAPE Marie, contrôleur 2ème classe DUCROS Hugo, contrôleur 2ème classe NIZAN Olivier, agent de constatation principal de 1ère classe
10-2 quater-3 147	Article 23.4 du règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 et III des articles L. 335-14, L. 521-17-1, L. 614-36, L. 623-40, L. 716-8-4, L. 722-13 du CPI	La prorogation du délai de la retenue des marchandises présumées contrefaisantes	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service ABADIE Christophe, contrôleur principal GASPAR Laurie, contrôleur 2ème classe HEDDE Pascaline, contrôleur 2ème classe LACAPE Marie, contrôleur 2ème classe DUCROS Hugo, contrôleur 2ème classe NIZAN Olivier, agent de constatation principal de 1ère classe

BUREAU FID3

REF *	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (1)
203	Article 319 CGI (1)	Décision portant ouverture d'un atelier public de distillation et fixant les conditions de son fonctionnement	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service
204	Article 167 alinéas 3 et 4 annexe I CGI	Autorisation de communication autre que par la voie publique entre les locaux affectés à la dénaturation et au logement des alcools et des locaux où se trouvent des alcools non dénaturés à la vente	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service
205	Article 186 de l'annexe I au CGI	Autorisation de dénaturer des alcools par procédé spécial	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service
206	Article 188 annexe I CGI	Dérogation individuelle concernant l'emploi d'alcool dénaturé par procédé spécial ailleurs que sur les lieux de dénaturation	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service

207	Article 190 annexe I CGI	Autorisation d'emploi d'alcool non dénaturé en franchise des droits pour les industries	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service
208	Article 192 annexe I CGI	Choix du dénaturateur auquel doivent être rétrocedés les alcools industriels employés sous le régime des alcools dénaturés en cas de cessation d'industrie	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service
209	Article L29 LPF CGI (1)	Dispense des visites de nuit pour certains détenteurs d'alambics	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service
210	Article 286 K 4 ^{ème} alinéa Annexe II au CGI	Décision pour accorder la qualité d'entrepositaire agréé et agréer la comptabilité matières prévue par les articles 302 G du code général des impôts (6)	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service
211	Article 302 H ter du CGI (1)	Décisions accordant la qualité de destinataire enregistré, visée à l'article 302 H ter du code général des impôts,	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service
212	Article 302 H quater du CGI (1)	Décisions accordant la qualité d'expéditeur enregistré, visée à l'article 302 H quater du code général des impôts,	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service
213	Article 180 annexe I du CGI	Décision listant les substances pouvant être additionnées aux alcools dénaturés par le procédé général	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service
214	Article 289-1° annexe II du CGI	Fixation ou révision de taux annuels de déchets ou de pertes observés en cours de fabrication ou de transformation d'alcools et de boissons alcooliques accordés aux entrepositaires agréés par entrepôt suspensif de droits d'accises, en application de l'article 50-0 O de l'annexe IV au code général des impôts,	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service
215	Article 289-4° annexe II du CGI	Dispense de cautionnement en matière de contributions indirectes prévue au 2 du III de l'article 302 D (6), au V de l'article 302 G (6), au deuxième alinéa de l'article 302 H (6), à l'article 302 J (6) du code général des impôts et aux articles 286 N de l'annexe II, 111-0 C et 111-0 D de l'annexe III au même code	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service

216	Article 289-5° annexe II du CGI	Retrait de l'agrément accordé à l'entrepositaire agréé en cas de violation de ses obligations, de défaillance de la caution ou de dénonciation par cette caution de son engagement, prévu au V de l'article 302 G du code général des impôts (6), au IX de l'article 286 I et au XI de l'article 286 J de l'annexe II et aux articles 111-0 C et 111-0 D de l'annexe III au même code	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service
217	Article 289-6° annexe II du CGI	Remboursement et compensation des droits d'accises, prévu au IV de l'article 302 G du code général des impôts (6) et à l'article 286 M de l'annexe II au même code	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service
218	Article 289-8° annexe II du CGI	Autorisation préalable des personnes qui désirent importer, acquérir à titre gratuit ou onéreux, obtenir en location, faire réparer ou transformer un ou plusieurs appareils ou portions d'appareils propres à la distillation, à la fabrication ou au repassage d'eaux-de-vie ou d'esprits, prévue par l'article 306 du code général des impôts et l'article 50 C de l'annexe IV au même code	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service
219	Article 289-9° annexe II du CGI	Dispense de la formalité de scellement, prévue par l'article 309 du code général des impôts	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service LLINARES Marie-Hélène, contrôleur principal HECTOR Christophe, contrôleur principal BENOTHMAN Mohsen, contrôleur principal MONTERRIN Rémi, contrôleur de 2ème classe
220	Article 289-10° annexe II du CGI	Délivrance de permis de circulation pour les alambics utilisés par les loueurs d'alambics, prévue par les articles 311 bis, 327 et 328 du code général des impôts	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service LLINARES Marie-Hélène, contrôleur principal HECTOR Christophe, contrôleur principal BENOTHMAN Mohsen, contrôleur principal MONTERRIN Rémi, contrôleur de 2ème classe

221	Article 289-13° annexe II du CGI	Admission en décharge des quantités d'alcool ou de boissons alcooliques en cas de pertes accidentelles, prévue au deuxième alinéa de l'article 50-0 J de l'annexe IV au code général des impôts	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service LLINARES Marie-Hélène, contrôleur principal HECTOR Christophe, contrôleur principal BENOTHMAN Mohsen, contrôleur principal MONTERRIN Rémi, contrôleur de 2ème classe
222	Article 289-15° annexe II du CGI	Attribution et retrait du numéro d'identification des intermédiaires et des utilisateurs d'alcools et de boissons alcooliques en exonération de droits d'accises, prévus respectivement au 2° du II de l'article 111-0 E et au 1° du I de l'article 111-0 F de l'annexe III au code général des impôts	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service LLINARES Marie-Hélène, contrôleur principal HECTOR Christophe, contrôleur principal BENOTHMAN Mohsen, contrôleur principal MONTERRIN Rémi, contrôleur de 2ème classe
223	Article 289-17° annexe II du CGI	Autorisation donnée aux entrepositaires agréés mentionnés à l'article 302 G du code général des impôts (6) et des débitants de boissons mentionnés à l'article 502 du même code, d'utiliser leurs factures ou tout autre document commercial, en lieu et place des documents d'accompagnement mentionnés à l'article 302 M du code précité (6), prévue par le II de l'article 111 H bis de l'annexe III au code général des impôts	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service LLINARES Marie-Hélène, contrôleur principal HECTOR Christophe, contrôleur principal BENOTHMAN Mohsen, contrôleur principal MONTERRIN Rémi, contrôleur de 2ème classe
224	Article 289-18° annexe II du CGI	Agrément des procédés de dénaturation des essences d'absinthe et produits assimilés, prévu par le premier alinéa de l'article 178 P de l'annexe III au code général des impôts	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service
225	Article 289-19° annexe II du CGI	Dispense des formalités à la circulation, prévue par l'article 178 AA de l'annexe III au code général des impôts	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service
226	Article 289-20° annexe II du CGI	Autorisation de procéder à la vérification de la légalité du titre d'un ouvrage en or, argent ou platine marqué d'un poinçon de garantie prévue par l'article 207 de l'annexe III au code général des impôts	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service
227	Article 289-26° annexe II du CGI	Autorisation des entrepositaires agréés de rattacher un ou plusieurs chais ou locaux au site d'exploitation lorsqu'ils sont situés en dehors des limites fixées au I de l'article 50-00 B de l'annexe IV au code général des impôts, prévue par le III du même article	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service

228	Article 289-27° annexe II du CGI	Délivrance du numéro d'agrément de la personne responsable de l'embouteillage du produit prévue au a. de l'article 54-0 C de l'annexe IV au code général des impôts	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service
229	Article 289-28° annexe II du CGI	Autorisation donnée à un négociant d'embouteiller des boissons alcooliques pour le compte d'un ou de plusieurs autres entrepositaires agréés, prévue par le dernier alinéa de l'article 54-0 C de l'annexe IV au code général des impôts	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service LLINARES Marie-Hélène, contrôleur principal HECTOR Christophe, contrôleur principal BENOTHMAN Mohsen, contrôleur principal MONTERRIN Rémi, contrôleur de 2ème classe
230	Article 289-29° annexe II du CGI	Agrément d'un type de capsule représentative de droit, prévu par l'article 54-0 G de l'annexe IV au code général des impôts	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service LLINARES Marie-Hélène, contrôleur principal HECTOR Christophe, contrôleur principal BENOTHMAN Mohsen, contrôleur principal MONTERRIN Rémi, contrôleur de 2ème classe
231	Article 289-30° annexe II du CGI	Agrément de compteur équipant les machines à fabriquer les marques fiscales représentatives de droits, prévu par l'article 54-0 I de l'annexe IV au code général des impôts	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service
232	Article 289-31° annexe II du CGI	Octroi des dérogations à l'emploi obligatoire des capsules fiscales pour le conditionnement des vins, prévu par le deuxième alinéa de l'article 54-0 U de l'annexe IV au code général des impôts	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service
233	Article 289-32° annexe II du CGI	Autorisation donnée aux entrepositaires agréés d'apposer eux-mêmes, sur les capsules qu'ils utilisent, la marque fiscale et les autres mentions visées au 2° du II de l'article 164 AM de l'annexe IV au CGI, prévue par l'article 54-0 V de l'annexe IV au code général des impôts	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service
234	Article 289-33° annexe II du CGI	Agrément des machines destinées à apposer la marque fiscale et les autres mentions visées au 2° du II de l'article 164 AM de l'annexe IV au CGI, prévu par le deuxième alinéa de l'article 54-0 V de l'annexe IV au code général des impôts	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service
235	Article 289-34° annexe II du CGI		

236	Article 289-35° annexe II du CGI	Accord de restitution ou de remise des droits et taxes après constatation par le service des douanes et droits indirects de la preuve de la sortie du produit du territoire de l'Union européenne ou présentation d'un des documents mentionnés à l'article 302 M du code général des impôts (6) , prévu par le dernier alinéa de l'article 54-0 Z de l'annexe IV	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service LLINARES Marie-Hélène, contrôleur principal HECTOR Christophe, contrôleur principal BENOTHMAN Mohsen, contrôleur principal MONTERRIN Rémi, contrôleur de 2ème classe
237	Article 289-36° annexe II du CGI	Habilitation à répartir les capsules collectives représentatives des droits destinées aux récoltants, prévue par le premier alinéa de l'article 54-0 BW de l'annexe IV au code général des impôts	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service
238	Article 289-37° annexe II du CGI	Autorisation de percevoir le droit de circulation par les personnes habilitées à répartir les capsules collectives représentatives des droits destinées aux récoltants, prévue par le troisième alinéa de l'article 54-0 BW de l'annexe IV au code général des impôts	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service
239	Article 289-38° annexe II du CGI	Autorisation d'employer des empreintes fiscales en lieu et place de vignettes, prévue par le II de l'article 54 A de l'annexe IV au code général des impôts	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service
240	Article 289-48° annexe II du CGI	Mise en demeure adressée au comité de direction d'un cercle de jeu de ne pas maintenir en fonction un préposé n'arrivant pas à assurer de manière satisfaisante la concordance entre les sommes trouvées dans la cagnotte et la valeur des tickets détachés, prévue par le deuxième alinéa de l'article 151 de l'annexe IV au code général des impôts	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service
241	Article 289-49° annexe II du CGI	Autorisation d'utiliser des machines à timbrer, prévue au premier alinéa de l'article 164 AD bis au code général des impôts	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service
242	Article 289-50° annexe II du CGI	Autorisation de déplacement de la machine à timbrer en dehors de l'établissement désigné comme lieu d'exploitation, prévue à la fin du deuxième alinéa de l'article 164 AD bis au code général des impôts	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service LLINARES Marie-Hélène, contrôleur principal HECTOR Christophe, contrôleur principal BENOTHMAN Mohsen, contrôleur principal MONTERRIN Rémi, contrôleur de 2ème classe

243	Article 289-51° annexe II du CGI	Autorisation de mise en place ou d'installation de matériels et logiciels mentionnée à l'article 164 AM de l'annexe IV au code général des impôts chez les utilisateurs, prévue au III de l'article 164 AP et au I de l'article 164 AU de la même annexe	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service
244	Article 289-52° annexe II du CGI	Autorisation de déplacement des matériels ou logiciels mentionnés à l'article 164 AM de l'annexe IV au code général des impôts en dehors de l'établissement désigné comme le lieu d'exploitation, prévue au I de l'article 164 AU de la même annexe	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service LLINARES Marie-Hélène, contrôleur principal HECTOR Christophe, contrôleur principal BENOTHMAN Mohsen, contrôleur principal MONTERRIN Rémi, contrôleur de 2ème classe
245	Article 289-53° annexe II du CGI	Habilitation des usagers à apposer, à l'aide de leurs matériels ou logiciels, les marques fiscales sur des capsules dont ils font usage pour le compte de personnes pour lesquelles ils sont autorisés à embouteiller les vins, autres boissons fermentées, produits intermédiaires et alcools, prévue au VI de l'article 164 AU de l'annexe IV au code général des impôts	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service
246	Article 289-54° annexe II du CGI	Révocation de l'autorisation donnée aux usagers de matériels ou de logiciels mentionnée au I de l'article 164 AU de l'annexe IV, prévue à l'article 164 AW de la même annexe	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service
247	Article 289-56° annexe II du CGI	Délivrance et retrait de l'agrément d'acheteur-revendeur de tabacs manufacturés prévu à l'article 568 du CGI	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service
248	Article 289-57° annexe II du CGI	Délivrance des certificats d'exportation préalable de rhums traditionnels des départements d'outre-mer, en application de l'article 144 bis de l'annexe III au code général des impôts et de l'article 52 quater de l'annexe IV au même code	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service
249	Article 289-58° annexe II du CGI	Autorisation d'attester la garantie du titre par marquage au laser prévue par le b de l'article 523 du code général des impôts, les articles 275 bis C et 275 ter B de l'annexe II au même code et les articles 56 J duodecimes et 56 J terdecimes de l'annexe IV au même code	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service

250	Article 289-59° annexe II du CGI	Demande de procéder à un second essai en cas de contestation sur le titre, en application du premier alinéa de l'article 530 du code général des impôts et de l'article 203 de l'annexe III au même code ;	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service
251	Article 289-60° annexe II du CGI	Conclusion des conventions habilitant les professionnels à attester eux-mêmes la garantie du titre , en application du I de l'article 535 du code général des impôts et de l'article 275 bis C de l'annexe II au même code	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service
252	Article 289-61° annexe II du CGI	Autorisation de modifier les conditions auxquelles était subordonnée la conclusion de la convention des professionnels habilités à attester eux-mêmes la garantie du titre, en application du I de l'article 535 du code général des impôts et de l'article 275 bis D de l'annexe II au même code ;	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service
253	Article 289-62° annexe II du CGI	Décision de résiliation des conventions habilitant les professionnels à attester eux-mêmes la garantie du titre, en application du deuxième alinéa du I de l'article 535 du code général des impôts et du deuxième alinéa de l'article 275 bis K de l'annexe II au même code	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service
254	Article 289-63° annexe II du CGI	Autorisation de refonte d'ouvrages aux titres légaux destinés à une commercialisation en dehors du territoire français sans apposition des poinçons réglementaires, en application de l'article 543 du code général des impôts et de l'article 208 de l'annexe I au même code.	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service
255	Article 289-64° annexe II du CGI	Agrément des commissionnaires en garantie prévu à l'article 535 du code général des impôts ainsi qu'au premier alinéa de l'article 56 J septies et aux premier et troisième alinéas de l'article 56 J octies de l'annexe IV à ce code	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service

256	Article 289-65° annexe II du CGI	Délivrance, suspension et retrait de l'agrément des organismes chargés de l'élaboration, de la vente et du transfert des fichiers informatiques supportant la version dématérialisée des poinçons de garantie prévus aux articles 275 bis F et 275 ter G de l'annexe II au code général des impôts et aux articles 56 J terdecies A à 56 J terdecies E de l'annexe IV au code général des impôts	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service
257	Article 289-66° annexe II du CGI	Délivrance, suspension et retrait de l'agrément des organismes de contrôle chargés d'attester la garantie du titre des ouvrages en métaux précieux prévus à l'article 535 II du code général des impôts et aux articles 275 ter à 275 ter P de l'annexe II à ce code	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service
258	Article 289-67° annexe II du CGI	Délivrance du numéro d'agrément des personnes responsables de l'embouteillage du produit prévue à l'article 111 I de l'annexe III au code général des impôts et au a de l'article 50-0 C de l'annexe IV au code général des impôts	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service
259	Article 289-68° annexe II du CGI	Délivrance de l'agrément de représentant fiscal, prévu à l'article 302 V bis du code général des impôts et à l'article 50-0 A bis de l'annexe IV au code général des impôts	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service
260	Article 289-69° annexe II du CGI	Délivrance d'un certificat pour les petits producteurs indépendants, prévu aux articles L.313-22 et L.313-40 du code des impositions sur les biens et services	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service
261	Article 111 H ter II annexe III du CGI	Attribution de documents prévalidés mentionnés à l'article 302 M du code général des impôts (6) à une personne (II de l'article 111 H ter),	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service
262	Article 111 H ter II Annexe III du CGI	Autorisation donnée à une personne de valider les documents mentionnés à l'article 302 M du code général des impôts (6) au moyen d'un matériel ou logiciel de validation (II de l'article 111 H ter)	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service

263	Article 111 H ter III Annexe III du CGI	Autorisation donnée à des groupements d'entrepôts agréés, des syndicats ou des organismes professionnels représentant des entrepositaires agréés : 1°) à valider pour le compte des entrepositaires agréés des documents d'accompagnement mentionnés à l'article 302 M du code général des impôts (6) au moyen des différents matériels de validation, pour les leur remettre, 2°) à délivrer des documents d'accompagnement prévalidés ou à les prévalider pour les remettre aux entrepositaires agréés. (III de l'article 111 H ter)	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service
264	Article 111 H ter IV Annexe III du CGI	Autorisation donnée à un entrepositaire agréé, selon le cas, à faire valider les documents mentionnés à l'article 302 M du code général des impôts (6) ou à se faire remettre ces documents prévalidés par un groupement d'entrepôts agréés, un syndicat ou un organisme professionnel représentant les entrepositaires agréés (IV de l'article 111 H ter)	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service
265	Article 111 H ter VIII Annexe III du CGI	Suspension ou révocation des autorisations accordées en vertu des II, III et IV de l'article 111 H ter de l'annexe III au CGI	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service
266	Article 1 ^{er} I du décret n° 2006-742 du 27 juin 2006 portant création d'une aide à la sécurité des débits de tabacs et modifiant l'article 281 Annexe II au CGI	Attribution de l'aide à la sécurité aux débiteurs de tabacs	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service
267	Article 2 du décret n° 2010-720 du 28 juin 2010 relatif à l'exercice du monopole de la vente au détail des tabacs manufacturés	Signature, résiliation ou non-renouvellement du contrat de gérance qui lie les débiteurs de tabacs avec l'administration des douanes et droits indirects, prévus à l'article 2 du décret n° 2010-720 du 28 juin 2010	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service
10-39° 268	Article 20 du décret n° 2010-720 du 28 juin 2010 relatif à l'exercice du monopole de la vente au détail des tabacs manufacturés	Autorisation de présenter un successeur	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service

10-39° 269	Article 21 du décret n° 2010-720 du 28 juin 2010 relatif à l'exercice du monopole de la vente au détail des tabacs manufacturés	Autorisation de permutation d'un gérant de débit de tabac	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service
10-39° 270	Articles 8, 10, 13, 14, 17, 18, 22, 31, 33, 34, 36, 37, 38, 39, 41, 42, 43 et 44 du décret n° 2010-720 du 28 juin 2010 relatif à l'exercice du monopole de la vente au détail des tabacs manufacturés	Décisions relatives à l'implantation, au transfert, à l'appel de candidatures, au fonctionnement et à la fermeture des débits de tabac ordinaires et spéciaux, à la discipline des débitants de tabac-prévues par le décret n° 2010-720 du 28 juin 2010 relatif à l'exercice du monopole de la vente au détail des tabacs manufacturés. et par les arrêtés du 8 juillet 2010, du 25 août 2010, du 9 décembre 2010, du 13 décembre 2011 et du 24 février 2012	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service
10-39° 271	Article 24 du décret n° 2010-720 du 28 juin 2010 relatif à l'exercice du monopole de la vente au détail des tabacs manufacturés	Acceptation ou refus du plan d'aménagement du débit de tabac	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service
10-39° 272	Article 50 du décret n° 2010-720 du 28 juin 2010 relatif à l'exercice du monopole de la vente au détail des tabacs manufacturés	Interdiction de toute activité de revente pour une durée maximale de 3 ans en cas de manquements aux dispositions des articles 45 à 49 du décret n° 2010-720 du 28 juin (voir article 50 de ce décret)	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service
10-39° 273	Article 5 de l'arrêté du 24 février 2012 relatif à la revente des tabac manufacturés	Autorisation de dépassement du plafond mensuel d'approvisionnement en tabac	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service
10-39° bis 274	Article 1 ^{er} du décret n° 2017-977 du 10 mai 2017 relatif aux indemnités de fin d'activité en faveur des débitants de tabac	Décisions relatives aux demandes d'indemnité de fin d'activité (classique ou rurale) des débitants de tabac	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service
10 bis 275	Article 1 ^{er} du décret n° 2018-895 du 17 octobre 2018 portant création d'une aide à la transformation des débits de tabacs.	Décisions d'octroi d'une aide à la transformation à destination des débits de tabac ordinaires	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service

276	Article 1825 du code général des impôts et article 406 L de l'annexe III au CGI (7)	Proposition de fermeture d'établissement	AZZOU Laurence, inspectrice régionale de 1ère classe, cheffe du service BOUQUOT, inspecteur régional de 3ème classe, adjoint à la cheffe du service
-----	---	--	--

NOTES EXPLICATIVES

La présente annexe reprend l'ensemble des DAI de la compétence des chefs de services déconcentrés (directeurs interrégionaux - ou directeurs régionaux dans les cas où cela est expressément signalé), regroupées selon le bureau de la direction générale réglementairement compétent.

La colonne **REF*** attribue un numéro dans l'ordre de présentation à chaque DAI et précise, lorsque la DAI est reprise dans le décret n° 97-1195 du 24 décembre 1997, l'article et le numéro, au sein de l'article, auquel la DAI considérée est reprise (par exemple, lorsque la référence indiquée est **6-5°**, cela signifie que la DAI est reprise au 5° de l'article 6 du décret n° 97-1195). En revanche, certaines DAI relevant notamment de la compétence des bureaux JCF1 et FID3 ne sont pas reprises dans le décret n° 97-1195 du 2 décembre 1997, mais sont reprises directement dans les annexes I et II du CGI (par exemple l'autorisation d'emploi d'alcool non dénaturé en franchise des droits pour les industries prévue à l'article 190 de l'annexe I au CGI). Pour ce qui concerne les DAI issues de l'annexe III (décrets simples) et de l'annexe IV (arrêtés) du CGI, elles ont été reprises à l'article 289 de l'annexe II au CGI afin d'établir la compétence du directeur interrégional en la matière. Elles sont donc référencées par leur seul numéro d'ordre de présentation.

Les en-têtes de tableaux correspondent aux grades et fonctions suivants :

- DR : directeur régional
- ADI : adjoint au directeur interrégional
- CP/SG : chef de pôle, secrétaire général d'une direction régionale ou interrégionale
- CC : comptable ou son adjoint
- CD : chef divisionnaire, ou son adjoint
- CS : chef de service dans une direction, notamment dans un bureau de douane, un service régional d'enquête ou un service viticulture, chef des services douaniers de surveillance ou son adjoint
- CISD : chef du centre interrégional de saisies des données, ou son adjoint
- CU : chef d'unité, ou son adjoint
- AG : agent des douanes affectés dans des services de la branche des OP/CO-AG ou de la branche de la surveillance, étant précisé dans la colonne la ou les catégories statutaires pouvant recevoir une délégation de signature

Les codes auxquels il est fait référence sont abrégés :

- CDU : code des douanes de l'Union
- RE : règlement d'exécution
- RD : règlement délégué
- CD : code des douanes
- CGI : code général des impôts
- LPF : livre des procédures fiscales
- CPI : code de la propriété intellectuelle

Les décisions ajoutées/modifiées par le décret n° 2022-893 du 15 juin 2022 (qui a modifié en dernier lieu le décret n° 97-1195 du 24 décembre 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles) sont surlignées en bleu, ainsi que les décisions éventuellement déplacées d'un tableau à l'autre.

RENOIS DU TABLEAU

- (1) Les décisions administratives individuelles figurant aux articles 302 H ter, 302 H quater et 319 du CGI, d'une part, et à l'article L.29 du LPF, d'autre part, ont été expressément attribuées par la loi au directeur régional des douanes et droits indirects. Toutefois, une fois entrées en vigueur, les dispositions réglementaires portant application du code sur les impositions et les biens et services, les articles 302 H ter et 302 H quater du CGI, seront définitivement abrogés [conformément aux dispositions des articles 10 (47°) et 38 (5°) de l'ordonnance n° 2021-1843 du 21 décembre 2021].
- (2) Dans le cadre de la déclaration simplifiée (article 166 du CDU), les autorités douanières peuvent accepter que la déclaration en douane ne comporte pas certaines des énonciations prévues ou ne soit pas accompagnée de certains documents. Deux cas sont possibles :
 - une autorisation délivrée par les autorités douanières est requise en cas de **demande de dédouanement en deux temps** (déclarations simplifiées suivies d'une déclaration complémentaire globale). La délivrance de cette autorisation, après audit des critères prévus à l'article 145 du RDC, peut être déléguée, outre au directeur régional, aux chefs de pôle et au secrétaire général de la direction régionale, au chef de service du bureau de douane ;
 - en cas de **procédure de soumission D48**, il s'agit d'une simple facilité qui n'est pas délivrée sur autorisation et ne nécessite pas d'audit. Son octroi peut être délégué, outre au directeur régional, aux chefs de pôle et au secrétaire général de la direction régionale, au chef de service du bureau de douane.
- (3) Si le demandeur n'est pas établi sur le territoire douanier visé à l'article 1^{er} du code des douanes (c'est-à-dire, s'il n'est pas établi en France), l'autorité douanière compétente est la direction interrégionale d'Île-de-France. L'octroi de la décision, dans ce cas, peut être délégué soit au directeur régional de Paris, aux chefs de pôle ou au secrétaire général de cette direction, soit au Service grands comptes.
- (4) S'agissant de la DAI n° 152 : remboursement de droits et taxes perçus et recouverts comme en matière de douane, le DI des Hauts de France est autorisé, dans le cadre de seuils qu'il définit, à déléguer sa signature - à certains agents placés sous son autorité et notamment au chef divisionnaire de la division de Lille - aux fins de signer les décisions de remboursement partiel de TICPE aux transporteurs européens après instruction des demandes par les services du ressort de la division précitée.
- (5) L'agrément au dédouanement centralisé national est prévu par l'arrêté du 9 mai 2016 relatif à l'agrément au dédouanement centralisé national en application de l'article 179, paragraphe 1, alinéa 2 du code des douanes de l'Union.
- (6) Article du CGI demeurant provisoirement en vigueur par la combinaison des dispositions des articles 10 et 38 de l'ordonnance n° 2021-1843 du 21 décembre 2021
- (7) Pour ce qui concerne la proposition de fermeture d'établissement dans le cadre de l'application de l'article 1825 du code général des impôts, les directeurs interrégionaux des douanes et droits indirects, d'une part, et, en Guyane, en Guadeloupe, à La Réunion et à Mayotte, les directeurs régionaux des douanes et droits indirects, d'autre part, sont autorisés à déléguer leur signature aux fonctionnaires placés sous leur autorité dans les limites et conditions précisées dans la présente annexe I et dans l'annexe II de la décision de délégation de signature de la directrice générale.

ANNEXE à la décision du directeur interrégional des douanes et des droits indirects d'ÎLE-DE-FRANCE du 6 mars 2023

ANNEXE I – E-1 DÉLÉGATION DES DÉCISIONS ADMINISTRATIVES INDIVIDUELLES AU NIVEAU DE L'UNITÉ DE SURVEILLANCE DE PARIS-SUD, DIVISION DE PARIS-SURVEILLANCE, DIRECTION RÉGIONALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS DE PARIS

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature du directeur interrégional des douanes et droits indirects d'ÎLE-DE-FRANCE

BUREAU RÉSEAU 2

REF *	BASE LÉGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (1)
5-II-1° 1	Article 76-2 du code des douanes (CD)	Autorisation de circulation des marchandises sur les routes visées à l'article 76-1 du code des douanes, pendant leurs heures de fermeture	CABANES Gilles, inspecteur, chef de service douanier de la surveillance FAUCK Laëtitia, contrôlease principale, adjointe au chef de service HANNIBAL Gaétan, contrôleur principal, adjoint au chef de service
BUREAU COMINT 1			
5-I-108° 80	Articles 211, 214, 215, 218 à 223, 250 à 253 du code des douanes de l'Union, 161 à 166, 169, 171 à 174, 177 à 180, 183 et 204 à 238 du règlement délégué UE) n° 2015/2446 et 258 à 264, 266 à 270, 322 à 323 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Décisions liées au régime de l'admission temporaire lorsque seule la France est concernée,	CABANES Gilles, inspecteur, chef de service douanier de la surveillance FAUCK Laëtitia, contrôlease principale, adjointe au chef de service HANNIBAL Gaétan, contrôleur principal, adjoint au chef de service

REF *	BASE LÉGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (1)
5-I-109° 81	Articles 85 à 87, 203 à 205 du code des douanes de l'Union, des articles 158 à 160 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446 et des articles 253 à 256 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Autorisation de bénéficier d'une exonération de droits au titre des marchandises en retour,	CABANES Gilles, inspecteur, chef de service douanier de la surveillance FAUCK Laëtitia, contrôleuse principale, adjointe au chef de service HANNIBAL Gaetan, contrôleur principal, adjoint au chef de service GARRIGUE BIDOT Alain, contrôleur principal ANTACHEV Evguenii, contrôleur 2ème classe ANTCZAK Elise, contrôleur 2ème classe BARTHE Simon, contrôleur 2ème classe BOULADJOUL Sofian, contrôleur 2ème classe LECOMTE Thibaud, contrôleur 2ème classe MONROSE Williams, contrôleur 2ème classe SULEK Pierre, contrôleur 2ème classe THEVENIN Jean-François, contrôleur 2ème classe LOIZEAU David, agent de constatation principal de 1ère classe LETE Mélanie, agent de constatation principal de 2° classe MARTIN Pierre, agent de constatation principal de 2° classe PROUFF Grégory, agent de constatation principal de 2° classe OUCHENE Claude, agent de constatation principal de 2° classe NEFFATI Sonia, agente de constatation
5-I-121° 83	Article 199 du code des douanes de l'Union et de l'article 249 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Autorisation du titulaire du régime ou du détenteur d'abandonner à l'État des marchandises non Union ou sous destination particulière	CABANES Gilles, inspecteur, chef de service douanier de la surveillance FAUCK Laëtitia, contrôleuse principale, adjointe au chef de service HANNIBAL Gaetan, contrôleur principal, adjoint au chef de service GARRIGUE BIDOT Alain, contrôleur principal ANTACHEV Evguenii, contrôleur 2ème classe ANTCZAK Elise, contrôleur 2ème classe BARTHE Simon, contrôleur 2ème classe BOULADJOUL Sofian, contrôleur 2ème classe LECOMTE Thibaud, contrôleur 2ème classe MONROSE Williams, contrôleur 2ème classe SULEK Pierre, contrôleur 2ème classe THEVENIN Jean-François, contrôleur 2ème classe LOIZEAU David, agent de constatation principal de 1ère classe LETE Mélanie, agent de constatation principal de 2° classe MARTIN Pierre, agent de constatation principal de 2° classe PROUFF Grégory, agent de constatation principal de 2° classe OUCHENE Claude, agent de constatation principal de 2° classe NEFFATI SONIA, AGENTE DE CONSTATATION

REF *	BASE LÉGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (1)
----------	----------------	--------------------	--

BUREAU COMINT3

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (1)
10-2 ter 142	Articles 17 et 18 du règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 et au premier alinéa des articles L. 335-10, L. 335-11, L. 521-14, L. 521-15, L. 614-32, L. 614-33, L. 623-36, L. 623-37, L. 716-8, L. 716-8-1, L. 722-9 et L. 722-10 du code de la propriété intellectuelle	La retenue et la suspension de la mainlevée des marchandises présumées contrefaisantes	CABANES Gilles, inspecteur, chef de service douanier de la surveillance FAUCK Laëtitia, contrôleur principale, adjointe au chef de service HANNIBAL Gaetan, contrôleur principal, adjoint au chef de service GARRIGUE BIDOT Alain, contrôleur principal ANTACHEV Evguenii, contrôleur 2ème classe ANTCZAK Elise, contrôleur 2ème classe BARTHE Simon, contrôleur 2ème classe BOULADJOU Sofian, contrôleur 2ème classe LECOMTE Thibaud, contrôleur 2ème classe MONROSE Williams, contrôleur 2ème classe SULEK Pierre, contrôleur 2ème classe THEVENIN Jean-François, contrôleur 2ème classe LOIZEAU David, agent de constatation principal de 1ère classe LETE Mélanie, agent de constatation principal de 2° classe MARTIN Pierre, agent de constatation principal de 2° classe PROUFF Grégory, agent de constatation principal de 2° classe OUCHENE Claude, agent de constatation principal de 2° classe NEFFATI Sonia, agente de constatation

REF *	BASE LÉGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (1)
10-2 quater 143	Articles 17, 18, 23.1, 24 et 29 du règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013, quatrième alinéa des articles L. 335-10, L. 335-11, L. 521-14, L. 521-15, L. 614-32, L. 614-33, L. 623-36, L. 623-37, L. 716-8, L. 716-8-1, L. 722-9, L. 722-10, III des articles L. 335-14, L. 521-17-1, L. 614-36, L. 623-40, L. 716-8-4, L. 722-13 et IV des articles L. 335-15, L. 521-17-2, L. 614-37, L. 716-8-5 et L. 722-14 du CPI	La mainlevée des marchandises présumées contrefaisantes	CABANES Gilles, inspecteur, chef de service douanier de la surveillance FAUCK Laëtitia, contrôleur principale, adjointe au chef de service HANNIBAL Gaetan, contrôleur principal, adjoint au chef de service GARRIGUE BIDOT Alain, contrôleur principal ANTACHEV Evguenii, contrôleur 2ème classe ANTCZAK Elise, contrôleur 2ème classe BARTHE Simon, contrôleur 2ème classe BOULADJOUL Sofian, contrôleur 2ème classe LECOMTE Thibaud, contrôleur 2ème classe MONROSE Williams, contrôleur 2ème classe SULEK Pierre, contrôleur 2ème classe THEVENIN Jean-François, contrôleur 2ème classe LOIZEAU David, agent de constatation principal de 1ère classe LETE Mélanie, agent de constatation principal de 2° classe MARTIN Pierre, agent de constatation principal de 2° classe PROUFF Grégory, agent de constatation principal de 2° classe OUCHENE Claude, agent de constatation principal de 2° classe NEFFATI Sonia, agente de constatation
10-2 quater-0 144	Article 25.2 du règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013	L'autorisation de circulation sous surveillance douanière des marchandises retenues destinées à être détruites	CABANES Gilles, inspecteur, chef de service douanier de la surveillance FAUCK Laëtitia, contrôleur principale, adjointe au chef de service HANNIBAL Gaetan, contrôleur principal, adjoint au chef de service GARRIGUE BIDOT Alain, contrôleur principal ANTACHEV Evguenii, contrôleur 2ème classe ANTCZAK Elise, contrôleur 2ème classe BARTHE Simon, contrôleur 2ème classe BOULADJOUL Sofian, contrôleur 2ème classe LECOMTE Thibaud, contrôleur 2ème classe MONROSE Williams, contrôleur 2ème classe SULEK Pierre, contrôleur 2ème classe THEVENIN Jean-François, contrôleur 2ème classe LOIZEAU David, agent de constatation principal de 1ère classe LETE Mélanie, agent de constatation principal de 2° classe MARTIN Pierre, agent de constatation principal de 2° classe PROUFF Grégory, agent de constatation principal de 2° classe OUCHENE Claude, agent de constatation principal de 2° classe NEFFATI Sonia, agente de constatation

REF *	BASE LÉGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (1)
10-2 quater-3 147	Article 23.4 du règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 et III des articles L. 335-14, L. 521-17-1, L. 614-36, L. 623-40, L. 716-8-4, L. 722-13 du CPI	La prorogation du délai de la retenue des marchandises présumées contrefaisantes	CABANES Gilles, inspecteur, chef de service douanier de la surveillance FAUCK Laëtitia, contrôleuse principale, adjointe au chef de service HANNIBAL Gaetan, contrôleur principal, adjoint au chef de service GARRIGUE BIDOT Alain, contrôleur principal ANTACHEV Evguenii, contrôleur 2ème classe ANTCZAK Elise, contrôleur 2ème classe BARTHE Simon, contrôleur 2ème classe BOULADJOUL Sofian, contrôleur 2ème classe LECOMTE Thibaud, contrôleur 2ème classe MONROSE Williams, contrôleur 2ème classe SULEK Pierre, contrôleur 2ème classe THEVENIN Jean-François, contrôleur 2ème classe LOIZEAU David, agent de constatation principal de 1ère classe LETE Mélanie, agent de constatation principal de 2° classe MARTIN Pierre, agent de constatation principal de 2° classe PROUFF Grégory, agent de constatation principal de 2° classe OUCHENE Claude, agent de constatation principal de 2° classe NEFFATI Sonia, agente de constatation

BUREAU FID 2

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (1)

REF *	BASE LÉGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (1)
6-1° 194	Article 262 du CGI	Visa et régularisation des bordereaux de vente à l'exportation	<p>CABANES Gilles, inspecteur, chef de service douanier de la surveillance</p> <p>FAUCK Laëtitia, contrôleuse principale, adjointe au chef de service</p> <p>HANNIBAL Gaetan, contrôleur principal, adjoint au chef de service</p> <p>GARRIGUE BIDOT Alain, contrôleur principal</p> <p>ANTACHEV Evguenii, contrôleur 2ème classe</p> <p>ANTCZAK Elise, contrôleur 2ème classe</p> <p>BARTHE Simon, contrôleur 2ème classe</p> <p>BOULADJOUL Sofian, contrôleur 2ème classe</p> <p>LECOMTE Thibaud, contrôleur 2ème classe</p> <p>MONROSE Williams, contrôleur 2ème classe</p> <p>SULEK Pierre, contrôleur 2ème classe</p> <p>THEVENIN Jean-François, contrôleur 2ème classe</p> <p>LOIZEAU David, agent de constatation principal de 1ère classe</p> <p>LETE Mélanie, agent de constatation principal de 2° classe</p> <p>MARTIN Pierre, agent de constatation principal de 2° classe</p> <p>PROUFF Grégory, agent de constatation principal de 2° classe</p> <p>OUCHENE Claude, agent de constatation principal de 2° classe</p> <p>NEFFATI Sonia, agente de constatation</p>
10-2 bis 199	Règlement (CE) n° 1186/2009 du Conseil du 16 novembre 2009	Autorisation d'importer des marchandises en franchise de droits de douane (à l'exception des franchises diplomatiques)	<p>CABANES Gilles, inspecteur, chef de service douanier de la surveillance</p> <p>FAUCK Laëtitia, contrôleuse principale, adjointe au chef de service</p> <p>HANNIBAL Gaetan, contrôleur principal, adjoint au chef de service</p> <p>GARRIGUE BIDOT Alain, contrôleur principal</p> <p>ANTACHEV Evguenii, contrôleur 2ème classe</p> <p>ANTCZAK Elise, contrôleur 2ème classe</p> <p>BARTHE Simon, contrôleur 2ème classe</p> <p>BOULADJOUL Sofian, contrôleur 2ème classe</p> <p>LECOMTE Thibaud, contrôleur 2ème classe</p> <p>MONROSE Williams, contrôleur 2ème classe</p> <p>SULEK Pierre, contrôleur 2ème classe</p> <p>THEVENIN Jean-François, contrôleur 2ème classe</p> <p>LOIZEAU David, agent de constatation principal de 1ère classe</p> <p>LETE Mélanie, agent de constatation principal de 2° classe</p> <p>MARTIN Pierre, agent de constatation principal de 2° classe</p> <p>PROUFF Grégory, agent de constatation principal de 2° classe</p> <p>OUCHENE Claude, agent de constatation principal de 2° classe</p> <p>NEFFATI Sonia, agente de constatation</p>

REF *	BASE LÉGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (1)
10-16° 201	Articles 50 septies à 50 decies de l'annexe IV au code général des impôts	Autorisation d'importer des marchandises en franchise de taxe sur la valeur ajoutée (à l'exception des franchises diplomatiques)	CABANES Gilles, inspecteur, chef de service douanier de la surveillance FAUCK Laëtitia, contrôleuse principale, adjointe au chef de service HANNIBAL Gaetan, contrôleur principal, adjoint au chef de service GARRIGUE BIDOT Alain, contrôleur principal ANTACHEV Evguenii, contrôleur 2ème classe ANTCZAK Elise, contrôleur 2ème classe BARTHE Simon, contrôleur 2ème classe BOULADJOUL Sofian, contrôleur 2ème classe LECOMTE Thibaud, contrôleur 2ème classe MONROSE Williams, contrôleur 2ème classe SULEK Pierre, contrôleur 2ème classe THEVENIN Jean-François, contrôleur 2ème classe LOIZEAU David, agent de constatation principal de 1ère classe LETE Mélanie, agent de constatation principal de 2° classe MARTIN Pierre, agent de constatation principal de 2° classe PROUFF Grégory, agent de constatation principal de 2° classe OUCHENE Claude, agent de constatation principal de 2° classe NEFFATI Sonia, agente de constatation

NOTES EXPLICATIVES

La présente annexe reprend l'ensemble des DAI de la compétence des chefs de services déconcentrés (directeurs interrégionaux - ou directeurs régionaux dans les cas où cela est expressément signalé), regroupées selon le bureau de la direction générale réglementairement compétent.

La colonne **REF*** attribue un numéro dans l'ordre de présentation à chaque DAI et précise, lorsque la DAI est reprise dans le décret n° 97-1195 du 24 décembre 1997, l'article et le numéro, au sein de l'article, auquel la DAI considérée est reprise (par exemple, lorsque la référence indiquée est **6-5°**, cela signifie que la DAI est reprise au 5° de l'article 6 du décret n° 97-1195). En revanche, certaines DAI relevant notamment de la compétence des bureaux JCF1 et FID3 ne sont pas reprises dans le décret n° 97-1195 du 24 décembre 1997, mais sont reprises directement dans les annexes I et II du CGI (par exemple l'autorisation d'emploi d'alcool non dénaturé en franchise des droits pour les industries prévue à l'article 190 de l'annexe I au CGI). Pour ce qui concerne les DAI issues de l'annexe III (décrets simples) et de l'annexe IV (arrêtés) du CGI, elles ont été reprises à l'article 289 de l'annexe II au CGI afin d'établir la compétence du directeur interrégional en la matière. Elles sont donc référencées par leur seul numéro d'ordre de présentation.

Les en-têtes de tableaux correspondent aux grades et fonctions suivants :

- DR : directeur régional
- ADI : adjoint au directeur interrégional
- CP/SG : chef de pôle, secrétaire général d'une direction régionale ou interrégionale
- CC : comptable ou son adjoint
- CD : chef divisionnaire, ou son adjoint
- CS : chef de service dans une direction, notamment dans un bureau de douane, un service régional d'enquête ou un service viticulture, chef des services douaniers de surveillance ou son adjoint
- CISD : chef du centre interrégional de saisies des données, ou son adjoint
- CU : chef d'unité, ou son adjoint
- AG : agent des douanes affectés dans des services de la branche des OP/CO-AG ou de la branche de la surveillance, étant précisé dans la colonne la ou les catégories statutaires pouvant recevoir une délégation de signature

Les codes auxquels il est fait référence sont abrégés :

- CDU : code des douanes de l'Union
- RE : règlement d'exécution
- RD : règlement délégué
- CD : code des douanes
- CGI : code général des impôts
- LPF : livre des procédures fiscales

ANNEXE à la décision du directeur interrégional des douanes et des droits indirects d'ÎLE-DE-FRANCE du 6 mars 2023

ANNEXE I – E-2 – DÉLÉGATION DES DÉCISIONS ADMINISTRATIVES INDIVIDUELLES AU NIVEAU DE L'UNITÉ DE SURVEILLANCE DE PARIS-NORD, DIVISION DE PARIS-SURVEILLANCE, DIRECTION RÉGIONALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS DE PARIS

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature du directeur interrégional des douanes et droits indirects d'ÎLE-DE-FRANCE

BUREAU RÉSEAU2

REF *	BASE LÉGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (1)
5-II-1° 1	Article 76-2 du code des douanes (CD)	Autorisation de circulation des marchandises sur les routes visées à l'article 76-1 du code des douanes, pendant leurs heures de fermeture	SIMONETTI Claire, inspectrice, cheffe de service douanier de la surveillance BENFAKKAK Driss, contrôleur de première classe, adjoint à la cheffe de service GAMESS Garry, contrôleur de deuxième classe, adjoint à la cheffe de service

BUREAU COMINT1

5-I-108° 80	Articles 211, 214, 215, 218 à 223, 250 à 253 du code des douanes de l'Union, 161 à 166, 169, 171 à 174, 177 à 180, 183 et 204 à 238 du règlement délégué UE) n° 2015/2446 et 258 à 264, 266 à 270, 322 à 323 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Décisions liées au régime de l'admission temporaire lorsque seule la France est concernée,	SIMONETTI Claire, inspectrice, cheffe de service douanier de la surveillance BENFAKKAK Driss, contrôleur de première classe, adjoint à la cheffe de service GAMESS Garry, contrôleur de deuxième classe, adjoint à la cheffe de service
------------------------	---	--	---

REF *	BASE LÉGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (1)
5-I-109° 81	Articles 85 à 87, 203 à 205 du code des douanes de l'Union, des articles 158 à 160 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446 et des articles 253 à 256 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Autorisation de bénéficier d'une exonération de droits au titre des marchandises en retour,	SIMONETTI Claire, inspectrice, cheffe de service douanier de la surveillance BENFAKKAK Driss, contrôleur de première classe, adjoint à la cheffe de service GAMESS Garry, contrôleur de deuxième classe, adjoint à la cheffe de service DARAAMEH Boubacar, contrôleur de 1ère classe LEURIDAN Marion, contrôleur de 1ère classe HELLEC Arthur, contrôleur de 2ème classe MARTIAL Kevin, contrôleur de 2ème classe DEROUCHE Atika, contrôleur de 2ème classe MERCIER Charlene, contrôleur de 2ème classe LO YING PING Thomas, contrôleur de 2ème classe BASCUNANA Youri, contrôleur de 2ème classe BONNOT Cyrille, agent de constatation principal 1ère classe BANI Mohamed, agent de constatation principal de 2ème classe CONFIANT Jean, agent de constatation principal de 2ème classe HAMZI Arab, agent de constatation principal de 2ème classe RODRIGUEZ Tony, agent de constatation principal de 2ème classe ROUIL Thomas, agent de constatation principal de 2ème classe TAIMOE Sylvain, agent de constatation principal de 2ème classe
5-I-121° 83	Article 199 du code des douanes de l'Union et de l'article 249 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Autorisation du titulaire du régime ou du détenteur d'abandonner à l'État des marchandises non Union ou sous destination particulière	SIMONETTI Claire, inspectrice, cheffe de service douanier de la surveillance BENFAKKAK Driss, contrôleur de première classe, adjoint à la cheffe de service GAMESS Garry, contrôleur de deuxième classe, adjoint à la cheffe de service DARAAMEH Boubacar, contrôleur de 1ère classe LEURIDAN Marion, contrôleur de 1ère classe HELLEC Arthur, contrôleur de 2ème classe MARTIAL Kevin, contrôleur de 2ème classe DEROUCHE Atika, contrôleur de 2ème classe MERCIER Charlene, contrôleur de 2ème classe LO YING PING Thomas, contrôleur de 2ème classe BASCUNANA Youri, contrôleur de 2ème classe BONNOT Cyrille, agent de constatation principal 1ère classe BANI Mohamed, agent de constatation principal de 2ème classe CONFIANT Jean, agent de constatation principal de 2ème classe HAMZI Arab, agent de constatation principal de 2ème classe RODRIGUEZ Tony, agent de constatation principal de 2ème classe ROUIL Thomas, agent de constatation principal de 2ème classe TAIMOE Sylvain, agent de constatation principal de 2ème classe

REF *	BASE LÉGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (1)
----------	----------------	--------------------	--

BUREAU COMINT3

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (1)
10-2 ter 142	Articles 17 et 18 du règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 et au premier alinéa des articles L. 335-10, L. 335-11, L. 521-14, L. 521-15, L. 614-32, L. 614-33, L. 623-36, L. 623-37, L. 716-8, L. 716-8-1, L. 722-9 et L. 722-10 du code de la propriété intellectuelle	La retenue et la suspension de la mainlevée des marchandises présumées contrefaisantes	SIMONETTI Claire, inspectrice, cheffe de service douanier de la surveillance BENFAKKAK Driss, contrôleur de première classe, adjoint à la cheffe de service GAMESS Garry, contrôleur de deuxième classe, adjoint à la cheffe de service DARAAMEH Boubacar, contrôleur de 1ère classe LEURIDAN Marion, contrôleur de 1ère classe HELLEC Arthur, contrôleur de 2ème classe MARTIAL Kevin, contrôleur de 2ème classe DEROUICHE Atika, contrôleur de 2ème classe MERCIER Charlene, contrôleur de 2ème classe LO YING PING Thomas, contrôleur de 2ème classe BASCUNANA Youri, contrôleur de 2ème classe BONNOT Cyrille, agent de constatation principal 1ère classe BANI Mohamed, agent de constatation principal de 2ème classe CONFIANT Jean, agent de constatation principal de 2ème classe HAMZI Arab, agent de constatation principal de 2ème classe RODRIGUEZ Tony, agent de constatation principal de 2ème classe ROUIL Thomas, agent de constatation principal de 2ème classe TAIMOE Sylvain, agent de constatation principal de 2ème classe

REF *	BASE LÉGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (1)
10-2 quater 143	Articles 17, 18, 23.1, 24 et 29 du règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013, quatrième alinéa des articles L. 335-10, L. 335-11, L. 521-14, L. 521-15, L. 614-32, L. 614-33, L. 623-36, L. 623-37, L. 716-8, L. 716-8-1, L. 722-9, L. 722-10, III des articles L. 335-14, L. 521-17-1, L. 614-36, L. 623-40, L. 716-8-4, L. 722-13 et IV des articles L. 335-15, L. 521-17-2, L. 614-37, L. 716-8-5 et L. 722-14 du CPI	La mainlevée des marchandises présumées contrefaisantes	SIMONETTI Claire, inspectrice, cheffe de service douanier de la surveillance BENFAKKAK Driss, contrôleur de première classe, adjoint à la cheffe de service GAMESS Garry, contrôleur de deuxième classe, adjoint à la cheffe de service DARAAMEH Boubacar, contrôleur de 1ère classe LEURIDAN Marion, contrôleur de 1ère classe HELLEC Arthur, contrôleur de 2ème classe MARTIAL Kevin, contrôleur de 2ème classe DEROUICHE Atika, contrôleur de 2ème classe MERCIER Charlène, contrôleur de 2ème classe LO YING PING Thomas, contrôleur de 2ème classe BASCUNANA Youri, contrôleur de 2ème classe BONNOT Cyrille, agent de constatation principal 1ère classe BANI Mohamed, agent de constatation principal de 2ème classe CONFIANT Jean, agent de constatation principal de 2ème classe HAMZI Arab, agent de constatation principal de 2ème classe RODRIGUEZ Tony, agent de constatation principal de 2ème classe ROUIL Thomas, agent de constatation principal de 2ème classe TAIMOE Sylvain, agent de constatation principal de 2ème classe
10-2 quater-0 144	Article 25.2 du règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013	L'autorisation de circulation sous surveillance douanière des marchandises retenues destinées à être détruites	SIMONETTI Claire, inspectrice, cheffe de service douanier de la surveillance BENFAKKAK Driss, contrôleur de première classe, adjoint à la cheffe de service GAMESS Garry, contrôleur de deuxième classe, adjoint à la cheffe de service DARAAMEH Boubacar, contrôleur de 1ère classe LEURIDAN Marion, contrôleur de 1ère classe HELLEC Arthur, contrôleur de 2ème classe MARTIAL Kevin, contrôleur de 2ème classe DEROUICHE Atika, contrôleur de 2ème classe MERCIER Charlène, contrôleur de 2ème classe LO YING PING Thomas, contrôleur de 2ème classe BASCUNANA Youri, contrôleur de 2ème classe BONNOT Cyrille, agent de constatation principal 1ère classe BANI Mohamed, agent de constatation principal de 2ème classe CONFIANT Jean, agent de constatation principal de 2ème classe HAMZI Arab, agent de constatation principal de 2ème classe RODRIGUEZ Tony, agent de constatation principal de 2ème classe ROUIL Thomas, agent de constatation principal de 2ème classe TAIMOE Sylvain, agent de constatation principal de 2ème classe

REF *	BASE LÉGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (1)
10-2 quater-1 145	Article 19 du règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 et articles L. 335-13 , L. 521-17 , L. 614-35 , L. 623-39 , L. 716-8-3 et L. 722-12 du CPI	La décision de prélèvement d'échantillons	SIMONETTI Claire, inspectrice, cheffe de service douanier de la surveillance BENFAKKAK Driss, contrôleur de première classe, adjoint à la cheffe de service GAMESS Garry, contrôleur de deuxième classe, adjoint à la cheffe de service DARAAMEH Boubacar, contrôleur de 1ère classe LEURIDAN Marion, contrôleur de 1ère classe HELLEC Arthur, contrôleur de 2ème classe MARTIAL Kevin, contrôleur de 2ème classe DEROUICHE Atika, contrôleur de 2ème classe MERCIER Charlène, contrôleur de 2ème classe LO YING PING Thomas, contrôleur de 2ème classe BASCUNANA Youri, contrôleur de 2ème classe BONNOT Cyrille, agent de constatation principal 1ère classe BANI Mohamed, agent de constatation principal de 2ème classe CONFIANT Jean, agent de constatation principal de 2ème classe HAMZI Arab, agent de constatation principal de 2ème classe RODRIGUEZ Tony, agent de constatation principal de 2ème classe ROUIL Thomas, agent de constatation principal de 2ème classe TAIMOE Sylvain, agent de constatation principal de 2ème classe
10-2 quater-2 146	Articles 23.1, 26.3 et 26.8 du règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 et articles L. 335-14 , L. 335-15 , L. 521-17-1 , L. 521-17-2 , L. 614-36 , L. 614-37 , L. 623-40 , L. 716-8-4 , L. 716-8-5 , L. 722-13 et L. 722-14 du CPI	La décision de destruction des marchandises soupçonnées de contrefaçon	SIMONETTI Claire, inspectrice, cheffe de service douanier de la surveillance BENFAKKAK Driss, contrôleur de première classe, adjoint à la cheffe de service GAMESS Garry, contrôleur de deuxième classe, adjoint à la cheffe de service DARAAMEH Boubacar, contrôleur de 1ère classe LEURIDAN Marion, contrôleur de 1ère classe HELLEC Arthur, contrôleur de 2ème classe MARTIAL Kevin, contrôleur de 2ème classe DEROUICHE Atika, contrôleur de 2ème classe MERCIER Charlène, contrôleur de 2ème classe LO YING PING Thomas, contrôleur de 2ème classe BASCUNANA Youri, contrôleur de 2ème classe BONNOT Cyrille, agent de constatation principal 1ère classe BANI Mohamed, agent de constatation principal de 2ème classe CONFIANT Jean, agent de constatation principal de 2ème classe HAMZI Arab, agent de constatation principal de 2ème classe RODRIGUEZ Tony, agent de constatation principal de 2ème classe ROUIL Thomas, agent de constatation principal de 2ème classe TAIMOE Sylvain, agent de constatation principal de 2ème classe

REF *	BASE LÉGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (1)
10-2 quater-3 147	Article 23.4 du règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 et III des articles L. 335-14, L. 521-17-1, L. 614-36, L. 623-40, L. 716-8-4, L. 722-13 du CPI	La prorogation du délai de la retenue des marchandises présumées contrefaisantes	SIMONETTI Claire, inspectrice, cheffe de service douanier de la surveillance BENFAKKAK Driss, contrôleur de première classe, adjoint à la cheffe de service GAMESS Garry, contrôleur de deuxième classe, adjoint à la cheffe de service DARAAMEH Boubacar, contrôleur de 1ère classe LEURIDAN Marion, contrôleur de 1ère classe, HELLEC Arthur, contrôleur de 2ème classe MARTIAL Kevin, contrôleur de 2ème classe DEROUCHE Atika, contrôleur de 2ème classe MERCIER Charlene, contrôleur de 2ème classe LO YING PING Thomas, contrôleur de 2ème classe BASCUNANA Youri, contrôleur de 2ème classe BONNOT Cyrille, agent de constatation principal 1ère classe BANI Mohamed, agent de constatation principal de 2ème classe CONFIANT Jean, agent de constatation principal de 2ème classe HAMZI Arab, agent de constatation principal de 2ème classe RODRIGUEZ Tony, agent de constatation principal de 2ème classe ROUIL Thomas, agent de constatation principal de 2ème classe TAIMOE Sylvain, agent de constatation principal de 2ème classe

BUREAU FID 2

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (1)

REF *	BASE LÉGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (1)
6-1° 194	Article 262 du CGI	Visa et régularisation des bordereaux de vente à l'exportation	SIMONETTI Claire, inspectrice, cheffe de service douanier de la surveillance BENFAKKAK Driss, contrôleur de première classe, adjoint à la cheffe de service GAMESS Garry, contrôleur de deuxième classe, adjoint à la cheffe de service DARAAMEH Boubacar, contrôleur de 1ère classe LEURIDAN Marion, contrôleur de 1ère classe HELLEC Arthur, contrôleur de 2ème classe MARTIAL Kevin, contrôleur de 2ème classe DEROUCHE Atika, contrôleur de 2ème classe MERCIER Charlene, contrôleur de 2ème classe LO YING PING Thomas, contrôleur de 2ème classe BASCUNANA Youri, contrôleur de 2ème classe BONNOT Cyrille, agent de constatation principal 1ère classe BANI Mohamed, agent de constatation principal de 2ème classe CONFIANT Jean, agent de constatation principal de 2ème classe HAMZI Arab, agent de constatation principal de 2ème classe RODRIGUEZ Tony, agent de constatation principal de 2ème classe ROUIL Thomas, agent de constatation principal de 2ème classe TAIMOE Sylvain, agent de constatation principal de 2ème classe
10-2 bis 199	Règlement (CE) n° 1186/2009 du Conseil du 16 novembre 2009	Autorisation d'importer des marchandises en franchise de droits de douane (à l'exception des franchises diplomatiques)	SIMONETTI Claire, inspectrice, cheffe de service douanier de la surveillance BENFAKKAK Driss, contrôleur de première classe, adjoint à la cheffe de service GAMESS Garry, contrôleur de deuxième classe, adjoint à la cheffe de service DARAAMEH Boubacar, contrôleur de 1ère classe LEURIDAN Marion, contrôleur de 1ère classe HELLEC Arthur, contrôleur de 2ème classe MARTIAL Kevin, contrôleur de 2ème classe DEROUCHE Atika, contrôleur de 2ème classe MERCIER Charlene, contrôleur de 2ème classe LO YING PING Thomas, contrôleur de 2ème classe BASCUNANA Youri, contrôleur de 2ème classe BONNOT Cyrille, agent de constatation principal 1ère classe BANI Mohamed, agent de constatation principal de 2ème classe CONFIANT Jean, agent de constatation principal de 2ème classe HAMZI Arab, agent de constatation principal de 2ème classe RODRIGUEZ Tony, agent de constatation principal de 2ème classe ROUIL Thomas, agent de constatation principal de 2ème classe TAIMOE Sylvain, agent de constatation principal de 2ème classe

REF *	BASE LÉGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (1)
10-16° 201	Articles 50 septies à 50 decies de l'annexe IV au code général des impôts	Autorisation d'importer des marchandises en franchise de taxe sur la valeur ajoutée (à l'exception des franchises diplomatiques)	SIMONETTI Claire, inspectrice, cheffe de service douanier de la surveillance BENFAKKAK Driss, contrôleur de première classe, adjoint à la cheffe de service GAMESS Garry, contrôleur de deuxième classe, adjoint à la cheffe de service DARAAMEH Boubacar, contrôleur de 1ère classe LEURIDAN Marion, contrôleur de 1ère classe HELLEC Arthur, contrôleur de 2ème classe MARTIAL Kevin, contrôleur de 2ème classe DEROUCHE Atika, contrôleur de 2ème classe MERCIER Charlene, contrôleur de 2ème classe LO YING PING Thomas, contrôleur de 2ème classe BASCUNANA Youri, contrôleur de 2ème classe BONNOT Cyrille, agent de constatation principal 1ère classe BANI Mohamed, agent de constatation principal de 2ème classe CONFIANT Jean, agent de constatation principal de 2ème classe HAMZI Arab, agent de constatation principal de 2ème classe RODRIGUEZ Tony, agent de constatation principal de 2ème classe ROUIL Thomas, agent de constatation principal de 2ème classe TAIMOE Sylvain, agent de constatation principal de 2ème classe

NOTES EXPLICATIVES

La présente annexe reprend l'ensemble des DAI de la compétence des chefs de services déconcentrés (directeurs interrégionaux - ou directeurs régionaux dans les cas où cela est expressément signalé), regroupées selon le bureau de la direction générale réglementairement compétent.

La colonne **REF*** attribue un numéro dans l'ordre de présentation à chaque DAI et précise, lorsque la DAI est reprise dans le décret n° 97-1195 du 24 décembre 1997, l'article et le numéro, au sein de l'article, auquel la DAI considérée est reprise (par exemple, lorsque la référence indiquée est **6-5°**, cela signifie que la DAI est reprise au 5° de l'article 6 du décret n° 97-1195). En revanche, certaines DAI relevant notamment de la compétence des bureaux JCF1 et FID3 ne sont pas reprises dans le décret n° 97-1195 du 24 décembre 1997, mais sont reprises directement dans les annexes I et II du CGI (par exemple l'autorisation d'emploi d'alcool non dénaturé en franchise des droits pour les industries prévue à l'article 190 de l'annexe I au CGI). Pour ce qui concerne les DAI issues de l'annexe III (décrets simples) et de l'annexe IV (arrêtés) du CGI, elles ont été reprises à l'article 289 de l'annexe II au CGI afin d'établir la compétence du directeur interrégional en la matière. Elles sont donc référencées par leur seul numéro d'ordre de présentation.

Les en-têtes de tableaux correspondent aux grades et fonctions suivants :

- DR : directeur régional
- ADI : adjoint au directeur interrégional
- CP/SG : chef de pôle, secrétaire général d'une direction régionale ou interrégionale
- CC : comptable ou son adjoint
- CD : chef divisionnaire, ou son adjoint
- CS : chef de service dans une direction, notamment dans un bureau de douane, un service régional d'enquête ou un service viticulture, chef des services douaniers de surveillance ou son adjoint
- CISD : chef du centre interrégional de saisies des données, ou son adjoint
- CU : chef d'unité, ou son adjoint
- AG : agent des douanes affectés dans des services de la branche des OP/CO-AG ou de la branche de la surveillance, étant précisé dans la colonne la ou les catégories statutaires pouvant recevoir une délégation de signature

Les codes auxquels il est fait référence sont abrégés :

- CDU : code des douanes de l'Union
- RE : règlement d'exécution
- RD : règlement délégué
- CD : code des douanes
- CGI : code général des impôts
- CPI : code de la propriété intellectuelle
- LPF : livre des procédures fiscales

Les décisions ajoutées/modifiées par le décret n° 2022-893 du 15 juin 2022 (qui a modifié en dernier lieu le décret n° 97-1195 du 24 décembre 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles) sont surlignées en bleu, ainsi que les décisions éventuellement déplacées d'un tableau à l'autre.

RENOIS DU TABLEAU

- (1) Les décisions administratives individuelles figurant aux articles 302 H ter, 302 H quater et 319 du CGI, d'une part, et à l'article L.29 du LPF, d'autre part, ont été expressément attribuées par la loi au directeur régional des douanes et droits indirects. Toutefois, une fois entrées en vigueur, les dispositions réglementaires portant application du code sur les impositions et les biens et services, les articles 302 H ter et 302 H quater du CGI, seront définitivement abrogés [conformément aux dispositions des articles 10 (47°) et 38 (5°) de l'ordonnance n° 2021-1843 du 21 décembre 2021].
- (2) Dans le cadre de la déclaration simplifiée (article 166 du CDU), les autorités douanières peuvent accepter que la déclaration en douane ne comporte pas certaines des énonciations prévues ou ne soit pas accompagnée de certains documents. Deux cas sont possibles :
 - une autorisation délivrée par les autorités douanières est requise en cas de **demande de dédouanement en deux temps** (déclarations simplifiées suivies d'une déclaration complémentaire globale). La délivrance de cette autorisation, après audit des critères prévus à l'article 145 du RDC, peut être déléguée, outre au directeur régional, aux chefs de pôle et au secrétaire général de la direction régionale, au chef de service du bureau de douane ;
 - en cas de **procédure de soumission D48**, il s'agit d'une simple facilité qui n'est pas délivrée sur autorisation et ne nécessite pas d'audit. Son octroi peut être délégué, outre au directeur régional, aux chefs de pôle et au secrétaire général de la direction régionale, au chef de service du bureau de douane.
- (3) Si le demandeur n'est pas établi sur le territoire douanier visé à l'article 1^{er} du code des douanes (c'est-à-dire, s'il n'est pas établi en France), l'autorité douanière compétente est la direction interrégionale d'Île-de-France. L'octroi de la décision, dans ce cas, peut être délégué soit au directeur régional de Paris, aux chefs de pôle ou au secrétaire général de cette direction, soit au Service grands comptes.
- (4) S'agissant de la DAI n° 152 : remboursement de droits et taxes perçus et recouvrés comme en matière de douane, le DI des Hauts de France est autorisé, dans le cadre de seuils qu'il définit, à déléguer sa signature - à certains agents placés sous son autorité et notamment au chef divisionnaire de la division de Lille - aux fins de signer les décisions de remboursement partiel de TICPE aux transporteurs européens après instruction des demandes par les services du ressort de la division précitée.
- (5) L'agrément au dédouanement centralisé national est prévu par l'arrêté du 9 mai 2016 relatif à l'agrément au dédouanement centralisé national en application de l'article 179, paragraphe 1, alinéa 2 du code des douanes de l'Union.
- (6) Article du CGI demeurant provisoirement en vigueur par la combinaison des dispositions des articles 10 et 38 de l'ordonnance n° 2021-1843 du 21 décembre 2021
- (7) Pour ce qui concerne la proposition de fermeture d'établissement dans le cadre de l'application de l'article 1825 du code général des impôts, les directeurs interrégionaux des douanes et droits indirects, d'une part, et, en Guyane, en Guadeloupe, à La Réunion et à Mayotte, les directeurs régionaux des douanes et droits indirects, d'autre part, sont autorisés à déléguer leur signature aux fonctionnaires placés sous leur autorité dans les limites et conditions précisées dans la présente annexe I et dans l'annexe II de la décision de délégation de signature de la directrice générale

ANNEXE à la décision du directeur interrégional des douanes et des droits indirects d'ÎLE-DE-FRANCE du 6 mars 2023

ANNEXE I – E-3 – DÉLÉGATION DES DÉCISIONS ADMINISTRATIVES INDIVIDUELLES AU NIVEAU DE L'UNITÉ DE SURVEILLANCE DE PARIS-TRANSMANCHE, DIVISION DE PARIS-SURVEILLANCE, DIRECTION RÉGIONALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS DE PARIS

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature du directeur interrégional des douanes et droits indirects d'ÎLE-DE-FRANCE

BUREAU RÉSEAU 2

RÉF *	BASE LÉGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (1)
5-II-1° 1	Article 76-2 du code des douanes (CD)	Autorisation de circulation des marchandises sur les routes visées à l'article 76-1 du code des douanes, pendant leurs heures de fermeture	ARETHAS Thierry, inspecteur régional 2ème classe, chef de service douanier de la surveillance CAVELAN Vincent, inspecteur, adjoint au chef de service LEBIGRE Hervé, contrôleur principal, HADDAD Sheila, contrôleur de 1ère classe, adjoints au chef de service
BUREAU COMINT 1			
5-I-108° 80	Articles 211, 214, 215, 218 à 223, 250 à 253 du code des douanes de l'Union, 161 à 166, 169, 171 à 174, 177 à 180, 183 et 204 à 238 du règlement délégué UE) n° 2015/2446 et 258 à 264, 266 à 270, 322 à 323 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Décisions liées au régime de l'admission temporaire lorsque seule la France est concernée,	ARETHAS Thierry, inspecteur régional 2ème classe, chef de service douanier de la surveillance CAVELAN Vincent, inspecteur, adjoint au chef de service LEBIGRE Hervé, contrôleur principal, HADDAD Sheila, contrôleur de 1ère classe, adjoints au chef de service
5-I-109° 81	Articles 85 à 87, 203 à 205 du code des douanes de l'Union, des articles 158 à 160 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446 et des articles 253 à 256 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Autorisation de bénéficier d'une exonération de droits au titre des marchandises en retour,	ARETHAS Thierry, inspecteur régional 2ème classe, chef de service douanier de la surveillance CAVELAN Vincent, inspecteur, adjoint au chef de service LEBIGRE Hervé, contrôleur principal, HADDAD Sheila, contrôleur de 1ère classe, adjoints au chef de service POINSOT Franck, et SERRE Stephane, contrôleurs principaux LAPRAYE Eric, MOREL Franck, RODRIGUEZ Saturnino, SIMONI Jean-Joseph, STUYVAERT Olivier, VALLEE Di BARILLIER Nicolas, CAMIUL Jean Claude, CURIER-ILONGO Strelly, DEGAS Julien, DESBRUERES François, D Christophe, FOLLIOT David, GARCIA Alex, GEBBINK Yann, GIORDANO François, HONORINE Jonathan, JOCOLAS-CIETTE Samuel, KERSTEN Alexandre, LABALLE Jonathan, LETONDEUR Melvyn, N'AIT SI ALI Yc Laurent, SAÏAH Baptiste, SAINT-SEVIN Hélène, STEVENS Damien, TCHICAYA Camille, VADIMON Quentin, cont AUNOS Cecilia, DECREPS Gilles, L'HENAFF Philippe, LETON Rodolphe, MORVAN Ritchie, POUSSINES Nic constatation principaux 1ère classe ARANCIOTTA Xavier, ARQUIE Alexandre, ARTERO Mathieu, AUBRIOT Sébastien, BIGEL Lilou, BOCQUILLI BOURLET Lucas, CLAIN Franck, CZWOJDZINSKI Estelle, DIALLO Alpha, DONDEZ Damien, DUFFAU Aurél Elodie, GAWRONSKI Virgile, GRISON Alice, HECQUET Pascal, HOUEL Marine, HURFIN Alexandre, JUN FI Romain, LE RAY Yolanda, LEMAN Guillaume, LEROY Kerian, MEGAL Cedrick, MEN Jordan, MONARD Cileia, M PINTOUX Olivier, PLET Marianne, POUYOL Davy, RIOUL Dylan, ROSA Alicia, VONGSANONH David, WIJA principaux 2ème classe TANDIAN Coumba, THANGARAJAH Sutharsan, agents de constatation

REF*	BASE LÉGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (1)
5-I-121° 83	Article 199 du code des douanes de l'Union et de l'article 249 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Autorisation du titulaire du régime ou du détenteur d'abandonner à l'État des marchandises non Union ou sous destination particulière	ARETHAS Thierry, inspecteur régional 2ème classe, chef de service douanier de la surveillance CAVELAN Vincent, inspecteur, adjoint au chef de service LEBIGRE Hervé, contrôleur principal, HADDAD Sheila, contrôleur de 1ère classe, adjoints au chef de service POINSOT Franck, SERRE Stephane, contrôleurs principaux LAPRAYE Eric, MOREL Franck, RODRIGUEZ Saturnino, SIMONI Jean-Joseph, STUYVAERT Olivier, VALLEE Di BARILLIER Nicolas, CAMIUL Jean Claude, CURIER-ILONGO Strelly, DEGAS Julien, DESBRUERES François, D Christophe, FOLLIOU David, GARCIA Alex, GEBBINK Yann, GIORDANO François, HONORINE Jonathan, JC Alexandre, LABALLE Jonathan, LETONDEUR Melvyn, N'AIT SI ALI Youcef, NEGRON Nicolas, PETRENKO La Hélène, STEVENS Damien, TCHICAYA Camille, VADIMON Quentin, contrôleurs 2ème classe AUNOS Cecilia, DECREPS Gilles, L'HENAFF Philippe, LETON Rodolphe, MORVAN Ritchie, POUSSINES Nic constatation principaux 1ère classe ARANCIOUOTA Xavier, ARQUIE Alexandre, ARTERO Mathieu, AUBRIOT Sébastien, BIGEL Lilou, BOCQUILLI BOURLET Lucas, CLAIN Franck, CZWOJDZINSKI Estelle, DIALLO Alpha, DONDEZ Damien, DUFFAU Aurél Elodie, GAWRONSKI Virgile, GRISON Alice, HECQUET Pascal, HOUEL Marine, HURFIN Alexandre, JUIN FI Romain, LE RAY Yolanda, LEMAN Guillaume, LEROY Kerian, MEGAL Cedrick, MEN Jordan, MONARD Cileia, M PINTOUX Olivier, PLET Marianne, POUYOL Davy, RIOUL Dylan, ROSA Alicia, VONGSANONH David, WIJA principaux 2ème classe TANDIAN Coumba, THANGARAJAH Sutharsan, agents de constatation

BUREAU COMINT3

REF*	BASE LÉGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (1)
10-2 ter 142	Articles 17 et 18 du règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 et au premier alinéa des articles L. 335-10, L. 335-11, L. 521-14, L. 521-15, L. 614-32, L. 614-33, L. 623-36, L. 623-37, L. 716-8, L. 716-8-1, L. 722-9 et L. 722-10 du code de la propriété intellectuelle	La retenue et la suspension de la mainlevée des marchandises présumées contrefaisantes	ARETHAS Thierry, inspecteur régional 2ème classe, chef de service douanier de la surveillance CAVELAN Vincent, inspecteur, adjoint au chef de service LEBIGRE Hervé, contrôleur principal, HADDAD Sheila, contrôleur de 1ère classe, adjoints au chef de service POINSOT Franck, SERRE Stephane, contrôleurs principaux LAPRAYE Eric, MOREL Franck, RODRIGUEZ Saturnino, SIMONI Jean-Joseph, STUYVAERT Olivier, VALLEE Di BARILLIER Nicolas, CAMIUL Jean Claude, CURIER-ILONGO Strelly, DEGAS Julien, DESBRUERES François, D Christophe, FOLLIOU David, GARCIA Alex, GEBBINK Yann, GIORDANO François, HONORINE Jonathan, JC Alexandre, LABALLE Jonathan, LETONDEUR Melvyn, N'AIT SI ALI Youcef, NEGRON Nicolas, PETRENKO La Hélène, STEVENS Damien, TCHICAYA Camille, VADIMON Quentin, contrôleurs 2ème classe AUNOS Cecilia, DECREPS Gilles, L'HENAFF Philippe, LETON Rodolphe, MORVAN Ritchie, POUSSINES Nic constatation principaux 1ère classe ARANCIOUOTA Xavier, ARQUIE Alexandre, ARTERO Mathieu, AUBRIOT Sébastien, BIGEL Lilou, BOCQUILLI BOURLET Lucas, CLAIN Franck, CZWOJDZINSKI Estelle, DIALLO Alpha, DONDEZ Damien, DUFFAU Aurél Elodie, GAWRONSKI Virgile, GRISON Alice, HECQUET Pascal, HOUEL Marine, HURFIN Alexandre, JUIN FI Romain, LE RAY Yolanda, LEMAN Guillaume, LEROY Kerian, MEGAL Cedrick, MEN Jordan, MONARD Cileia, M PINTOUX Olivier, PLET Marianne, POUYOL Davy, RIOUL Dylan, ROSA Alicia, VONGSANONH David, WIJA principaux 2ème classe TANDIAN Coumba, THANGARAJAH Sutharsan, agents de constatation

RÉF *	BASE LÉGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (1)
10-2 quater 143	Articles 17, 18, 23.1, 24 et 29 du règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013, quatrième alinéa des articles L. 335-10, L. 335-11, L. 521-14, L. 521-15, L. 614-32, L. 614-33, L. 623-36, L. 623-37, L. 716-8, L. 716-8-1, L. 722-9, L. 722-10, III des articles L. 335-14, L. 521-17-1, L. 614-36, L. 623-40, L. 716-8-4, L. 722-13 et IV des articles L. 335-15, L. 521-17-2, L. 614-37, L. 716-8-5 et L. 722-14 du CPI	La mainlevée des marchandises présumées contrefaisantes	<p>ARETHAS Thierry, inspecteur régional 2ème classe, chef de service douanier de la surveillance</p> <p>CAVELAN Vincent, inspecteur, adjoint au chef de service</p> <p>LEBIGRE Hervé, contrôleur principal,</p> <p>HADDAD Sheila, contrôleur de 1ère classe, adjoints au chef de service</p> <p>POINSOT Franck, SERRE Stephane, contrôleurs principaux</p> <p>LAPRAYE Eric, MOREL Franck, RODRIGUEZ Saturnino, SIMONI Jean-Joseph, STUYVAERT Olivier, VALLEE Di</p> <p>BARILLIER Nicolas, CAMIUL Jean Claude, CURIER-ILONGO Strelly, DEGAS Julien, DESBRUERES François, D Christophe, FOLLIOU David, GARCIA Alex, GEBBINK Yann, GIORDANO François, HONORINE Jonathan, JC Alexandre, LABALLE Jonathan, LETONDEUR Melvyn, N'AIT SI ALI Youcef, NEGRON Nicolas, PETRENKO La Hélène, STEVENS Damien, TCHICAYA Camille, VADIMON Quentin, contrôleurs 2ème classe</p> <p>AUNOS Cecilia, DECREPS Gilles, L'HENAFF Philippe, LETON Rodolphe, MORVAN Ritchie, POUSSINES Nic constatation principaux 1ère classe</p> <p>ARANCIOU Xavier, ARQUIE Alexandre, ARTERO Mathieu, AUBRIOT Sébastien, BIGEL Lilou, BOCQUIL BOURLET Lucas, CLAIN Franck, CZWOJDZINSKI Estelle, DIALLO Alpha, DONDEZ Damien, DUFFAU Aurél Elodie, GAWRONSKI Virgile, GRISON Alice, HECQUET Pascal, HOUEL Marine, HURFIN Alexandre, JUIN FI Romain, LE RAY Yolanda, LEMAN Guillaume, LEROY Kerian, MEGAL Cedrick, MEN Jordan, MONARD Cileia, M PINTOUX Olivier, PLET Marianne, POUYOL Davy, RIOUL Dylan, ROSA Alicia, VONGSANONH David, WIJA principaux 2ème classe</p> <p>TANDIAN Coumba, THANGARAJAH Sutharsan, agents de constatation</p>
10-2 quater-0 144	Article 25.2 du règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013	L'autorisation de circulation sous surveillance douanière des marchandises retenues destinées à être détruites	<p>ARETHAS Thierry, inspecteur régional 2ème classe, chef de service douanier de la surveillance</p> <p>CAVELAN Vincent, inspecteur, adjoint au chef de service</p> <p>LEBIGRE Hervé, contrôleur principal,</p> <p>HADDAD Sheila, contrôleur de 1ère classe, adjoints au chef de service</p> <p>POINSOT Franck, SERRE Stephane, contrôleurs principaux</p> <p>LAPRAYE Eric, MOREL Franck, RODRIGUEZ Saturnino, SIMONI Jean-Joseph, STUYVAERT Olivier, VALLEE Di</p> <p>BARILLIER Nicolas, CAMIUL Jean Claude, CURIER-ILONGO Strelly, DEGAS Julien, DESBRUERES François, D Christophe, FOLLIOU David, GARCIA Alex, GEBBINK Yann, GIORDANO François, HONORINE Jonathan, JC Alexandre, LABALLE Jonathan, LETONDEUR Melvyn, N'AIT SI ALI Youcef, NEGRON Nicolas, PETRENKO La Hélène, STEVENS Damien, TCHICAYA Camille, VADIMON Quentin, contrôleurs 2ème classe</p> <p>AUNOS Cecilia, DECREPS Gilles, L'HENAFF Philippe, LETON Rodolphe, MORVAN Ritchie, POUSSINES Nic constatation principaux 1ère classe</p> <p>ARANCIOU Xavier, ARQUIE Alexandre, ARTERO Mathieu, AUBRIOT Sébastien, BIGEL Lilou, BOCQUIL BOURLET Lucas, CLAIN Franck, CZWOJDZINSKI Estelle, DIALLO Alpha, DONDEZ Damien, DUFFAU Aurél Elodie, GAWRONSKI Virgile, GRISON Alice, HECQUET Pascal, HOUEL Marine, HURFIN Alexandre, JUIN FI Romain, LE RAY Yolanda, LEMAN Guillaume, LEROY Kerian, MEGAL Cedrick, MEN Jordan, MONARD Cileia, M PINTOUX Olivier, PLET Marianne, POUYOL Davy, RIOUL Dylan, ROSA Alicia, VONGSANONH David, WIJA principaux 2ème classe</p> <p>TANDIAN Coumba, THANGARAJAH Sutharsan, agents de constatation</p>

RÉF *	BASE LÉGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (1)
<p>10-2 quater-1</p> <p>145</p>	<p>Article 19 du règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 et articles L. 335-13 , L. 521-17 , L. 614-35 , L. 623-39 , L. 716-8-3 et L. 722-12 du CPI</p>	<p>La décision de prélèvement d'échantillons</p>	<p>ARETHAS Thierry, inspecteur régional 2ème classe, chef de service douanier de la surveillance</p> <p>CAVELAN Vincent, inspecteur, adjoint au chef de service</p> <p>LEBIGRE Hervé, contrôleur principal,</p> <p>HADDAD Sheila, contrôleur de 1ère classe, adjoints au chef de service</p> <p>POINSOT Franck, SERRE Stephane, contrôleurs principaux</p> <p>LAPRAYE Eric, MOREL Franck, RODRIGUEZ Saturnino, SIMONI Jean-Joseph, STUYVAERT Olivier, VALLEE Di</p> <p>BARILLIER Nicolas, CAMIUL Jean Claude, CURIER-ILONGO Strelly, DEGAS Julien, DESBRUERES François, D Christophe, FOLLIOU David, GARCIA Alex, GEBBINK Yann, GIORDANO François, HONORINE Jonathan, JC Alexandre, LABALLE Jonathan, LETONDEUR Melvyn, N'AIT SI ALI Youcef, NEGRON Nicolas, PETRENKO La Hélène, STEVENS Damien, TCHICAYA Camille, VADIMON Quentin, contrôleurs 2ème classe</p> <p>AUNOS Cecilia, DECREPS Gilles, L'HENAFF Philippe, LETON Rodolphe, MORVAN Ritchie, POUSSINES Nic constatation principaux 1ère classe</p> <p>ARANCIOUUA Xavier, ARQUIE Alexandre, ARTERO Mathieu, AUBRIOT Sébastien, BIGEL Lilou, BOCQUILI BOURLET Lucas, CLAIN Franck, CZWOJDZINSKI Estelle, DIALLO Alpha, DONDEZ Damien, DUFFAU Aurél Elodie, GAWRONSKI Virgile, GRISON Alice, HECQUET Pascal, HOUEL Marine, HURFIN Alexandre, JUIN FI Romain, LE RAY Yolanda, LEMAN Guillaume, LEROY Kerian, MEGAL Cedrick, MEN Jordan, MONARD Cileia, M PINTOUX Olivier, PLET Marianne, POUYOL Davy, RIOUL Dylan, ROSA Alicia, VONGSANONH David, WIA principaux 2ème classe</p> <p>TANDIAN Coumba, THANGARAJAH Sutharsan, agents de constatation</p>
<p>10-2 quater-2</p> <p>146</p>	<p>Articles 23.1, 26.3 et 26.8 du règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 et articles L. 335-14 , L. 335-15 , L. 521-17-1 , L. 521-17-2 , L. 614-36 , L. 614-37 , L. 623-40 , L. 716-8-4 , L. 716-8-5 , L. 722-13 et L. 722-14 du CPI</p>	<p>La décision de destruction des marchandises soupçonnées de contrefaçon</p>	<p>ARETHAS Thierry, inspecteur régional 2ème classe, chef de service douanier de la surveillance</p> <p>CAVELAN Vincent, inspecteur, adjoint au chef de service</p> <p>LEBIGRE Hervé, contrôleur principal,</p> <p>HADDAD Sheila, contrôleur de 1ère classe, adjoints au chef de service</p> <p>POINSOT Franck, SERRE Stephane, contrôleurs principaux</p> <p>LAPRAYE Eric, MOREL Franck, RODRIGUEZ Saturnino, SIMONI Jean-Joseph, STUYVAERT Olivier, VALLEE Di</p> <p>BARILLIER Nicolas, CAMIUL Jean Claude, CURIER-ILONGO Strelly, DEGAS Julien, DESBRUERES François, D Christophe, FOLLIOU David, GARCIA Alex, GEBBINK Yann, GIORDANO François, HONORINE Jonathan, JC Alexandre, LABALLE Jonathan, LETONDEUR Melvyn, N'AIT SI ALI Youcef, NEGRON Nicolas, PETRENKO La Hélène, STEVENS Damien, TCHICAYA Camille, VADIMON Quentin, contrôleurs 2ème classe</p> <p>AUNOS Cecilia, DECREPS Gilles, L'HENAFF Philippe, LETON Rodolphe, MORVAN Ritchie, POUSSINES Nic constatation principaux 1ère classe</p> <p>ARANCIOUUA Xavier, ARQUIE Alexandre, ARTERO Mathieu, AUBRIOT Sébastien, BIGEL Lilou, BOCQUILI BOURLET Lucas, CLAIN Franck, CZWOJDZINSKI Estelle, DIALLO Alpha, DONDEZ Damien, DUFFAU Aurél Elodie, GAWRONSKI Virgile, GRISON Alice, HECQUET Pascal, HOUEL Marine, HURFIN Alexandre, JUIN FI Romain, LE RAY Yolanda, LEMAN Guillaume, LEROY Kerian, MEGAL Cedrick, MEN Jordan, MONARD Cileia, M PINTOUX Olivier, PLET Marianne, POUYOL Davy, RIOUL Dylan, ROSA Alicia, VONGSANONH David, WIA principaux 2ème classe</p> <p>TANDIAN Coumba, THANGARAJAH Sutharsan, agents de constatation</p>

RÉF *	BASE LÉGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (1)
10-2 quater-3 147	Article 23.4 du règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 et III des articles L. 335-14, L. 521-17-1, L. 614-36, L. 623-40, L. 716-8-4, L. 722-13 du CPI	La prorogation du délai de la retenue des marchandises présumées contrefaisantes	<p>ARETHAS Thierry, inspecteur régional 2ème classe, chef de service douanier de la surveillance</p> <p>CAVELAN Vincent, inspecteur, adjoint au chef de service</p> <p>LEBIGRE Hervé, contrôleur principal,</p> <p>HADDAD Sheila, contrôleur de 1ère classe, adjoints au chef de service</p> <p>POINSOT Franck, SERRE Stephane, contrôleurs principaux</p> <p>LAPRAYE Eric, MOREL Franck, RODRIGUEZ Saturnino, SIMONI Jean-Joseph, STUYVAERT Olivier, VALLEE Di</p> <p>BARILLIER Nicolas, CAMIUL Jean Claude, CURIER-ILONGO Strelly, DEGAS Julien, DESBRUERES François, D Christophe, FOLLIOU David, GARCIA Alex, GEBBINK Yann, GIORDANO François, HONORINE Jonathan, JC Alexandre, LABALLE Jonathan, LETONDEUR Melvyn, N'AIT SI ALI Youcef, NEGRON Nicolas, PETRENKO La Hélène, STEVENS Damien, TCHICAYA Camille, VADIMON Quentin, contrôleurs 2ème classe</p> <p>AUNOS Cecilia, DECREPS Gilles, L'HENAFF Philippe, LETON Rodolphe, MORVAN Ritchie, POUSSINES Nic constatation principaux 1ère classe</p> <p>ARANCIOU Xavier, ARQUIE Alexandre, ARTERO Mathieu, AUBRIOT Sébastien, BIGEL Lilou, BOCQUIL BOURLET Lucas, CLAIN Franck, CZWOJDZINSKI Estelle, DIALLO Alpha, DONDEZ Damien, DUFFAU Aurél Elodie, GAWRONSKI Virgile, GRISON Alice, HECQUET Pascal, HOUEL Marine, HURFIN Alexandre, JUN FI Romain, LE RAY Yolanda, LEMAN Guillaume, LEROY Kerian, MEGAL Cedrick, MEN Jordan, MONARD Cileia, M PINTOUX Olivier, PLET Marianne, POUYOL Davy, RIOUL Dylan, ROSA Alicia, VONGSANONH David, WJA principaux 2ème classe</p> <p>TANDIAN Coumba, THANGARAJAH Sutharsan, agents de constatation</p>

BUREAU FID 2

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (1)
6-1° 194	Article 262 du CGI	Visa et régularisation des bordereaux de vente à l'exportation	<p>ARETHAS Thierry, inspecteur régional 2ème classe, chef de service douanier de la surveillance</p> <p>CAVELAN Vincent, inspecteur, adjoint au chef de service</p> <p>LEBIGRE Hervé, contrôleur principal,</p> <p>HADDAD Sheila, contrôleur de 1ère classe, adjoints au chef de service</p> <p>POINSOT Franck, SERRE Stephane, contrôleurs principaux</p> <p>LAPRAYE Eric, MOREL Franck, RODRIGUEZ Saturnino, SIMONI Jean-Joseph, STUYVAERT Olivier, VALLEE Di</p> <p>BARILLIER Nicolas, CAMIUL Jean Claude, CURIER-ILONGO Strelly, DEGAS Julien, DESBRUERES François, D Christophe, FOLLIOU David, GARCIA Alex, GEBBINK Yann, GIORDANO François, HONORINE Jonathan, JC Alexandre, LABALLE Jonathan, LETONDEUR Melvyn, N'AIT SI ALI Youcef, NEGRON Nicolas, PETRENKO La Hélène, STEVENS Damien, TCHICAYA Camille, VADIMON Quentin, contrôleurs 2ème classe</p> <p>AUNOS Cecilia, DECREPS Gilles, L'HENAFF Philippe, LETON Rodolphe, MORVAN Ritchie, POUSSINES Nic constatation principaux 1ère classe</p> <p>ARANCIOU Xavier, ARQUIE Alexandre, ARTERO Mathieu, AUBRIOT Sébastien, BIGEL Lilou, BOCQUIL BOURLET Lucas, CLAIN Franck, CZWOJDZINSKI Estelle, DIALLO Alpha, DONDEZ Damien, DUFFAU Aurél Elodie, GAWRONSKI Virgile, GRISON Alice, HECQUET Pascal, HOUEL Marine, HURFIN Alexandre, JUN FI Romain, LE RAY Yolanda, LEMAN Guillaume, LEROY Kerian, MEGAL Cedrick, MEN Jordan, MONARD Cileia, M PINTOUX Olivier, PLET Marianne, POUYOL Davy, RIOUL Dylan, ROSA Alicia, VONGSANONH David, WJA principaux 2ème classe</p> <p>TANDIAN Coumba, THANGARAJAH Sutharsan, agents de constatation</p>

RÉF *	BASE LÉGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (1)
10-2 bis 199	Règlement (CE) n° 1186/2009 du Conseil du 16 novembre 2009	Autorisation d'importer des marchandises en franchise de droits de douane (à l'exception des franchises diplomatiques)	ARETHAS Thierry, inspecteur régional 2ème classe, chef de service douanier de la surveillance CAVELAN Vincent, inspecteur, adjoint au chef de service LEBIGRE Hervé, contrôleur principal, HADDAD Sheila, contrôleur de 1ère classe, adjoints au chef de service POINSOT Franck, SERRE Stephane, contrôleurs principaux LAPRAYE Eric, MOREL Franck, RODRIGUEZ Saturnino, SIMONI Jean-Joseph, STUYVAERT Olivier, VALLEE Di BARILLIER Nicolas, CAMIUL Jean Claude, CURIER-ILONGO Strelly, DEGAS Julien, DESBRUERES François, D Christophe, FOLLIOU David, GARCIA Alex, GEBBINK Yann, GIORDANO François, HONORINE Jonathan, JC Alexandre, LABALLE Jonathan, LETONDEUR Melvyn, N'AIT SI ALI Youcef, NEGRON Nicolas, PETRENKO La Hélène, STEVENS Damien, TCHICAYA Camille, VADIMON Quentin, contrôleurs 2ème classe AUNOS Cecilia, DECREPS Gilles, L'HENAFF Philippe, LETON Rodolphe, MORVAN Ritchie, POUSSINES Nic constatation principaux 1ère classe ARANCIOU Xavier, ARQUIE Alexandre, ARTERO Mathieu, AUBRIOT Sébastien, BIGEL Lilou, BOCQUIL BOURLET Lucas, CLAIN Franck, CZWOJDZINSKI Estelle, DIALLO Alpha, DONDEZ Damien, DUFFAU Auré Elodie, GAWRONSKI Virgile, GRISON Alice, HECQUET Pascal, HOUEL Marine, HURFIN Alexandre, JUIN FI Romain, LE RAY Yolanda, LEMAN Guillaume, LEROY Kerian, MEGAL Cedrick, MEN Jordan, MONARD Cileia, M PINTOUX Olivier, PLET Marianne, POUYOL Davy, RIOUL Dylan, ROSA Alicia, VONGSANONH David, WIJ principaux 2ème classe TANDIAN Coumba, THANGARAJAH Sutharsan, agents de constatation
10-16° 201	Articles 50 septies à 50 decies de l'annexe IV au code général des impôts	Autorisation d'importer des marchandises en franchise de taxe sur la valeur ajoutée (à l'exception des franchises diplomatiques)	ARETHAS Thierry, inspecteur régional 2ème classe, chef de service douanier de la surveillance CAVELAN Vincent, inspecteur, adjoint au chef de service LEBIGRE Hervé, contrôleur principal, HADDAD Sheila, contrôleur de 1ère classe, adjoints au chef de service POINSOT Franck, SERRE Stephane, contrôleurs principaux LAPRAYE Eric, MOREL Franck, RODRIGUEZ Saturnino, SIMONI Jean-Joseph, STUYVAERT Olivier, VALLEE Di BARILLIER Nicolas, CAMIUL Jean Claude, CURIER-ILONGO Strelly, DEGAS Julien, DESBRUERES François, D Christophe, FOLLIOU David, GARCIA Alex, GEBBINK Yann, GIORDANO François, HONORINE Jonathan, JC Alexandre, LABALLE Jonathan, LETONDEUR Melvyn, N'AIT SI ALI Youcef, NEGRON Nicolas, PETRENKO La Hélène, STEVENS Damien, TCHICAYA Camille, VADIMON Quentin, contrôleurs 2ème classe AUNOS Cecilia, DECREPS Gilles, L'HENAFF Philippe, LETON Rodolphe, MORVAN Ritchie, POUSSINES Nic constatation principaux 1ère classe ARANCIOU Xavier, ARQUIE Alexandre, ARTERO Mathieu, AUBRIOT Sébastien, BIGEL Lilou, BOCQUIL BOURLET Lucas, CLAIN Franck, CZWOJDZINSKI Estelle, DIALLO Alpha, DONDEZ Damien, DUFFAU Auré Elodie, GAWRONSKI Virgile, GRISON Alice, HECQUET Pascal, HOUEL Marine, HURFIN Alexandre, JUIN FI Romain, LE RAY Yolanda, LEMAN Guillaume, LEROY Kerian, MEGAL Cedrick, MEN Jordan, MONARD Cileia, M PINTOUX Olivier, PLET Marianne, POUYOL Davy, RIOUL Dylan, ROSA Alicia, VONGSANONH David, WIJ principaux 2ème classe TANDIAN Coumba, THANGARAJAH Sutharsan, agents de constatation

NOTES EXPLICATIVES

La présente annexe reprend l'ensemble des DAI de la compétence des chefs de services déconcentrés (directeurs interrégionaux - ou directeurs régionaux dans les cas où cela est expressément signalé), regroupées selon le bureau de la direction générale réglementairement compétent.

La colonne **REF*** attribue un numéro dans l'ordre de présentation à chaque DAI et précise, lorsque la DAI est reprise dans le décret n° 97-1195 du 24 décembre 1997, l'article et le numéro, au sein de l'article, auquel la DAI considérée est reprise (par exemple, lorsque la référence indiquée est **6-5°**, cela signifie que la DAI est reprise au 5° de l'article 6 du décret n° 97-1195). En revanche, certaines DAI relevant notamment de la compétence des bureaux JCF1 et FID3 ne sont pas reprises dans le décret n° 97-1195 du 24 décembre 1997, mais sont reprises directement dans les annexes I et II du CGI (par exemple l'autorisation d'emploi d'alcool non dénaturé en franchise des droits pour les industries prévue à l'article 190 de l'annexe I au CGI). Pour ce qui concerne les DAI issues de l'annexe III (décrets simples) et de l'annexe IV (arrêtés) du CGI, elles ont été reprises à l'article 289 de l'annexe II au CGI afin d'établir la compétence du directeur interrégional en la matière. Elles sont donc référencées par leur seul numéro d'ordre de présentation.

Les en-têtes de tableaux correspondent aux grades et fonctions suivants :

- DR : directeur régional
- ADI : adjoint au directeur interrégional

- CP/SG : chef de pôle, secrétaire général d'une direction régionale ou interrégionale
- CC : comptable ou son adjoint
- CD : chef divisionnaire, ou son adjoint
- CS : chef de service dans une direction, notamment dans un bureau de douane, un service régional d'enquête ou un service viticulture, chef des services douaniers de surveillance ou son adjoint
- CISD : chef du centre interrégional de saisies des données, ou son adjoint
- CU : chef d'unité, ou son adjoint
- AG : agent des douanes affectés dans des services de la branche des OP/CO-AG ou de la branche de la surveillance, étant précisé dans la colonne la ou les catégories statutaires pouvant recevoir une délégation de signature

Les codes auxquels il est fait référence sont abrégés :

- CDU : code des douanes de l'Union
- RE : règlement d'exécution
- RD : règlement délégué
- CD : code des douanes
- CGI : code général des impôts
- LPF : livre des procédures fiscales
- CPI : code de la propriété intellectuelle

Les décisions ajoutées/modifiées par le décret n° 2022-893 du 15 juin 2022 (qui a modifié en dernier lieu le décret n° 97-1195 du 24 décembre 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles) sont surlignées en bleu, ainsi que les décisions éventuellement déplacées d'un tableau à l'autre.

RENVois DU TABLEAU

- (1) Les décisions administratives individuelles figurant aux articles 302 H ter, 302 H quater et 319 du CGI, d'une part, et à l'article L.29 du LPF, d'autre part, ont été expressément attribuées par la loi au directeur régional des douanes et droits indirects. Toutefois, une fois entrées en vigueur, les dispositions réglementaires portant application du code sur les impositions et les biens et services, les articles 302 H ter et 302 H quater du CGI, seront définitivement abrogés [conformément aux dispositions des articles 10 (47°) et 38 (5°) de l'ordonnance n° 2021-1843 du 21 décembre 2021].
- (2) Dans le cadre de la déclaration simplifiée (article 166 du CDU), les autorités douanières peuvent accepter que la déclaration en douane ne comporte pas certaines des énonciations prévues ou ne soit pas accompagnée de certains documents. Deux cas sont possibles :
 - une autorisation délivrée par les autorités douanières est requise en cas de **demande de dédouanement en deux temps** (déclarations simplifiées suivies d'une déclaration complémentaire globale). La délivrance de cette autorisation, après audit des critères prévus à l'article 145 du RDC, peut être déléguée, outre au directeur régional, aux chefs de pôle et au secrétaire général de la direction régionale, au chef de service du bureau de douane ;
 - en cas de **procédure de soumission D48**, il s'agit d'une simple facilité qui n'est pas délivrée sur autorisation et ne nécessite pas d'audit. Son octroi peut être délégué, outre au directeur régional, aux chefs de pôle et au secrétaire général de la direction régionale, au chef de service du bureau de douane.
- (3) Si le demandeur n'est pas établi sur le territoire douanier visé à l'article 1^{er} du code des douanes (c'est-à-dire, s'il n'est pas établi en France), l'autorité douanière compétente est la direction interrégionale d'Île-de-France. L'octroi de la décision, dans ce cas, peut être délégué soit au directeur régional de Paris, aux chefs de pôle ou au secrétaire général de cette direction, soit au Service grands comptes.
- (4) S'agissant de la DAI n° 152 : remboursement de droits et taxes perçus et recouvrés comme en matière de douane, le DI des Hauts de France est autorisé, dans le cadre de seuils qu'il définit, à déléguer sa signature - à certains agents placés sous son autorité et notamment au chef divisionnaire de la division de Lille - aux fins de signer les décisions de remboursement partiel de TICPE aux transporteurs européens après instruction des demandes par les services du ressort de la division précitée.
- (5) L'agrément au dédouanement centralisé national est prévu par l'arrêté du 9 mai 2016 relatif à l'agrément au dédouanement centralisé national en application de l'article 179, paragraphe 1, alinéa 2 du code des douanes de l'Union.
- (6) Article du CGI demeurant provisoirement en vigueur par la combinaison des dispositions des articles 10 et 38 de l'ordonnance n° 2021-1843 du 21 décembre 2021
- (7) Pour ce qui concerne la proposition de fermeture d'établissement dans le cadre de l'application de l'article 1825 du code général des impôts, les directeurs interrégionaux des douanes et droits indirects, d'une part, et, en Guyane, en Guadeloupe, à La Réunion et à Mayotte, les directeurs régionaux des douanes et droits indirects, d'autre part, sont autorisés à déléguer leur signature aux fonctionnaires placés sous leur autorité dans les limites et conditions précisées dans la présente annexe I et dans l'annexe II de la décision de délégation de signature de la directrice générale.

ANNEXE à la décision du directeur interrégional des douanes et des droits indirects d'ÎLE-DE-FRANCE du 6 mars 2023

ANNEXE I – E-4 – DÉLÉGATION DES DÉCISIONS ADMINISTRATIVES INDIVIDUELLES AU NIVEAU DE L'UNITÉ DE SURVEILLANCE DE PARIS-FERROVIAIRE, DIVISION DE PARIS-SURVEILLANCE, DIRECTION RÉGIONALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS DE PARIS

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature du directeur interrégional des douanes et droits indirects d'ÎLE-DE-FRANCE

BUREAU RÉSEAU 2

REF *	BASE LÉGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (1)
5-II-1° 1	Article 76-2 du code des douanes (CD)	Autorisation de circulation des marchandises sur les routes visées à l'article 76-1 du code des douanes, pendant leurs heures de fermeture	HOUAMRIA Ludovic, inspecteur, chef de service douanier de la surveillance ALIKER Gregory, contrôleur de deuxième classe, adjoint au chef de service MEYER Sophie, contrôleur de deuxième classe, adjointe au chef de service
BUREAU COMINT1			
5-I-108° 80	Articles 211, 214, 215, 218 à 223, 250 à 253 du code des douanes de l'Union, 161 à 166, 169, 171 à 174, 177 à 180, 183 et 204 à 238 du règlement délégué UE) n° 2015/2446 et 258 à 264, 266 à 270, 322 à 323 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Décisions liées au régime de l'admission temporaire lorsque seule la France est concernée,	HOUAMRIA Ludovic, inspecteur, chef de service douanier de la surveillance ALIKER Gregory, contrôleur de deuxième classe, adjoint au chef de service MEYER Sophie, contrôleur de deuxième classe, adjointe au chef de service

REF *	BASE LÉGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (1)
5-I-109° 81	Articles 85 à 87, 203 à 205 du code des douanes de l'Union, des articles 158 à 160 du règlement délégué (UE) n° 2015/2446 et des articles 253 à 256 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Autorisation de bénéficier d'une exonération de droits au titre des marchandises en retour,	<p>HOUAMRIA Ludovic, inspecteur, chef de service douanier de la surveillance</p> <p>ALIKER Gregory, contrôleur de deuxième classe, adjoint au chef de service</p> <p>MEYER Sophie, contrôleur de deuxième classe, adjointe au chef de service</p> <p>Raphaël MOREAU, contrôleur de 2e classe</p> <p>Alison JORON, contrôleur de 2e classe</p> <p>Jean-Christophe OUAKIF, contrôleur de 2e classe</p> <p>Maxime GONCALVES , contrôleur de 2e classe</p> <p>Franck MALET, contrôleur de 2e classe</p> <p>Cédric LEHOUX, contrôleur de 2e classe</p> <p>Jonathan PEZZETTA, contrôleur de 2e classe</p> <p>Alena LOHEAC, contrôleur de 2e classe</p> <p>Odin LABAT, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Antonin BALTA, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Olivier PREAUX, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Borja MARQUEZ GAMBIN, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Benoît BERGLAS, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Stéphanie DIGNE, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Michael VALENTE, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Cécile VOISIN, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Rafik BENSEDDIK, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Antoine BOURGUET, agent de constatation</p>

REF *	BASE LÉGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (1)
5-I-121° 83	Article 199 du code des douanes de l'Union et de l'article 249 du règlement d'exécution (UE) n° 2015/2447	Autorisation du titulaire du régime ou du détenteur d'abandonner à l'État des marchandises non Union ou sous destination particulière	HOUAMRIA Ludovic, inspecteur, chef de service douanier de la surveillance ALIKER Gregory, contrôleur de deuxième classe, adjoint au chef de service MEYER Sophie, contrôleur de deuxième classe, adjointe au chef de service Raphaël MOREAU, contrôleur de 2e classe Alison JORON, contrôleur de 2e classe Jean-Christophe OUAKIF, contrôleur de 2e classe Maxime GONCALVES , contrôleur de 2e classe Franck MALET, contrôleur de 2e classe Cédric LEHOUX, contrôleur de 2e classe Jonathan PEZZETTA, contrôleur de 2e classe Alena LOHEAC, contrôleur de 2e classe Odin LABAT, agent de constatation principal de 2e classe Antonin BALTA, agent de constatation principal de 2e classe Olivier PREAUX, agent de constatation principal de 2e classe Borja MARQUEZ GAMBIN, agent de constatation principal de 2e classe Benoît BERGLAS, agent de constatation principal de 2e classe Stéphanie DIGNE, agent de constatation principal de 2e classe Michael VALENTE, agent de constatation principal de 2e classe Cécile VOISIN, agent de constatation principal de 2e classe Rafik BENSEDDIK, agent de constatation principal de 2e classe ANTOINE BOURGUET, AGENT DE CONSTATATION

BUREAU COMINT3

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (1)
------	----------------	--------------------	--

REF *	BASE LÉGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (1)
10-2 ter 142	Articles 17 et 18 du règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 et au premier alinéa des articles L. 335-10, L. 335-11, L. 521-14, L. 521-15, L. 614-32, L. 614-33, L. 623-36, L. 623-37, L. 716-8, L. 716-8-1, L. 722-9 et L. 722-10 du code de la propriété intellectuelle	La retenue et la suspension de la mainlevée des marchandises présumées contrefaisantes	<p>HOUAMRIA Ludovic, inspecteur, chef de service douanier de la surveillance</p> <p>ALIKER Gregory, contrôleur de deuxième classe, adjoint au chef de service</p> <p>MEYER Sophie, contrôleur de deuxième classe, adjointe au chef de service</p> <p>Raphaël MOREAU, contrôleur de 2e classe</p> <p>Alison JORON, contrôleur de 2e classe</p> <p>Jean-Christophe OUAKIF, contrôleur de 2e classe</p> <p>Maxime GONCALVES , contrôleur de 2e classe</p> <p>Franck MALET, contrôleur de 2e classe</p> <p>Cédric LEHOUX, contrôleur de 2e classe</p> <p>Jonathan PEZZETTA, contrôleur de 2e classe</p> <p>Alena LOHEAC, contrôleur de 2e classe</p> <p>Odin LABAT, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Antonin BALTA, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Olivier PREAUX, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Borja MARQUEZ GAMBIN, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Benoît BERGLAS, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Stéphanie DIGNE, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Michael VALENTE, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Cécile VOISIN, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Rafik BENSEDDIK, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Antoine BOURGUET, agent de constatation</p>

REF *	BASE LÉGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (1)
10-2 quater 143	Articles 17, 18, 23.1, 24 et 29 du règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013, quatrième alinéa des articles L. 335-10, L. 335-11, L. 521-14, L. 521-15, L. 614-32, L. 614-33, L. 623-36, L. 623-37, L. 716-8, L. 716-8-1, L. 722-9, L. 722-10, III des articles L. 335-14, L. 521-17-1, L. 614-36, L. 623-40, L. 716-8-4, L. 722-13 et IV des articles L. 335-15, L. 521-17-2, L. 614-37, L. 716-8-5 et L. 722-14 du CPI	La mainlevée des marchandises présumées contrefaisantes	HOUAMRIA Ludovic, inspecteur, chef de service douanier de la surveillance ALIKER Gregory, contrôleur de deuxième classe, adjoint au chef de service MEYER Sophie, contrôleur de deuxième classe, adjointe au chef de service Raphaël MOREAU, contrôleur de 2e classe Alison JORON, contrôleur de 2e classe Jean-Christophe OUAKIF, contrôleur de 2e classe Maxime GONCALVES, contrôleur de 2e classe Franck MALET, contrôleur de 2e classe Cédric LEHOUX, contrôleur de 2e classe Jonathan PEZZETTA, contrôleur de 2e classe Alena LOHEAC, contrôleur de 2e classe Odin LABAT, agent de constatation principal de 2e classe Antonin BALTA, agent de constatation principal de 2e classe Olivier PREAUX, agent de constatation principal de 2e classe Borja MARQUEZ GAMBIN, agent de constatation principal de 2e classe Benoît BERGLAS, agent de constatation principal de 2e classe Stéphanie DIGNE, agent de constatation principal de 2e classe Michael VALENTE, agent de constatation principal de 2e classe Cécile VOISIN, agent de constatation principal de 2e classe Rafik BENSEDDIK, agent de constatation principal de 2e classe Antoine BOURGUET, agent de constatation

REF *	BASE LÉGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (1)
10-2 quater-0 144	Article 25.2 du règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013	L'autorisation de circulation sous surveillance douanière des marchandises retenues destinées à être détruites	<p>HOUAMRIA Ludovic, inspecteur, chef de service douanier de la surveillance</p> <p>ALIKER Gregory, contrôleur de deuxième classe, adjoint au chef de service</p> <p>MEYER Sophie, contrôleur de deuxième classe, adjointe au chef de service</p> <p>Raphaël MOREAU, contrôleur de 2e classe</p> <p>Alison JORON, contrôleur de 2e classe</p> <p>Jean-Christophe OUAKIF, contrôleur de 2e classe</p> <p>Maxime GONCALVES , contrôleur de 2e classe</p> <p>Franck MALET, contrôleur de 2e classe</p> <p>Cédric LEHOUX, contrôleur de 2e classe</p> <p>Jonathan PEZZETTA, contrôleur de 2e classe</p> <p>Alena LOHEAC, contrôleur de 2e classe</p> <p>Odin LABAT, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Antonin BALTA, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Olivier PREAUX, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Borja MARQUEZ GAMBIN, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Benoît BERGLAS, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Stéphanie DIGNE, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Michael VALENTE, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Cécile VOISIN, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Rafik BENSEDDIK, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Antoine BOURGUET, agent de constatation</p>

REF *	BASE LÉGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (1)
<p>10-2 quater-1</p> <p>145</p>	<p>Article 19 du règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 et articles L. 335-13 , L. 521-17 , L. 614-35 , L. 623-39 , L. 716-8-3 et L. 722-12 du CPI</p>	<p>La décision de prélèvement d'échantillons</p>	<p>HOUAMRIA Ludovic, inspecteur, chef de service douanier de la surveillance</p> <p>ALIKER Gregory, contrôleur de deuxième classe, adjoint au chef de service</p> <p>MEYER Sophie, contrôleur de deuxième classe, adjointe au chef de service</p> <p>Raphaël MOREAU, contrôleur de 2e classe</p> <p>Alison JORON, contrôleur de 2e classe</p> <p>Jean-Christophe OUAKIF, contrôleur de 2e classe</p> <p>Maxime GONCALVES , contrôleur de 2e classe</p> <p>Franck MALET, contrôleur de 2e classe</p> <p>Cédric LEHOUX, contrôleur de 2e classe</p> <p>Jonathan PEZZETTA, contrôleur de 2e classe</p> <p>Alena LOHEAC, contrôleur de 2e classe</p> <p>Odin LABAT, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Antonin BALTA, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Olivier PREAUX, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Borja MARQUEZ GAMBIN, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Benoît BERGLAS, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Stéphanie DIGNE, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Michael VALENTE, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Cécile VOISIN, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Rafik BENSEDDIK, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Antoine BOURGUET, agent de constatation</p>

REF *	BASE LÉGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (1)
10-2 quater-2 146	Articles 23.1, 26.3 et 26.8 du règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 et articles L. 335-14 , L. 335-15 , L. 521-17-1 , L. 521-17-2 , L. 614-36 , L. 614-37 , L. 623-40 , L. 716-8-4 , L. 716-8-5 , L. 722-13 et L. 722-14 du CPI	La décision de destruction des marchandises soupçonnées de contrefaçon	HOUAMRIA Ludovic, inspecteur, chef de service douanier de la surveillance ALIKER Gregory, contrôleur de deuxième classe, adjoint au chef de service MEYER Sophie, contrôleur de deuxième classe, adjointe au chef de service Raphaël MOREAU, contrôleur de 2e classe Alison JORON, contrôleur de 2e classe Jean-Christophe OUAKIF, contrôleur de 2e classe Maxime GONCALVES , contrôleur de 2e classe Franck MALET, contrôleur de 2e classe Cédric LEHOUX, contrôleur de 2e classe Jonathan PEZZETTA, contrôleur de 2e classe Alena LOHEAC, contrôleur de 2e classe Odin LABAT, agent de constatation principal de 2e classe Antonin BALTA, agent de constatation principal de 2e classe Olivier PREAUX, agent de constatation principal de 2e classe Borja MARQUEZ GAMBIN, agent de constatation principal de 2e classe Benoît BERGLAS, agent de constatation principal de 2e classe Stéphanie DIGNE, agent de constatation principal de 2e classe Michael VALENTE, agent de constatation principal de 2e classe Cécile VOISIN, agent de constatation principal de 2e classe Rafik BENSEDDIK, agent de constatation principal de 2e classe Antoine BOURGUET, agent de constatation

REF *	BASE LÉGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (1)
10-2 quater-3 147	Article 23.4 du règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 et III des articles L. 335-14, L. 521-17-1, L. 614-36, L. 623-40, L. 716-8-4, L. 722-13 du CPI	La prorogation du délai de la retenue des marchandises présumées contrefaisantes	<p>HOUAMRIA Ludovic, inspecteur, chef de service douanier de la surveillance</p> <p>ALIKER Gregory, contrôleur de deuxième classe, adjoint au chef de service</p> <p>MEYER Sophie, contrôleur de deuxième classe, adjointe au chef de service</p> <p>Raphaël MOREAU, contrôleur de 2e classe</p> <p>Alison JORON, contrôleur de 2e classe</p> <p>Jean-Christophe OUAKIF, contrôleur de 2e classe</p> <p>Maxime GONCALVES , contrôleur de 2e classe</p> <p>Franck MALET, contrôleur de 2e classe</p> <p>Cédric LEHOUX, contrôleur de 2e classe</p> <p>Jonathan PEZZETTA, contrôleur de 2e classe</p> <p>Alena LOHEAC, contrôleur de 2e classe</p> <p>Odin LABAT, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Antonin BALTA, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Olivier PREAUX, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Borja MARQUEZ GAMBIN, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Benoît BERGLAS, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Stéphanie DIGNE, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Michael VALENTE, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Cécile VOISIN, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Rafik BENSEDDIK, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Antoine BOURGUET, agent de constatation</p>

BUREAU FID 2

REF*	BASE LEGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (1)

REF *	BASE LÉGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (1)
6-1° 194	Article 262 du CGI	Visa et régularisation des bordereaux de vente à l'exportation	<p>HOUAMRIA Ludovic, inspecteur, chef de service douanier de la surveillance</p> <p>ALIKER Gregory, contrôleur de deuxième classe, adjoint au chef de service</p> <p>MEYER Sophie, contrôleur de deuxième classe, adjointe au chef de service</p> <p>Raphaël MOREAU, contrôleur de 2e classe</p> <p>Alison JORON, contrôleur de 2e classe</p> <p>Jean-Christophe OUAKIF, contrôleur de 2e classe</p> <p>Maxime GONCALVES , contrôleur de 2e classe</p> <p>Franck MALET, contrôleur de 2e classe</p> <p>Cédric LEHOUX, contrôleur de 2e classe</p> <p>Jonathan PEZZETTA, contrôleur de 2e classe</p> <p>Alena LOHEAC, contrôleur de 2e classe</p> <p>Odin LABAT, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Antonin BALTA, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Olivier PREAUX, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Borja MARQUEZ GAMBIN, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Benoît BERGLAS, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Stéphanie DIGNE, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Michael VALENTE, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Cécile VOISIN, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Rafik BENSEDDIK, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Antoine BOURGUET, agent de constatation</p>

REF *	BASE LÉGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (1)
10-2 bis 199	Règlement (CE) n° 1186/2009 du Conseil du 16 novembre 2009	Autorisation d'importer des marchandises en franchise de droits de douane (à l'exception des franchises diplomatiques)	<p>HOUAMRIA Ludovic, inspecteur, chef de service douanier de la surveillance</p> <p>ALIKER Gregory, contrôleur de deuxième classe, adjoint au chef de service</p> <p>MEYER Sophie, contrôleur de deuxième classe, adjointe au chef de service</p> <p>Raphaël MOREAU, contrôleur de 2e classe</p> <p>Alison JORON, contrôleur de 2e classe</p> <p>Jean-Christophe OUAKIF, contrôleur de 2e classe</p> <p>Maxime GONCALVES , contrôleur de 2e classe</p> <p>Franck MALET, contrôleur de 2e classe</p> <p>Cédric LEHOUX, contrôleur de 2e classe</p> <p>Jonathan PEZZETTA, contrôleur de 2e classe</p> <p>Alena LOHEAC, contrôleur de 2e classe</p> <p>Odin LABAT, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Antonin BALTA, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Olivier PREAUX, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Borja MARQUEZ GAMBIN, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Benoît BERGLAS, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Stéphanie DIGNE, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Michael VALENTE, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Cécile VOISIN, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Rafik BENSEDDIK, agent de constatation principal de 2e classe</p> <p>Antoine BOURGUET, agent de constatation</p>

REF *	BASE LÉGALE	INTITULE DE LA DAI	Nom, prénom, grade, fonction du délégataire de signature (1)
10-16° 201	Articles 50 septies à 50 decies de l'annexe IV au code général des impôts	Autorisation d'importer des marchandises en franchise de taxe sur la valeur ajoutée (à l'exception des franchises diplomatiques)	HOUAMRIA Ludovic, inspecteur, chef de service douanier de la surveillance ALIKER Gregory, contrôleur de deuxième classe, adjoint au chef de service MEYER Sophie, contrôleur de deuxième classe, adjointe au chef de service Raphaël MOREAU, contrôleur de 2e classe Alison JORON, contrôleur de 2e classe Jean-Christophe OUAKIF, contrôleur de 2e classe Maxime GONCALVES, contrôleur de 2e classe Franck MALET, contrôleur de 2e classe Cédric LEHOUX, contrôleur de 2e classe Jonathan PEZZETTA, contrôleur de 2e classe Alena LOHEAC, contrôleur de 2e classe Odin LABAT, agent de constatation principal de 2e classe Antonin BALTA, agent de constatation principal de 2e classe Olivier PREAUX, agent de constatation principal de 2e classe Borja MARQUEZ GAMBIN, agent de constatation principal de 2e classe Benoît BERGLAS, agent de constatation principal de 2e classe Stéphanie DIGNE, agent de constatation principal de 2e classe Michael VALENTE, agent de constatation principal de 2e classe Cécile VOISIN, agent de constatation principal de 2e classe Rafik BENSEDDIK, agent de constatation principal de 2e classe Antoine BOURGUET, agent de constatation

NOTES EXPLICATIVES

La présente annexe reprend l'ensemble des DAI de la compétence des chefs de services déconcentrés (directeurs interrégionaux - ou directeurs régionaux dans les cas où cela est expressément signalé), regroupées selon le bureau de la direction générale réglementairement compétent.

La colonne **REF*** attribue un numéro dans l'ordre de présentation à chaque DAI et précise, lorsque la DAI est reprise dans le décret n° 97-1195 du 24 décembre 1997, l'article et le numéro, au sein de l'article, auquel la DAI considérée est reprise (par exemple, lorsque la référence indiquée est **6-5°**, cela signifie que la DAI est reprise au 5° de l'article 6 du décret n° 97-1195). En revanche, certaines DAI relevant notamment de la compétence des bureaux JCF1 et FID3 ne sont pas reprises dans le décret n° 97-1195 du 24 décembre 1997, mais sont reprises directement dans les annexes I et II du CGI (par exemple l'autorisation d'emploi d'alcool non dénaturé en franchise des droits pour les industries prévue à l'article 190 de l'annexe I au CGI). Pour ce qui concerne les DAI issues de l'annexe III (décrets simples) et de l'annexe IV (arrêtés) du CGI, elles ont été reprises à l'article 289 de l'annexe II au CGI afin d'établir la compétence du directeur interrégional en la matière. Elles sont donc référencées par leur seul numéro d'ordre de présentation.

Les en-têtes de tableaux correspondent aux grades et fonctions suivants :

- DR : directeur régional
- ADI : adjoint au directeur interrégional
- CP/SG : chef de pôle, secrétaire général d'une direction régionale ou interrégionale
- CC : comptable ou son adjoint
- CD : chef divisionnaire, ou son adjoint
- CS : chef de service dans une direction, notamment dans un bureau de douane, un service régional d'enquête ou un service viticulture, chef des services douaniers de surveillance ou son adjoint
- CISD : chef du centre interrégional de saisies des données, ou son adjoint
- CU : chef d'unité, ou son adjoint
- AG : agent des douanes affectés dans des services de la branche des OP/CO-AG ou de la branche de la surveillance, étant précisé dans la colonne la ou les catégories statutaires pouvant recevoir une délégation de signature

Les codes auxquels il est fait référence sont abrégés :

- CDU : code des douanes de l'Union
- RE : règlement d'exécution
- RD : règlement délégué
- CD : code des douanes

- CGI : code général des impôts
- CPI : code de la propriété intellectuelle
- LPF : livre des procédures fiscales

Les décisions ajoutées/modifiées par le décret n° 2022-893 du 15 juin 2022 (qui a modifié en dernier lieu le décret n° 97-1195 du 24 décembre 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles) sont surlignées en bleu, ainsi que les décisions éventuellement déplacées d'un tableau à l'autre.

RENOIS DU TABLEAU

- (1) Les décisions administratives individuelles figurant aux articles 302 H ter, 302 H quater et 319 du CGI, d'une part, et à l'article L.29 du LPF, d'autre part, ont été expressément attribuées par la loi au directeur régional des douanes et droits indirects. Toutefois, une fois entrées en vigueur, les dispositions réglementaires portant application du code sur les impositions et les biens et services, les articles 302 H ter et 302 H quater du CGI, seront définitivement abrogés [conformément aux dispositions des articles 10 (47°) et 38 (5°) de l'ordonnance n° 2021-1843 du 21 décembre 2021].
- (2) Dans le cadre de la déclaration simplifiée (article 166 du CDU), les autorités douanières peuvent accepter que la déclaration en douane ne comporte pas certaines des énonciations prévues ou ne soit pas accompagnée de certains documents. Deux cas sont possibles :
 - une autorisation délivrée par les autorités douanières est requise en cas de **demande de dédouanement en deux temps** (déclarations simplifiées suivies d'une déclaration complémentaire globale). La délivrance de cette autorisation, après audit des critères prévus à l'article 145 du RDC, peut être déléguée, outre au directeur régional, aux chefs de pôle et au secrétaire général de la direction régionale, au chef de service du bureau de douane ;
 - en cas de **procédure de soumission D48**, il s'agit d'une simple facilité qui n'est pas délivrée sur autorisation et ne nécessite pas d'audit. Son octroi peut être délégué, outre au directeur régional, aux chefs de pôle et au secrétaire général de la direction régionale, au chef de service du bureau de douane.
- (3) Si le demandeur n'est pas établi sur le territoire douanier visé à l'article 1^{er} du code des douanes (c'est-à-dire, s'il n'est pas établi en France), l'autorité douanière compétente est la direction interrégionale d'Île-de-France. L'octroi de la décision, dans ce cas, peut être délégué soit au directeur régional de Paris, aux chefs de pôle ou au secrétaire général de cette direction, soit au Service grands comptes.
- (4) S'agissant de la DAI n° 152 : remboursement de droits et taxes perçus et recouverts comme en matière de douane, le DI des Hauts de France est autorisé, dans le cadre de seuils qu'il définit, à déléguer sa signature - à certains agents placés sous son autorité et notamment au chef divisionnaire de la division de Lille - aux fins de signer les décisions de remboursement partiel de TICPE aux transporteurs européens après instruction des demandes par les services du ressort de la division précitée.
- (5) L'agrément au dédouanement centralisé national est prévu par l'arrêté du 9 mai 2016 relatif à l'agrément au dédouanement centralisé national en application de l'article 179, paragraphe 1, alinéa 2 du code des douanes de l'Union.

(6) Article du CGI demeurant provisoirement en vigueur par la combinaison des dispositions des articles 10 et 38 de l'ordonnance n° 2021-1843 du 21 décembre 2021

(7) Pour ce qui concerne la proposition de fermeture d'établissement dans le cadre de l'application de l'article 1825 du code général des impôts, les directeurs interrégionaux des douanes et droits indirects, d'une part, et, en Guyane, en Guadeloupe, à La Réunion et à Mayotte, les directeurs régionaux des douanes et droits indirects, d'autre part, sont autorisés à déléguer leur signature aux fonctionnaires placés sous leur autorité dans les limites et conditions précisées dans la présente annexe I et dans l'annexe II de la décision de délégation de signature de la directrice générale.

Rectorat de l'académie de Créteil

IDF-2023-03-06-00001

Arrêté du 6 mars 2023 portant délégation de signature à madame Céline HEYRIES, secrétaire générale adjointe, directrice en charge de la modernisation, de l'informatique et de l'immobilier, madame Corinne SCHITTENHELM, secrétaire générale adjointe, directrice en charge du pilotage budgétaire et des affaires juridiques, madame Francette DALLE MESE, secrétaire générale adjointe, directrice de l'organisation scolaire, de la performance et des politiques éducatives et monsieur David BERAHA, secrétaire général adjoint, directeur des relations et des ressources humaines

Arrêté du 6 mars 2023 portant délégation de signature à madame Céline HEYRIES, secrétaire générale adjointe, directrice en charge de la modernisation, de l'informatique et de l'immobilier, madame Corinne SCHITTENHELM, secrétaire générale adjointe, directrice en charge du pilotage budgétaire et des affaires juridiques, madame Francette DALLE MESE, secrétaire générale adjointe, directrice de l'organisation scolaire, de la performance et des politiques éducatives et monsieur David BERAHA, secrétaire général adjoint, directeur des relations et des ressources humaines

LE RECTEUR DE L'ACADEMIE DE CRETEIL

- VU** les articles R. 222-25 et D. 222-27 du code de l'éducation relatifs aux attributions du recteur ;
- VU** l'article D. 222-20 du code de l'éducation autorisant le recteur d'académie à déléguer sa signature aux adjoints au secrétaire général d'académie ;
- VU** le décret du 14 février 2018 nommant monsieur Daniel AUVERLOT recteur de l'académie de Créteil ;
- VU** l'arrêté ministériel en date du 3 juin 2020 portant nomination et classement de madame Céline HEYRIES, administratrice civile, dans l'emploi d'adjointe à la secrétaire générale d'académie, en charge de la modernisation, de l'informatique et de l'immobilier au rectorat de l'académie de Créteil ;
- VU** l'arrêté ministériel en date du 11 février 2022 portant nomination et classement de madame Corinne SCHITTENHELM dans l'emploi d'administratrice de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, responsable du pilotage budgétaire et des affaires juridiques, adjointe au secrétaire général de l'académie de Créteil à compter du 14 février 2022 ;
- VU** l'arrêté ministériel en date du 7 mars 2022 portant nomination, détachement et classement de madame Francette DALLE MESE, inspectrice d'académie-inspectrice pédagogique régionale de classe normale, dans l'emploi d'adjointe au secrétaire général d'académie, en charge de l'organisation scolaire, de la performance et des politiques éducatives au rectorat de l'académie de Créteil à compter du 7 mars 2022 ;
- VU** l'arrêté ministériel en date du 21 février 2023 portant nomination et classement de monsieur David BERAHA, attaché d'administration de l'Etat hors classe, dans l'emploi de secrétaire général adjoint, directeur des relations et ressources humaines de l'académie de Créteil ;
- VU** les arrêtés du préfet de la région d'Ile-de-France n° 2020-08-17-027 du 17 août 2020 portant délégation de signature à monsieur Daniel AUVERLOT, recteur de l'académie de Créteil, en matière de contrôle de légalité des établissements publics locaux d'enseignement rattachés à la région d'Ile-de-France dans le ressort de l'académie de Créteil et n° 2021-01-20-004 du 20 janvier 2021 portant délégation de signature à monsieur Daniel AUVERLOT, recteur de l'académie de Créteil, en matière d'ordonnancement secondaire ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

Délégation de signature est donnée à :

- **madame Céline HEYRIES**, secrétaire générale adjointe, directrice en charge de la modernisation, de l'informatique et de l'immobilier,
- **madame Corinne SCHITTENHELM**, secrétaire générale adjointe, directrice en charge du pilotage budgétaire et des affaires juridiques,
- **madame Francette DALLE MESE**, secrétaire générale adjointe, directrice en charge de l'organisation scolaire, de la performance et des politiques éducatives,
- **monsieur David BERAHA**, secrétaire général adjoint, directeur des relations et ressources humaines,

à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions et compétences, les actes portant sur :

1. Gestion des personnels enseignants, d'éducation et d'orientation, administratifs, sociaux et de santé placés sous l'autorité du recteur de l'académie de Créteil,
2. Gestion des maîtres qui exercent dans les établissements d'enseignement privé sous contrat,
3. Organisation et fonctionnement des établissements d'enseignement secondaire,
4. Répartition des moyens en postes, heures et crédits attribués à l'académie de Créteil,
5. Contrôle, pour la part qui revient au recteur d'académie, des :
 - a. actes des établissements publics locaux d'enseignement et de leurs chefs d'établissement,
 - b. actes des établissements publics de l'enseignement supérieur et de leurs chefs d'établissement,
6. Attribution des bourses, allocations et prêts d'honneur aux élèves et étudiants,
7. Décisions rendues en appel pour les sanctions disciplinaires des élèves,
8. Contrôle pédagogique des établissements d'enseignement privé sous contrat,
9. Surveillance des établissements privés hors contrat,
10. Marchés publics,
11. Exécution des décisions à caractère financier relevant des attributions d'ordonnateur secondaire du budget de l'éducation nationale,
12. Exécution des décisions relatives au contrôle interne comptable,
13. Décisions relatives à l'administration des données et des bases de gestion relevant du service statistique de l'académie de Créteil,
14. Décisions relatives à la gestion, au suivi, et à la prévision de la consommation des emplois et de la masse salariale,
15. Comptes rendus d'exécution et notifications d'emplois et de ressources budgétaires,

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté abroge l'arrêté rectoral du 5 janvier 2023.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région d'Ile-de-France.

Fait à Créteil, le 6 mars 2023

Le recteur de l'académie de Créteil

Signé

Daniel AUVERLOT

Rectorat de l'académie de Créteil

IDF-2023-03-06-00005

Arrêté du 6 mars 2023 portant délégation de signature à monsieur Mehdi CHERFI, secrétaire général de l'académie de Créteil, pour les opérations du programme d'investissements d'avenir - action : « internats d'excellence et égalité des chances »

**Arrêté du 6 mars 2023 portant délégation de signature à
monsieur Mehdi CHERFI, secrétaire général de l'académie de Créteil,
pour les opérations du programme d'investissements d'avenir - action :
« internats d'excellence et égalité des chances »**

LE RECTEUR DE L'ACADEMIE DE CRETEIL

- VU** le code de l'éducation ;
- VU** le code de la commande publique ;
- VU** la loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine ;
- VU** la convention du 20 octobre 2010 entre l'État et l'ANRU relative au programme d'investissements d'avenir - action : « internats d'excellence et égalité des chances » publiée au JORF du 22 octobre 2010 ;
- VU** la convention pluriannuelle régionale du 05 mai 2011 confiant à monsieur le recteur la fonction d'ordonnateur délégué pour les dépenses liées aux études et travaux pour la réhabilitation de l'internat d'excellence de Sourduin ;
- VU** la convention pluriannuelle du 20 décembre 2011 relative à l'internat d'excellence de Cachan passée entre le préfet de la région île de France et le recteur de l'académie de Créteil d'une part et l'agence nationale de la rénovation urbaine d'autre part ;
- VU** le décret n° 2004-123 du 9 février 2004 relatif à l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine ;
- VU** le règlement comptable et financier de l'ANRU ;
- VU** le décret du 14 février 2018 nommant monsieur Daniel AUVERLOT recteur de l'académie de Créteil ;
- VU** l'arrêté ministériel en date du 3 juin 2020 portant nomination et classement de madame Céline HEYRIES, administratrice civile, dans l'emploi d'adjointe à la secrétaire générale d'académie, en charge de la modernisation, de l'informatique et de l'immobilier au rectorat de l'académie de Créteil ;
- VU** l'arrêté ministériel en date du 11 février 2022 portant nomination et classement de madame Corinne SCHITTENHELM dans l'emploi d'administratrice de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, responsable du pilotage budgétaire et des affaires juridiques, adjointe au secrétaire général de l'académie de Créteil ;
- VU** l'arrêté ministériel en date du 7 mars 2022 portant nomination, détachement et classement de madame Francette DALLE MESE, inspectrice d'académie-inspectrice pédagogique régionale de classe normale, dans l'emploi d'adjointe au secrétaire général d'académie, en charge de l'organisation scolaire, de la performance et des politiques éducatives au rectorat de l'académie de Créteil ;

- VU** l'arrêté ministériel en date du 30 décembre 2022 portant nomination et classement de monsieur Mehdi CHERFI dans l'emploi de secrétaire général de l'académie de Créteil ;
- VU** l'arrêté ministériel en date du 21 février 2023 portant nomination et classement de monsieur David BERAHA, attaché d'administration de l'Etat hors classe, dans l'emploi de secrétaire général adjoint, directeur des relations et ressources humaines de l'académie de Créteil ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

Délégation de signature est donnée à **monsieur Mehdi CHERFI**, secrétaire général de l'académie de Créteil, pour les opérations relevant du programme d'investissements d'avenir « internats d'excellence et égalité des chances », action développement des internats d'excellence :

- 1) à l'effet de transmettre à l'ANRU les demandes de paiement d'acomptes et de factures correspondant aux contrats et aux commandes passées pour la réhabilitation des ouvrages destinés aux internats d'excellence de l'académie de Créteil ;
- 2) à l'effet de certifier le service fait pour le paiement des acomptes ;
- 3) à l'effet de passer les contrats et marchés relevant du programme et tous les actes liés à ces contrats.

ARTICLE 2 :

Délégation de signature est également donnée à :

- **madame Céline HEYRIES**, secrétaire générale adjointe, directrice en charge de la modernisation, de l'informatique et de l'immobilier,
- **madame Corinne SCHITTENHELM**, secrétaire générale adjointe, directrice en charge du pilotage budgétaire et des affaires juridiques,
- **madame Francette DALLE MESE**, secrétaire générale adjointe, directrice en charge de l'organisation scolaire, de la performance et des politiques éducatives,
- **monsieur David BERAHA**, secrétaire général adjoint, directeur des relations et ressources humaines.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté abroge l'arrêté du 5 janvier 2023.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Ile-de-France.

Fait à Créteil, le 6 mars 2023

Le recteur de l'académie de Créteil

Signé

Daniel AUVERLOT

Rectorat de l'académie de Créteil

IDF-2023-03-06-00006

Arrêté du 6 mars 2023 portant délégation de signature à monsieur Pascal FOURESTIER, délégué académique à la formation professionnelle initiale et continue du rectorat de Créteil

Arrêté du 6 mars 2023 portant délégation de signature à monsieur Pascal FOURESTIER, délégué académique à la formation professionnelle initiale et continue du rectorat de Créteil

LE RECTEUR DE L'ACADEMIE DE CRETEIL

- VU** le code de l'éducation et notamment son article D. 222-20 ;
- VU** le code du travail et notamment son article R. 6233-17 ;
- VU** le décret n° 90-426 du 22 mai 1990 fixant les dispositions applicables aux conseillers en formation continue appartenant aux corps relevant du ministre chargé de l'éducation ;
- VU** le décret n° 93-412 du 19 mars 1993 relatif aux personnels contractuels du niveau de la catégorie A exerçant en formation continue des adultes ;
- VU** le décret du 14 février 2018 nommant monsieur Daniel AUVERLOT recteur de l'académie de Créteil ;
- VU** l'arrêté ministériel en date du 5 février 2021 prononçant la nomination et le détachement de monsieur Pascal FOURESTIER, personnel de direction de classe normale, dans l'emploi de conseiller de recteur, délégué académique à la formation professionnelle initiale et continue de l'académie de Créteil ;
- VU** les arrêtés du préfet de la région d'Ile-de-France n° 2020-08-17-027 du 17 août 2020 portant délégation de signature à monsieur Daniel AUVERLOT, recteur de l'académie de Créteil, en matière de contrôle de légalité des établissements publics locaux d'enseignement rattachés à la région d'Ile-de-France dans le ressort de l'académie de Créteil et n° 2021-01-20-004 du 20 janvier 2021 portant délégation de signature à monsieur Daniel AUVERLOT, recteur de l'académie de Créteil, en matière d'ordonnancement secondaire ;

ARRETE

ARTICLE 1

Délégation de signature est donnée à **monsieur Pascal FOURESTIER**, délégué académique à la formation professionnelle initiale et continue, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et compétences, les actes suivants :

- 1) En matière de gestion du personnel :
 - Arrêté de nomination des conseillers en formation continue titulaires (pour la période probatoire et pour la confirmation dans leurs fonctions) ;
 - Contrat de travail pour les conseillers en formation continue non titulaires ;
 - Tous les actes de gestion pour les agents contractuels exerçant dans les GRETA ;
 - Avenant au contrat de travail relatif à la réévaluation de la rémunération, au temps partiel ou à la requalification des contrats des conseillers en formation continue non titulaires ;
 - Non opposition à diriger un centre de formation d'apprentis pour les personnes appelées à diriger ce type d'établissement ;
 - Non opposition à enseigner dans un centre de formation d'apprentis pour les personnes appelées à enseigner dans ce type d'établissement ;
- 2) En matière de gestion financière ;
 - Avis sur les demandes d'ouverture ou de fermeture des supports gagés des GRETA ;
 - Convocation du Fonds Académique de Mutualisation (F.A.M.) ;
 - Décision fixant le montant de la contribution annuelle demandée aux GRETA pour alimenter le F.A.M.;
 - Notification des subventions du F.A.M.
- 3) En matière de suivi de formation :
 - Décision de positionnement réglementaire (aménagement du temps de la formation diplômante) ;
 - Dispense d'épreuves ;
 - Décision d'habilitation à pratiquer le contrôle en cours de formation (C.C.F.)

ARTICLE 2

Le présent arrêté abroge l'arrêté du 25 août 2021.

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Ile-de-France.

Fait à Créteil, le 6 mars 2023

Le recteur de l'académie de Créteil

Signé

Daniel AUVERLOT

Rectorat de l'académie de Créteil

IDF-2023-03-06-00004

Arrêté du 6 mars 2023 portant subdélégation de
signature à monsieur Mehdi CHERFI,
secrétaire général de l'académie de Créteil

**Arrêté du 6 mars 2023 portant subdélégation de signature à monsieur Mehdi CHERFI,
secrétaire général de l'académie de Créteil**

LE RECTEUR DE L'ACADEMIE DE CRETEIL

- VU** le code général des collectivités territoriales ;
- VU** le code de l'éducation, et notamment ses articles L. 421-1, L. 421-11 et L. 421-14 ;
- VU** le code des juridictions financières ;
- VU** le code de la commande publique ;
- VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;
- VU** la loi n° 85-97 du 25 janvier 1985 modifiant et complétant la loi n°83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales, notamment ses articles 15-5 et suivants ;
- VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- VU** l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- VU** le décret du 14 février 2018 nommant monsieur Daniel AUVERLOT recteur de l'académie de Créteil ;
- VU** le décret du 10 février 2021 portant délégation de signature à madame Sophie THIBAUT en qualité de préfète du Val-de-Marne ;
- VU** l'arrêté ministériel en date du 19 décembre 2019 affectant monsieur Julien LALIVE, proviseur de lycée, au rectorat de l'académie de Créteil pour exercer les fonctions de chef de la division des établissements à compter du 1^{er} janvier 2020 ;
- VU** l'arrêté ministériel en date du 3 juin 2020 portant nomination et classement de madame Céline HEYRIES, administratrice civile, dans l'emploi d'adjointe à la secrétaire générale d'académie, en charge de la modernisation, de l'informatique et de l'immobilier au rectorat de l'académie de Créteil ;
- VU** l'arrêté ministériel en date du 11 février 2022 portant nomination et classement de madame Corinne SCHITTENHELM dans l'emploi d'administratrice de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, responsable du pilotage budgétaire et des affaires juridiques, adjointe au secrétaire général de l'académie de Créteil à compter du 14 février 2022 ;

- VU** l'arrêté ministériel en date du 7 mars 2022 portant nomination, détachement et classement de madame Francette DALLE MESE, inspectrice d'académie-inspectrice pédagogique régionale de classe normale, dans l'emploi d'adjointe au secrétaire général d'académie, en charge de l'organisation scolaire, de la performance et des politiques éducatives au rectorat de l'académie de Créteil à compter du 7 mars 2022 ;
- VU** l'arrêté ministériel en date du 30 décembre 2022 portant nomination et classement de monsieur Mehdi CHERFI dans l'emploi de secrétaire général de l'académie de Créteil ;
- VU** l'arrêté ministériel en date du 21 février 2023 portant nomination et classement de monsieur David BERAHA, attaché d'administration de l'Etat hors classe, dans l'emploi de secrétaire général adjoint, directeur des relations et ressources humaines de l'académie de Créteil ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2021/688 du 1^{er} mars 2021 donnant délégation de signature à monsieur Daniel AUVERLOT, recteur de l'académie de Créteil, pour signer, au nom de la préfète du Val-de-Marne, les accusés de réception des actes budgétaires (budgets et décisions budgétaires modificatives) et les pièces justificatives concernant les collèges ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Subdélégation de signature est donnée à **monsieur Mehdi CHERFI**, secrétaire général de l'académie de Créteil pour signer les accusés de réception des actes budgétaires (budgets et décisions budgétaires modificatives) et les pièces justificatives concernant les collèges.

ARTICLE 2 : Subdélégation de signature est également donnée à :

- **madame Céline HEYRIES**, secrétaire générale adjointe, directrice en charge de la modernisation, de l'informatique et de l'immobilier,
- **madame Corinne SCHITTENHELM**, secrétaire générale adjointe, directrice en charge du pilotage budgétaire et des affaires juridiques,
- **madame Francette DALLE MESE**, secrétaire générale adjointe, directrice en charge de l'organisation scolaire, de la performance et des politiques éducatives,
- **monsieur David BERAHA**, secrétaire général adjoint, directeur des relations et ressources humaines,
- **monsieur Julien LALIVE**, chef de la division des établissements.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté abroge l'arrêté rectoral du 5 janvier 2023.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région d'Ile-de-France.

Fait à Créteil, le 6 mars 2023

Le Recteur de l'académie de Créteil

Signé

Daniel AUVERLOT

Rectorat de l'académie de Créteil

IDF-2023-03-06-00002

Arrêté du 6 mars 2023 portant subdélégation de signature à monsieur Mehdi CHERFI, secrétaire général de l'académie de Créteil, en matière de contrôle de légalité des établissements publics locaux d'enseignement rattachés à la région d'Ile-de-France dans le ressort de l'académie de Créteil

**Arrêté du 6 mars 2023 portant subdélégation de signature à monsieur Mehdi CHERFI,
secrétaire général de l'académie de Créteil, en matière de contrôle de légalité des
établissements publics locaux d'enseignement rattachés à la région d'Ile-de-France dans le
ressort de l'académie de Créteil**

LE RECTEUR DE L'ACADEMIE DE CRETEIL

- VU** le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2131-6 ;
- VU** le code de l'éducation et notamment son article L. 421-14 ;
- VU** le code des juridictions financières ;
- VU** le décret n° 85-924 du 30 août 1985 modifié relatif aux établissements publics locaux d'enseignement ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret n° 2010-687 du 24 juin 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État dans la région et les départements d'Ile-de-France ;
- VU** le décret du 14 février 2018 nommant monsieur Daniel AUVERLOT recteur de l'académie de Créteil ;
- VU** le décret du 22 juillet 2020 portant nomination de monsieur Marc GUILLAUME en qualité de préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris ;
- VU** l'arrêté ministériel en date du 3 juin 2020 portant nomination et classement de madame Céline HEYRIES, administratrice civile, dans l'emploi d'adjointe à la secrétaire générale d'académie, en charge de la modernisation, de l'informatique et de l'immobilier au rectorat de l'académie de Créteil ;
- VU** l'arrêté ministériel en date du 11 février 2022 portant nomination et classement de madame Corinne SCHITTENHELM dans l'emploi d'administratrice de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, responsable du pilotage budgétaire et des affaires juridiques, adjointe au secrétaire général de l'académie de Créteil à compter du 14 février 2022 ;
- VU** l'arrêté ministériel en date du 7 mars 2022 portant nomination, détachement et classement de madame Francette DALLE MESE, inspectrice d'académie-inspectrice pédagogique régionale de classe normale, dans l'emploi d'adjointe au secrétaire général d'académie, en charge de l'organisation scolaire, de la performance et des politiques éducatives au rectorat de l'académie de Créteil à compter du 7 mars 2022 ;
- VU** l'arrêté ministériel en date du 30 décembre 2022 portant nomination et classement de monsieur Mehdi CHERFI dans l'emploi de secrétaire général de l'académie de Créteil ;

- VU** l'arrêté ministériel en date du 21 février 2023 portant nomination et classement de monsieur David BERAHA, attaché d'administration de l'Etat hors classe, dans l'emploi de secrétaire général adjoint, directeur des relations et ressources humaines de l'académie de Créteil ;
- VU** l'arrêté du préfet de la région d'Ile-de-France n° 2020-08-17-027 du 17 août 2020 portant délégation de signature à monsieur Daniel AUVERLOT, recteur de l'académie de Créteil, en matière de contrôle de légalité des établissements publics locaux d'enseignement rattachés à la région d'Ile-de-France dans le ressort de l'académie de Créteil ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

Subdélégation de signature est donnée à **monsieur Mehdi CHERFI**, secrétaire général de l'académie de Créteil, à l'effet de signer les actes mentionnés sur l'arrêté préfectoral 2020-08-17-027 du 17 août 2020 :

- I. Au titre du contrôle de légalité, les délibérations du conseil d'administration des établissements publics locaux d'enseignement rattachés à la région d'Ile-de-France dans le ressort de l'académie de Créteil, énumérées ci-après, transmises au recteur de l'académie de Créteil, qui en accuse réception :
 - délibérations relatives à la passation des conventions et contrats, et notamment des marchés,
 - délibérations relatives au recrutement de personnels,
 - délibérations relatives au financement des voyages scolaires,
- II. Les demandes de pièces complémentaires, lettres d'observations et recours gracieux formés à l'encontre de l'ensemble des actes énumérés au I.
- III. Au titre du contrôle de l'égalité défini au I, les actes des établissements publics locaux d'enseignement rattachés à la région d'Ile-de-France dans le ressort de l'académie de Créteil, non soumis à l'obligation de transmission.

ARTICLE 2 :

Subdélégation de signature est également exercée par :

- **Madame Céline HEYRIES**, secrétaire générale adjointe, directrice en charge de la modernisation, de l'informatique et de l'immobilier ;
- **Madame Corinne SCHITTENHELM**, secrétaire générale adjointe, directrice en charge du pilotage budgétaire et des affaires juridiques ;
- **Madame Francette DALLE MESE**, secrétaire générale adjointe, directrice en charge de l'organisation scolaire, de la performance et des politiques éducatives ;
- **Monsieur David BERAHA**, secrétaire général adjoint, directeur des relations et ressources humaines.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté abroge l'arrêté rectoral du 5 janvier 2023.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région d'Ile-de-France.

Fait à Créteil, le 6 mars 2023

Le recteur de l'académie de Créteil

Signé

Daniel AUVERLOT

Rectorat de l'académie de Créteil

IDF-2023-03-06-00003

Arrêté du 6 mars 2023 portant subdélégation de signature à monsieur Mehdi CHERFI, secrétaire général de l'académie de Créteil, en matière d'ordonnancement secondaire

**Arrêté du 6 mars 2023 portant subdélégation de signature
à monsieur Mehdi CHERFI, secrétaire général de l'académie de Créteil,
en matière d'ordonnancement secondaire**

LE RECTEUR DE L'ACADEMIE DE CRETEIL

- VU** la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;
- VU** le code de la commande publique ;
- VU** la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 modifiée relative à la prescription des créances de l'État, des départements, des communes et des établissements publics ;
- VU** la loi n° 72-619 du 5 juillet 1972 modifiée, portant création et organisation des régions ;
- VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, et notamment son article 34 ;
- VU** le décret n° 98-81 du 11 février 1998 modifié ;
- VU** le décret n° 99-89 du 8 février 1999 pris pour l'application de l'article 3 du décret n°98-81 du 11 février 1998 ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret n° 2010-687 du 24 juin 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État dans la région et les départements d'Ile-de-France ;
- VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- VU** le décret du 14 février 2018 nommant monsieur Daniel AUVERLOT recteur de l'académie de Créteil ;
- VU** le décret du 22 juillet 2020 portant nomination de monsieur Marc GUILLAUME en qualité de préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris ;
- VU** l'arrêté du 29 décembre 2005 modifié, relatif au contrôle financier des programmes et des services du ministère de l'éducation nationale et du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche ;
- VU** l'arrêté du 3 juillet 2009 portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le ministère de l'éducation nationale ;
- VU** l'arrêté ministériel en date du 3 juin 2020 portant nomination et classement de madame Céline HEYRIES, administratrice civile, dans l'emploi d'adjointe à la secrétaire générale d'académie, en charge de la modernisation, de l'informatique et de l'immobilier au rectorat de l'académie de Créteil ;

- VU** l'arrêté ministériel en date du 11 février 2022 portant nomination et classement de madame Corinne SCHITTENHELM dans l'emploi d'administratrice de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, responsable du pilotage budgétaire et des affaires juridiques, adjointe au secrétaire général de l'académie de Créteil ;
- VU** l'arrêté ministériel en date du 7 mars 2022 portant nomination, détachement et classement de madame Francette DALLE MESE, inspectrice d'académie-inspectrice pédagogique régionale de classe normale, dans l'emploi d'adjointe au secrétaire général d'académie, en charge de l'organisation scolaire, de la performance et des politiques éducatives au rectorat de l'académie de Créteil ;
- VU** l'arrêté ministériel en date du 30 décembre 2022 portant nomination et classement de monsieur Mehdi CHERFI dans l'emploi de secrétaire général de l'académie de Créteil ;
- VU** l'arrêté ministériel en date du 21 février 2023 portant nomination et classement de monsieur David BERAHA, attaché d'administration de l'Etat hors classe, dans l'emploi de secrétaire général adjoint, directeur des relations et ressources humaines de l'académie de Créteil ;
- VU** l'arrêté du préfet de la région d'Ile-de-France n° 2021-01-20-004 du 20 janvier 2021 portant délégation de signature à monsieur Daniel AUVERLOT, recteur de l'académie de Créteil, en matière d'ordonnancement secondaire, modifié par l'arrêté préfectoral n° 2021-10-12-00006 du 12 octobre 2021 ;
- VU** l'arrêté n° 2021-18-RRA du 25 février 2021 du recteur de la région académique Ile-de-France, recteur de l'académie de Paris, chancelier des universités, portant délégation de gestion des crédits du programme 362 « Ecologie » du Plan France relance ;
- VU** l'arrêté n° 2023-03-RRA du 16 janvier 2023 du recteur de la région académique Ile-de-France, recteur de l'académie de Paris, chancelier des universités, portant subdélégation de signature en matière d'achats publics ;
- VU** les décisions du 4 décembre 2019 nommant le recteur de l'académie de Créteil responsable de budget opérationnel de programme (BOP) des programmes 139 « enseignement privé du premier et du second degrés », 140 « enseignement scolaire public du premier degré », 141 « enseignement scolaire public du second degré » et 230 « vie de l'élève » ;
- VU** la décision du 11 décembre 2020 portant désignation des responsables de budget opérationnel de programme (BOP) et d'unités opérationnelles (UO) pour le programme 214 « soutien de la politique de l'éducation nationale » ;
- VU** la décision du 21 décembre 2020 portant désignation des responsables de budget opérationnel de programme (BOP) et d'unités opérationnelles (UO) pour le programme 150 « formations supérieures et recherche universitaire » ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

Subdélégation de signature est donnée à **monsieur Mehdi CHERFI**, secrétaire général de l'académie de Créteil, à l'effet de signer les actes mentionnés sur l'arrêté préfectoral n° 2021-01-20-004 du 20 janvier 2021 modifié par l'arrêté préfectoral n° 2021-10-12- 00006 du 12 octobre 2021 :

I. En qualité de responsable de budget opérationnel de programme, pour :

1. Recevoir les crédits des programmes suivants :

- « enseignement privé du premier et du second degrés » (n° 139) ;
- « enseignement scolaire public du premier degré » (n° 140) ;
- « enseignement scolaire public du second degré » (n° 141) ;
- « vie de l'élève » (n° 230).

2. Répartir ces crédits entre les services responsables d'unités opérationnelles, chargés de leur exécution.
3. Procéder à des réallocations en cours d'exercice budgétaire entre les services responsables d'unités opérationnelles.

II. En qualité de responsable d'unités opérationnelles, pour :

Tous arrêtés, décisions, pièces ou conventions, y compris ceux relatifs à la prescription quadriennale, pour procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'État dans le cadre des programmes suivants :

- « enseignement privé du premier et du second degrés » (n° 139) ;
- « enseignement scolaire public du premier degré » (n° 140) ;
- « enseignement scolaire public du second degré » (n° 141) ;
- « formations supérieures et recherche universitaire » (n° 150) ;
- « soutien de la politique de l'éducation nationale » (n° 214) ;
- « vie de l'élève » (n° 230) ;
- « vie étudiante » (n° 231) ;
- « opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'Etat » (n° 723).

III. Pour les subventions d'un montant de 30.000 euros et plus, et pour les opérations d'investissement d'un montant de 30.000 euros et plus, la délégation de signature consentie au II ne s'étend aux décisions relatives à la gestion des crédits des titres 5, 6 et 7 du budget du ministère que lorsque les opérations en cause auront été préalablement arrêtées par le préfet de la région d'Ile-de-France.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux subventions allouées au titre des crédits d'équipement pédagogique (premier équipement) du budget du ministère de l'Éducation nationale.

ARTICLE 2 :

Subdélégation de signature est donnée à **monsieur Mehdi CHERFI**, secrétaire général de l'académie de Créteil, à l'effet de signer, dans la limite des marchés relevant exclusivement du périmètre de l'académie de Créteil, pour toutes les pièces relatives à la passation et à l'exécution des accords-cadres et des marchés publics y compris les arrêtés relatifs à la composition et au mode de fonctionnement des jurys de concours et à la constatation du service fait, imputés sur les unités opérationnelles suivantes :

- « enseignement privé du premier et du second degrés » (n° 139) ;
- « enseignement scolaire public du premier degré » (n° 140) ;
- « enseignement scolaire public du second degré » (n° 141) ;
- « formations supérieures et recherche universitaire » (n° 150) ;
- « soutien de la politique de l'éducation nationale » (n° 214) ;
- « vie de l'élève » (n° 230) ;
- « opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'Etat » (n° 723).

ARTICLE 3 :

Subdélégation de signature est donnée à **monsieur Mehdi CHERFI**, secrétaire général de l'académie de Créteil, pour la gestion et l'utilisation des crédits du programme 362 « Ecologie » du Plan France relance dans la limite de l'enveloppe accordée à l'académie de Créteil et sur le territoire de l'académie.

ARTICLE 4 :

Subdélégation de signature est également donnée à :

- **madame Céline HEYRIES**, secrétaire générale adjointe, directrice en charge de la modernisation, de l'informatique et de l'immobilier, pour les décisions relevant des articles 1^{er}, 2 et 3 ;
- **madame Corinne SCHITTENHELM**, secrétaire générale adjointe, directrice en charge du pilotage budgétaire et des affaires juridiques, pour les décisions relevant des articles 1^{er}, 2 et 3 ;
- **madame Francette DALLE MESE**, secrétaire générale adjointe, directrice en charge de l'organisation scolaire, de la performance et des politiques éducatives pour les articles 1^{er} et 3 ;
- **monsieur David BERAHA**, secrétaire général adjoint, directeur des relations et ressources humaines pour les articles 1^{er} et 3 .

ARTICLE 5 :

Sont exclus du champ de la présente délégation les actes suivants, qui demeurent réservés à la signature du préfet de la région d'Ile-de-France :

- les ordres de réquisition du comptable public ;
- les décisions de passer outre à l'avis défavorable du contrôleur budgétaire régional ;
- les conventions avec les collectivités territoriales et leurs établissements publics.

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté abroge l'arrêté rectoral du 5 janvier 2023.

ARTICLE 7 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région d'Ile-de-France.

Fait à Créteil, le 6 mars 2023

Le recteur de l'académie de Créteil

Signé

Daniel AUVERLOT